

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 12461 4,20 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine — JEUDI 21 FÉVRIER 1985

La «dame de fer» contre le dollar cher

Pour la première fois depuis Winston Churchill, en 1952, le premier ministre britannique s'adresse, ce mercredi 20 février, à Washington, aux deux Chambres réunies du Congrès américain. Qu'un tel honneur, extrêmement rare outre-Atlantique, revienne à M^{me} Thatcher ne saurait étonner : la «dame de fer» ne se considère-t-elle pas comme «le plus ardent supporter» du président Reagan, dont elle partage la foi inébranlable dans les vertus du conservatisme politique et du libéralisme économique ? Une affection réelle existe entre les deux personnages, et elle ajoute une pointe de sentimentalité aux fameuses «relations spéciales» qu'entretient depuis deux siècles l'Angleterre avec son ancienne colonie.

L'autorité de M^{me} Thatcher suffira-t-elle à supprimer les épiques entre Londres et Washington, qui tiennent notamment à la politique économique américaine et à la hausse du dollar ? Bien qu'elle se soit défendue, avant son départ, de vouloir adopter ce sujet avec M. Reagan le ton de «l'affrontement», le premier ministre n'en a pas moins réaffirmé aux Communes qu'à ses yeux le déficit du budget américain restait un «problème fondamental».

Cette position n'est pas nouvelle. M^{me} Thatcher n'exprimait-elle pas, en novembre dernier, son espoir de voir la nouvelle administration américaine «s'attacher d'urgence à réduire ce déficit» ? Autant dire qu'elle devrait saisir l'occasion que va lui donner la «table ronde économique» prévue au programme avec les principaux responsables américains en ce domaine pour aborder, une fois de plus — et assurément sans détours — ce dossier.

M^{me} Thatcher peut difficilement assister sans réagir à la baisse historique de la livre sterling, conséquence directe de l'envoi du dollar. Malgré l'accord de principe donné au sommet de Williamsburg en 1983, les responsables américains hésitent toujours autant à intervenir sur les marchés monétaires. Prudence compréhensible, au demeurant, tellement la tâche semble d'avance vouée à l'échec. Raison de plus, dans ces conditions, dira M^{me} Thatcher, pour s'attacher au vice «fondamental», pour reprendre ses propres termes, que représente l'ampleur du déficit américain.

Un autre dossier délicat actuellement entre Londres et Washington est celui des armes spatiales. La visite de M^{me} Thatcher aux Etats-Unis, à la fin de décembre, avait eu pour effet de rapprocher les positions respectives. Les Américains, soucieux de rassurer leurs alliés, ont pris soin, ces derniers temps, de préciser que la dissuasion nucléaire gardera toute sa valeur encore longtemps, et que, d'autre part, le système de défense spatiale s'appliquerait aussi, le moment venu, à l'Europe. En contrepartie, la Grande-Bretagne accepte, aujourd'hui, que soient poursuivies les recherches en la matière. Au point même que M^{me} Thatcher pourrait discuter avec ses interlocuteurs de la possibilité d'une participation de l'industrie privée britannique à ces travaux.

Paradoxalement, M^{me} Thatcher pourrait montrer plus d'agacement envers les manifestations de partisans, aux Etats-Unis, de ceux qu'elle appelle les «terroristes marxistes» de l'IRA. S'il veut garder l'estime de la «dame de fer», M. Reagan devra faire mentir ses origines irlandaises et exprimer très clairement, sur cette question, sa solidarité avec son allié.

Washington accélère la militarisation de la navette spatiale

Pendant que M. Gromyko réaffirmait l'hostilité du gouvernement soviétique à l'initiative de défense stratégique américaine (IDS), mais en laissant entendre que seule la «réalisation» de ce projet relancerait la course aux armements nucléaires (autrefois dit, les recherches et même les essais seraient considérés avec plus d'indulgence que le déploiement : lire page 4), le Pentagone confirmait, mardi soir 19 février, par la voix de son porte-parole, M. Burch, que la navette spatiale américaine serait utilisée dès 1987, soit deux ans plus tôt que prévu, à des essais sur les armes antimissiles et antisatellites. «Nous envisageons deux vols (militaires) par an à bord de la navette à partir de 1987», a dit M. Burch, avant de préciser que ces vols serviraient à tester la capacité de futures armes à laser de «détecter, suivre et viser des cibles» dans l'espace.

Le Pentagone confirme ainsi une information publiée dans le dernier numéro (18 février) d'*Aviation Week and Space Technology* et que le magazine américain attribue au général Abrahamson lui-même, directeur du programme IDS. Il ne s'agit pas d'une nouveauté fondamentale, dans la mesure où la navette spatiale devait de toute façon servir à des essais d'armes spatiales à la fin de 1985 ou au début de 1986.

An terme d'un programme dénommé Talon Gold, lancé dès 1976, donc sous la présidence Carter, les militaires américains comptaient utiliser le véhicule pour révéler le problème du «pointage et du pistage» de satellites en vol, selon le général Abrahamson. Mais ce dernier estime maintenant que les appariements à développer seraient trop importants et que les essais auraient coûté un «prix incroyable».

On se rabat donc sur une formule plus légère, reprenant une partie

seulement des éléments de Talon Gold, ce qui permettra d'aller plus vite et d'avancer les premiers essais à 1987. Il s'agit toujours d'armes à énergie dirigée, mais la tâche assignée aux navettes est, cette fois, de pouvoir déplacer l'arme fixée sur une plate-forme spatiale d'une faible distance angulaire, de la stabiliser et de tirer, avant de passer à une autre cible. La moitié de la charge utile d'une navette sera employée à cette fin lors des essais bi-annuels qui seront entrepris dans deux ans.

Le porte-parole a également confirmé des informations publiées lundi par le *Washington Post*, selon lesquelles le Pentagone se préoccupe aussi de la protection de ses satellites, en leur donnant notamment une capacité de manœuvre dans l'espace pour échapper à des attaques. «La plupart des détails de ces programmes sont secrets», a dit M. Burch, mais je reconnais que nous étudions diverses techniques qui rendraient les satellites relativement invulnérables. Rappelons que M. Reagan a demandé au Congrès, pour le prochain exercice budgétaire (1985-1986), des crédits de 3,7 milliards de dollars, alors qu'il a accordé 1,4 milliard de dollars pour l'année en cours.

Scrutins couplés en 1986 : le pouvoir prend un pari risqué

L'annonce, par le premier ministre, mardi 19 février, des élections régionales au suffrage universel, n'est pas en elle-même une surprise : elles avaient été promises par la gauche aux élections de mai 1981. Depuis, l'engagement électoral avait pris force de loi, avec le vote du texte décentralisateur sur «les droits et libertés des communes, des départements et des régions», en janvier 1982. Mais la question du moment restait posée. D'autant que les socialistes, apparemment pressés dans un premier temps, avaient battu en retraite, une fois connus leurs premiers revers électoraux : inutile de donner à l'opposition l'occasion de montrer, une fois de plus, sa force électorale. Et puisque les Français sont — pour une raison ou pour une autre — appelés à voter presque tous les ans, inutile de multiplier des dimanches électoraux.

De ces réactions était née l'idée de jumeler les élections régionales avec d'autres : on évoqua les municipales de 1983, puis les européennes de 1984. Aujourd'hui, M. Fabius tranche : ce sera avec les législatives de 1986.

Le pouvoir peut tirer de cette soudaine décision plusieurs avantages. Dans l'immédiat, il met fin à la poé-

mique sur le projet de décret du ministre de l'intérieur, qui aurait modifié les conditions de désignation des députés des conseils généraux dans les conseils régionaux. Quelles que soient les justifications de cette éventuelle modification, elle avait permis à l'opposition de crier — une fois encore — à la «magouille électorale». Les socialistes ne veulent plus se laisser entraîner sur ce dangereux terrain, surtout quand ils trouvent face à eux des hommes habituellement modérés dans leurs critiques, comme MM. Alain Pélissier ou surtout M. Edgar Faure. Ce dernier a d'ailleurs rencontré plusieurs fois le chef de l'Etat sur ce sujet, en sachant, apparemment trouver des arguments convaincants.

«Décentralisation : mission accomplie», pourra également plaider le pouvoir en évanouissant la «grande œuvre du septennat». Quels que soient les résultats des élections législatives de 1986, le pas sera franchi.

THÉRIER BRÉHIER.
(Lire la suite page 7 et page 2 notre débat sur la réforme du scrutin législatif.)

Deux mesures pour le travail à temps partiel

A défaut de pouvoir annoncer des mesures plus spectaculaires pour l'emploi, comme il en a toujours l'intention et l'impérieux besoin, le gouvernement a choisi d'améliorer les dispositions existantes en faveur du travail à temps partiel. Ce 20 février, le conseil des ministres devrait donc arrêter deux orientations, qui feront ensuite l'objet de décrets d'application.

Nécessairement limitées dans leurs effets sur le chômage, par rapport à ce qui peut être attendu des contrats de formation-recherche d'emploi, et ce qui pouvait être attendu des négociations sur la flexibilité — l'une et l'autre voie étant subordonnées à l'attitude des partenaires sociaux — ces solutions modestes auront cependant des résultats positifs. Au ministère du travail, où l'on se montre prudent, on estime qu'elles devraient dégager quelques dizaines de milliers d'emplois pour une dépense évaluée à 600 millions de francs, supportée par le budget de l'Etat, et pécuniée par le Fonds national de l'emploi (FNE).

Pour bâtir ces propositions, on a voulu tenir compte d'évolutions récentes. Globalement, l'emploi salarié tend à diminuer, mais le travail à temps partiel augmente. Les offres sont plus nombreuses et davantage de salariés acceptent le principe. Encore timide, si on le compare aux tendances enregistrées dans d'autres pays, ce mouvement devrait être encouragé et développé.

L'objectif était donc de trouver les moyens qui favoriseraient le recours au travail à temps partiel dans les entreprises en agissant et sur l'offre, par l'employeur, et sur la demande, par les salariés.

Nouvelle, dans son principe, la première des orientations retenues s'adresse aux chômeurs, qu'ils soient au début de leur période d'indemnisation, licenciés économiques, chômeurs de longue durée ou en fin de droits. Dans tous ces cas, l'employeur qui recrutera pour un poste de travail à temps partiel, c'est-à-dire pour trente-deux heures par semaine au maximum et dix-huit heures au minimum, se verra accorder par l'Etat une prime de 6 000 F. A deux conditions, toutefois : il devra assortir cet emploi d'un contrat de travail à durée indéterminée — définitif — et ne pourra toucher une nouvelle prime pendant deux ans pour une embauche au même poste.

Quant au chômeur, il est prévu de lui accorder une indemnité, versée en une ou deux fois, qui viendrait compenser la différence pouvant exister entre le niveau de rémunération de l'emploi proposé et le taux d'indemnisation dont il bénéficie.

ALAIN LEBEAUE.
(Lire la suite page 21.)

Djibouti dans l'œil du cyclone

De notre envoyé spécial
JEAN-CLAUDE POMONTI

Djibouti. — Y aurait-il, dans cette corne de l'Afrique bouleversée par la sécheresse et les guerres, dont les populations sont victimes de l'une des pires famines de ce siècle, un coin sinon prospère, du moins en paix ? Djibouti n'est pas un accident. L'ancien protectorat français, sept ans après son indépendance, continue de couler des jours tranquilles. Le président Hassan Gouled, en l'espace d'une semaine, à la mi-février, a inauguré deux impressionnants porte-conteneurs dans le port et une laiterie en lisière de Djibouti-ville. Il a également posé la première pierre de la «route de l'unité» qui, dans trois ans en principe, contournera le golfe de Tadjoura. Des gestes qui devraient être normaux courants dans un monde en développement et qui finissent par surprendre sur les bords de la mer Rouge, où tout semble déchiré, tragique. Djibouti, œil du cyclone : pour être galvanisée, l'expression n'a jamais été si juste.

Il n'y a aucun mystère. Le 13 février, avec leurs tenues blanches et leurs lépis gilets, une douzaine d'officiers supérieurs français se signalaient parmi les invités à l'inauguration des porte-conteneurs. Au même moment, des unités fran-

çaises, avec leurs chars à chenilles, leurs blindés sur roues et leurs hélicoptères, s'occupaient à des manœuvres de routine dans l'arrière-pays, sur la route d'Al-Sabieh et de Dikhil. Face à la puissante base soviétique d'Aden, située de l'autre côté du couvent de Bab-El-Mandeb, Djibouti occupe une position stratégique pour les Occidentaux, sans doute la plus sûre sur la mer Rouge, et il est moins que jamais question pour les forces françaises d'une évacuation.

En s'installant sur le golfe de Tadjoura, sous le Second Empire, puis en créant, sous la III^e République, la «Côte française des Somalis et dépendances», les Français avaient entrepris une «colonie de relation», notamment avec l'empire d'Abyssinie, puis une escale sur le chemin de leurs possessions d'Extrême-Orient. Ou encore un port de transit vers l'Addis-Abeba, reliée, à compter de 1915, à Djibouti par une voie ferrée qui fonctionnait toujours et a été, au début de l'année, le théâtre d'une effroyable catastrophe, un déraillement accidentel causant la mort de 450 personnes. En tout état de

cause, les Français n'avaient sûrement pas imaginé que, un siècle plus tard, Djibouti demeurerait le phare de la présence militaire occidentale dans une région troublée où les Soviétiques sont solidement incrustés, que ce soit à Aden, sur la rive d'en face, ou à Addis-Abeba, capitale d'un «régime frère», dont la survie dépend, en grande partie, de l'aide militaire de Moscou et de La Havane.

«Ils ne le font pas pour nos beaux yeux !», s'exclame, malicieusement, le président Hassan Gouled, quand on souligne le rôle capital que les Français jouent encore à Djibouti. Toujours est-il que 10 000 ressortissants français — dont plus de 4 000 soldats — constituent à la fois une dissuasion à l'égard des voisins — il existe un accord de défense — et une garantie d'équilibre. Les retombées économiques sont importantes sur un pays qui compte un peu plus de 300 000 habitants. Djibouti est l'enfant chéri des Occidentaux et de certains pays arabes, résumés, à sa façon, un expert étranger, à propos des 400 millions de dollars de projets offerts par des donateurs réunis sur place à la fin de 1983.

(Lire la suite page 3.)

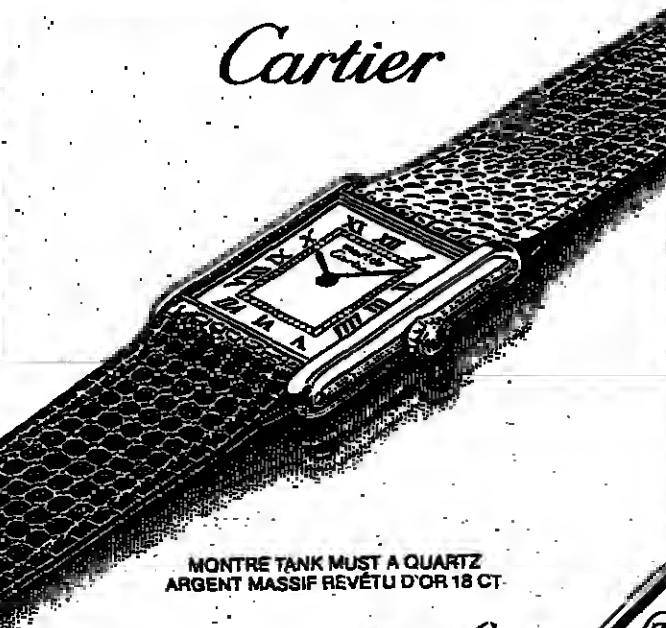
«LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES»

«Brazil»
Un film de Terry Gilliam

Gustav Mahler
Le génie foudroyé

Rodin à redécouvrir
Pages 9 à 16

Cartier



MONTRE TANK MUST A QUARTZ
ARGENT MASSIF REVÊTU D'OR 18 CT.

le mut de Cartier

AU JOUR LE JOUR

Ménage

Cohabitation ou pas ? La question tracasse les dirigeants de l'opposition. L'un se récrie devant une sorte d'adultère et ne veut pas d'une cohabitation avec un président de gauche. L'autre se laisserait tenter par des fiançailles et fait des mines. Un troisième hésite. Beaucoup changent d'avis à l'approche du choix.

Sur la rengaine du «tu veux ou tu ne veux pas ?», la classe politique nous gratifie d'une de ces disputes perpétuelles qui font le charme du flirt et fondent la durée des vieux couples.

Il s'agit de savoir qui, dans le ménage gauche-droite, porterait l'enfant. Les Français paraissent peu s'en soucier. Sans doute parce qu'ils devront, de toute façon, comme les enfants d'une famille agitée, cohabiter avec les vainqueurs. Consentants ou pas.

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

3. ÉTRANGER
République sud-africaine : arrestations dans les milieux anti-apartheid.

8. INFORMATIONS GÉNÉRALES
Les accusés arméniens nient toute participation à l'attentat d'Orly.

20. TÉLÉPHONE
Les entreprises paient trop, les particuliers pas assez.

21. ÉCONOMIE
Nouvel accord gazier entre la France et les Pays-Bas.

24. MÉDECINE
Une radiographie de la trésorerie des hôpitaux : comment réduire les dépenses sans nuire aux soins.

étranger

AFRIQUE

LE MARÉCHAL NEMEIRY AYANT PRIS
DES « MESURES ENCOURAGEANTES »

Washington affirme que l'aide financière au Soudan n'est pas interrompue

Le maréchal Nemeiry paraît avoir cédé aux exigences des États-Unis concernant la réforme de sa politique intérieure. Sans révéler les bases de l'entente intervenue entre Khartoum et Washington, un communiqué du Département d'État annonçait, le mardi 19 février, que les États-Unis n'avaient pas interrompu leur assistance financière au Soudan et que les relations entre les deux pays demeuraient « excellentes ».

Dans un premier temps, le Département d'État avait soutenu le contraire en confirmant l'information publiée par le *Washington Post* selon laquelle les États-Unis avaient décidé à la mi-décembre, avec leurs partenaires au sein du FMI, de suspendre une aide exceptionnelle de 1,5 milliard de dollars l'an, en raison de la politique économique « désastreuse » que menait le maréchal Nemeiry (le *Monde* du 19 février). Le lendemain, le Département d'État révélait que l'Égypte procédait au retrait de son contingent stationné à Khartoum, mesure qui a été interprétée comme un geste de mauvais vouloir (le *Monde* du 20 février).

Ce double coup de semonce paraît avoir engendré des résultats positifs puisque le Département d'État précisait mardi, dans son communiqué, que le gouvernement soudanais avait, en réalité, pris des « mesures encourageantes » et que les « informations de presse » concernant cette affaire avaient provoqué un « considérable malentendu ».

Reste à savoir quelles « mesures encourageantes » ont été prises à Khartoum pour justifier ce retournement. Aucune information en provenance de la capitale soudanaise n'est

venue étayer le propos du département d'État. Les réformes économiques, politiques ? - apparemment promises par le maréchal Nemeiry feront sans doute l'objet de futures consultations, notamment avec le vice-président américain, M. George Bush, attendu à Khartoum au début du mois prochain.

Sans rapport apparent avec la crise soudanaise, la Maison Blanche a annoncé, le même jour de la « mise au point » du Département d'État, que M. Bush effectuera du 3 au 10 mars une tournée au Soudan, au Niger et au Mali. Le 11 mars, il sera à Genève, où il prendra la parole à la conférence des Nations unies sur l'aide aux pays en voie de développement.

Quant au maréchal Nemeiry, qui observait le silence depuis plusieurs semaines, il a relancé ce mardi - coïncidence fortuite ? - ses attaques contre l'Union soviétique et ses « satellites » en Afrique. Dans une interview publiée par le quotidien *Al-Ayam*, il a accusé Moscou de « comploter » en association avec la Libye, l'Éthiopie et la République démocratique du Yémen (du sud), en vue de déstabiliser les régimes soudanais, égyptien et somalien. Confirmant implicitement les échanges secrets qui se sont déroulés ces derniers mois entre Khartoum et Tripoli, il a, d'autre part, révélé - en s'indignant - que le colonel Kadhafi lui avait offert une somme de 6 milliards de livres soudanaises s'il lui livrait en échange les opposants libyens réfugiés au Soudan.

E. R.

République sud-africaine

Vague d'arrestations dans les milieux anti-apartheid Six dirigeants de l'opposition inculpés de haute trahison

Johannesburg. - La presque totalité de l'appareil dirigeant du Front démocratique uni (UDF) est maintenant sous les verrous après la vague d'arrestations lancée le mardi 18 février dans plusieurs villes du pays. Au moins treize militants de cette organisation

ont été arrêtés. La police a confirmé que six d'entre eux seront inculpés pour haute trahison - un délit passible de la peine capitale - et présentés jeudi devant le tribunal. Les autres sont actuellement interrogés en vertu de la loi sur la sécurité interne.

De notre correspondant

S'il est certain que quelques membres dirigeants sont proches de l'organisation bannie en 1960, l'UDF regroupe une vaste brochette de personnalités parfois divisées sur les moyens de la lutte. Un exemple en a encore été fourni à propos de la question de l'opportunité de la visite en Afrique du Sud du sénateur Edward Kennedy.

Une cible privilégiée

À la veille de cette opération de police, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Louis Le Grange, déclarait encore : « On ne bannit pas une organisation parce qu'on ne l'aime pas ou parce qu'elle est active dans un domaine particulier. » La répression suffit.

Il ne restait actuellement que deux membres en liberté de l'état-major de l'UDF, ainsi que le journaliste, le pasteur Allan Boesak, contre qui une campagne de dénigrement a été lancée à propos d'une supposée relation extraconjugale. La police est fortement soupçonnée d'être à l'origine de ces basses manœuvres, malgré ses dénégations. Manifestement, l'UDF est devenu au fil des mois une cible privilégiée du pouvoir en raison de son impact grandissant.

Ces arrestations interviennent au moment même où le gouvernement esquisse une politique d'ouverture et tente de renouer le dialogue

avec l'opposition noire, y compris l'ANC, à condition qu'il renonce à la violence. La dernière illustration en a encore été l'offre conditionnelle faite par le chef de l'État, M. Pieter Botha, de relâcher certains détenus condamnés à de longues peines. Dix-huit d'entre eux ont à ce jour accepté le marché, mais les plus célèbres d'entre eux, à commencer par Nelson Mandela, ont refusé.

Que signifie alors ce nouveau durcissement du régime ? Les observateurs restent perplexes sur les motivations de ce nouveau coup de filet et font douter les détracteurs du gouvernement de sa volonté de négocier. Le Congrès indien du Transvaal, organisme affilié à l'UDF, pose clairement la question : « Au moment où M. Botha parle à Mandela et lui demande de renoncer à la violence, il arrête et inculpe de haute trahison les dirigeants de l'UDF et d'autres organisations qui sont et ont toujours été favorables à un changement pacifique. »

De son côté, M^{me} Helene Suzman, députée du parti d'opposition PFP (Parti fédéral progressiste), fait remarquer que « le gouvernement veut ignorer le fait qu'un grand nombre de gens de l'UDF n'ont aucun moyen d'expression politique ». Ce genre d'actions, ajoute-t-elle, ne peut qu'aider l'intention mondiale sur

L'Afrique du Sud et utiliser les

Certains des militants arrêtés avaient déjà été au mois d'août dernier et plusieurs d'entre eux relâchés après que le gouvernement eut décidé le 10 décembre que tous les mandats d'arrêt délivrés en vertu de la section 28 de la loi sur la sécurité interne, qui permet la détention illimitée sans jugement étaient « retirés ou annulés ». Tout se passe comme si le gouvernement émettait à nouveau la même forte alors que l'agitation qui a repris à la rentrée scolaire, début janvier, dans les écoles noires se poursuit en plusieurs endroits du pays.

Peu nombreux sont les jours où des incidents ne sont pas signalés : écoles brûlées ou mises à sac, véhicules incendiés, heurts avec la police. Un mécontentement rampant qui affleure ici ou là avec, de temps à autre, des bouffées de violence comme à Crossroads, près du Cap (le *Monde* du 18 février), où le bilan officiel des émeutes grossit au fil des heures. Il est actuellement de treize morts et cent trente-sept blessés.

Des heurts se sont de nouveau produits mardi dans ce camp de squatters qui vit sous la menace permanente d'une expulsion, malgré une tentative de conciliation. Trente-sept personnes ont été arrêtées, et la plupart des habitants refusent de quitter leur baraque, craignant qu'un ne le démolisse.

MICHEL BOLE-RICHARD.

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

LE M-19 A ÉLU UN NOUVEAU COMMANDANT. - Le groupe de guerrilla M-19 (Mouvement du 19 avril, extrême-gauche) a élu commandant un avocat de trente-cinq ans, M^{re} Alvaro Fayat. Le nouveau chef guerrillero succède à M. Ivan Marino Ospina, un ancien militaire de quarante-quatre ans, tombé en disgrâce l'année dernière après qu'il eut affirmé son soutien aux trafiquants de drogue. Le M-19 a renouvelé son attachement à une trêve de paix pour réaliser un « grand dialogue national ». - (AFP.)

Gabon

RÉSULTATS DU PREMIER TOUR DES LÉGISLATIVES. - Cent onze députés ont été élus au premier tour des élections législatives, dimanche 17 février, par les membres des sections et des comités du Parti démocratique gabonais (PDG, parti unique), qui ont refusé de reconduire quarante-neuf de leurs anciens représentants à l'Assem-

blée nationale, annoncée-t-on mardi de source officielle. Un deuxième tour des législatives, le 3 mars prochain, doit cependant confirmer le premier scrutin. - (AFP.)

RECTIFICATIF. - Le nom du nouveau commandant du M-19 a été mal orthographié. Il s'agit de M. Jean-Claude Laboute et non pas Labours, comme il était écrit par erreur.

Inde

LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION. - Le gouvernement de M. Rajiv Gandhi, qui poursuit sa lutte contre la corruption, a limogé, mardi 19 février, les directeurs de la Banque nationale du Pendjab, de la Banque centrale d'Inde et de la Banque de Baroda. Licenciés sur ordre du ministre des finances, ils ont reçu trois mois de salaire comme seule indemnité, a annoncé la presse indienne. M. Gandhi a également demandé une enquête

sur le marché noir des automobiles Maruti, produites en collaboration avec la firme japonaise Suzuki. - (AFP.)

Tchad

LIBÉRATION DE DEUX EMPLOYÉS D'EXXON CAPTURES DANS LE SUD. - Deux ressortissants américains employés par la société Essu Exploration ont été enlevés au sud du Tchad, puis relâchés, a annoncé une porte-parole d'Exxon. Les deux hommes ont été enlevés le 8 février et libérés le 13. Essu Exploration, filiale de la firme américaine Exxon, a été contactée par le groupe qui s'est uniquement présenté par les initiales FACDM. La porte-parole a précisé qu'aucune somme d'argent n'avait été payée et a ajouté que le gouvernement tchadien avait été « très coopératif » pendant que les deux otages étaient en captivité. - (Reuters.)

Yougoslavie

LOURDE CONDAMNATION POUR UN « ISLAMISTE ». - Un Yougoslave musulman, M. Sanj Egrlic, a été récemment condamné à quatre ans de prison ferme par un tribunal de Bosnie-Herzégovine pour avoir « propagé l'intégrisme islamique », rapporte la presse de Belgrade sans préciser la date de cette condamnation. Les autorités bosniennes, soulignent les observateurs, se montrent de plus en plus sévères vis-à-vis des musulmans contestataires, et plusieurs autres personnes ont déjà été condamnées à des peines allant jusqu'à douze ans de prison pour les mêmes motifs. - (AFP.)

UN AVOCAT FAIT LA GRÈVE DE LA FAIM. - L'un des avocats des six personnes récemment jugées à Belgrade, M. Vladimir Seks, en grève de la faim depuis son incarcération le 13 février, a été transféré à l'hôpital de la prison de Zagreb, a-t-on appris mardi 19 février auprès de sa famille. M. Seks, purge une peine de sept mois d'incarcération à laquelle il avait été condamné en décembre 1981 pour « propagande hostile ». L'avocat a été radié du barreau de Croatie. Les recours légaux contre l'exécution de la sentence ne sont pas épuisés, il estime que sa mise en détention vise à l'empêcher de poursuivre la défense de son client, le sociologue Vladimir Miljanovic, principal accusé du procès des six intellectuels, dont le cas a été dissocié par le procureur. - (AFP.)

Djibouti dans l'œil du cyclone

(Suite de la première page.)

À l'abri du parapluie militaire français, Djibouti continue donc de se développer, sans empressement et sans sous quelques temps morts. Après l'indépendance, deux années se sont écoulées avant le lancement des premiers programmes. Le même phénomène s'est répété après la réunion de la conférence des donateurs. En 1985, les affaires vont un peu reprendre avec l'aménagement d'un parc à bétail, d'un abattoir et, à la fin de l'année, d'une usine d'aliments pour le bétail. Entre-temps, la mise en œuvre de la « route de l'unité » - un investissement de 30 millions de dollars environ - procurera quelques emplois, et son achèvement facilitera l'accès au marché de Djibouti-ville des produits d'une douzaine de centres de développement agricole du Nord.

La géothermie à l'honneur

Forages de puits, petits projets agricoles, on ne voit pas grand à Djibouti, sauf dans le domaine de la géothermie. Des forages sont prévus en profondeur dès cette année et, si les résultats correspondent aux espérances, vers la fin des années 80 la République pourrait être dotée d'une centrale d'une puissance de 20 Mw (la consommation nationale actuelle est d'environ 30 Mw). Coût : une cinquantaine de millions de dollars. Beaucoup d'autres projets sont déjà en cours de réalisation ou prévus : aménagement de l'aéroport, pêcheries, formation scolaire, ministères, etc. Le plus important demeure cependant l'aménagement de Djibouti-ville - les deux tiers de la population - puis quelque 40 millions de dollars ont été prévus pour doter la ville d'une infrastructure urbaine décente.

Vit-on mieux à Djibouti aujourd'hui qu'à la date de l'indépendance ? C'est difficile à dire. Logement neufs et voitures se multiplient. Le frano-djibouti, rattaché au dollar, est une monnaie forte. L'inflation est inexistant (0,1 %). Mais la République n'a dû, pendant plusieurs années, héberger les réfugiés de la guerre d'Ogaden (1977-1978) - qui sont encore une quinzaine de milliers - et traverser plusieurs périodes de sécheresse. Tout en demeurant dans des proportions raisonnables, la corruption existe et les écarts de revenus sont parfois très sensibles. Le revenu annuel par habitant - 400 dollars - ne vaut rien dire car il tient compte des revenus des étrangers, et le coût de la vie demeure très élevé. Dans l'ensemble, cependant, les Djiboutiens s'en tiennent à un peu mieux qu'auparavant, tandis que le territoire se dote, peu à peu, d'une bonne infrastructure.

Avec ses deux ports-conteneurs flamants neufs - d'une capacité de transfert de vingt-cinq conteneurs à l'heure - le port va se lancer dans sa vocation d'« éclatement » sur les autres ports de la région moins bien lotis (Berbera,

Aden, sur la mer Rouge ; Tanga, Mombasa, Dar-Es-Salaam, sur l'océan Indien). En effet, le transit sur Addis-Abeba ne donne guère de satisfactions. La modernisation du chemin de fer djibouti-éthiopien est inessentielle pour créer un gros trafic. En dépit de graves problèmes d'engorgement, les Éthiopiens préfèrent de toute façon utiliser leur port d'Assab, même quand ils ne parviennent plus à acheminer, par cette voie, les secours aux affamés du Wollo et du Tigré.

Sur le plan intérieur, les esprits se sont calmés. « Au début, tout le monde voulait être président », résume M. Hassan Gouled, dont le deuxième mandat présidentiel arrive à échéance en 1987. Après quelques durs épreuves, la classe politique s'est assagie et les principaux opposants ont, faute d'un choix, mis en veilleuse leurs appétits pour se consacrer à des affaires parfois lucratives. Le chef de l'État passe une partie de la semaine dans sa villa d'Artah, un

plateau situé à 50 kilomètres au sud de Djibouti-ville et à 700 mètres d'altitude, où les soirées sont fraîches.

Sous l'autorité de cet homme toujours alerte - il a soixante et onze ans - la gestion des affaires s'organise autour de M. Barkat Gouad Hamadou, un premier ministre qui a pris davantage de poids, et de M. Guedi, directeur de cabinet du président, grand commis de l'État, qui épluche les dossiers échoquant inévitablement sur son bureau. Quant aux ministères, ils fonctionnent au gré des tempéraments des ministres, avec, de l'avis général, une bonne note pour celui de l'éducation, et des jugements partagés sur celui de la santé. D'ailleurs, Djibouti aurait pu se contenter de directions pour administrer une population qui connaît trop bien les tragédies qui se jouent au-delà de frontières toutes proches pour ne pas rêver paisiblement lorsque le soleil se noie à l'horizon de la mer Rouge.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Le Monde

4, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : MONDIPAR 63572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
500.000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
M^{me} André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef :
Daniel Veret.
Correspondant en chef :
Claude Salas.

Imprimé à Paris
Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

674 F 1 309 F 1 913 F 2 400 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

386 F 734 F 1 050 F 1 330 F

IL - SUISSE, TUNISIE

491 F 944 F 1 365 F 1 750 F

Par voie aérienne : tarif en demande.

Changement d'adresse : différé ou

provisionnel (deux semaines au plus) ; nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande une semaine en avance avant leur

départ. Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les renseignements en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dr. ; Tunisie,

200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche,

17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$;

Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark,

7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$;

G.-B., 55 p. ; Grèce, 85 dr. ; Inde, 85 p. ;

Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 F. ; Libye,

0,350 DL ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège,

8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,

85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède,

7,75 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Yougoslavie, 110 ml.

Jean DANIEL



Le Temps qui reste

nouvelle édition
corrigée, enrichie, actualisée.

« Qu'est-ce qui s'est passé ? Qu'est-ce qui s'est passé depuis cet après-guerre où s'est décidé le partage définitif des idées, des événements et la mise à l'épreuve des politiques de gauche. Je dis souvent : quelqu'un le sait, quelqu'un l'a raconté, il s'appelle Jean Daniel. Il l'a raconté en pleine lumière, à partir de sa propre vie, c'est-à-dire au plus près de ce que chacun a vécu. »

Marqueline Duras

GALLIMARD

DIPLOMATIE

M. Gromyko met de nouveau en garde les Etats-Unis contre la « réalisation » de leur projet de défense spatiale

Moscou. — M. Andreï Gromyko a, une nouvelle fois, mis en garde le président Reagan contre les conséquences possibles de son initiative de défense spatiale, l'IDS. « La réalisation des projets du gouvernement des Etats-Unis dans l'espace signifierait qu'il ne serait plus question d'une réduction et encore moins, bien sûr, d'une liquidation des armes nucléaires. Cela ouvrirait en outre la voie à une nouvelle course aux armements dans toutes

De notre correspondant

les directions et ébranlerait la sécurité internationale », a déclaré, mardi 19 février, le ministre soviétique des affaires étrangères. M. Gromyko parlait devant ses « électeurs » de la circonscription de Kaliningrad, dans la région de Moscou, en prévision du scrutin de dimanche prochain.

Le mot important dans cette annonce plus conciliante qu'il n'y pa-

rait est celui de « réalisation ». Les Soviétiques affirmaient jusqu'ici que la simple poursuite par les Américains des « recherches » dans le domaine des armes spatiales mettrait en péril la reprise du dialogue Est-Ouest. Par la voix autorisée de M. Gromyko, ils abandonnent cette position « dure », puisqu'ils évoquent, pour la stigmatiser, une perspective plus lointaine, celle de la « réalisation des projets » actuels. Il s'agit en fait d'une réponse modérée aux propos très fermes sur le fond tenus par le président Reagan lors de son entretien avec le New York Times du 12 février dernier (le Monde 14 février).

Le chef de l'ambassade américaine avait confirmé à cette occasion qu'il entendait maintenir envers et contre tout, et quels que soient les progrès éventuels des négociations soviéto-américaines de Genève qui doivent s'ouvrir le 12 mars prochain, son ancien programme de défense spatiale. Les Soviétiques avaient aussitôt répliqué que l'IDS devait être mise sur la table à Genève, comme M. Shultz s'y était engagé le 8 janvier dernier dans la même ville lors de sa rencontre avec M. Gromyko. Ce dernier, sous une apparence de fermeté, accepte donc maintenant l'idée que les négociations de Genève se déroulent parallèlement à la poursuite du programme de recherches, voire d'essais, de l'IDS.

Il s'agit d'un infériorisme important de l'attitude soviétique, qui incite à un certain optimisme. La situation est en effet moins bloquée que les Soviétiques voudraient le faire croire. Il devrait normalement être possible de parler de tout ce qui a été prévu à Genève (espace, armes intercontinentales, euromissiles), puisque l'élément le plus sensible de cette « troïka » pour les Soviétiques, la militarisation de l'espace, ne semble plus faire l'objet d'une condition préalable sine qua non du Kremlin.

M. Gromyko a encore évoqué les « forces qui n'ont toujours pas abandonné l'espoir de réviser les frontières européennes telles qu'elles se sont établies après la seconde guerre mondiale ». « Ce qui encourage les revanchards, ce sont les petites tapes amicales que leur donnent les milieux officiels de certains pays occidentaux », a-t-il ajouté. La RFA est clairement visée. Moscou reproche à Bonn, au chancelier Kohl et surtout à son parti de « favoriser » ce qu'on appelle ici le « revanchisme ». La France est aussi épinglée au passage, quoique de façon plus oblique. Parlant de la « politique éventuelle » et de la « ligne manifestement militariste » des Etats-Unis, M. Gromyko estime que « certains de leurs partenaires de l'OTAN, mais pas tous », expriment leur « inquiétude » et leur « mécontentement » à ce sujet. Paris semble en cause au moins autant sinon plus que Londres et Bonn.

M. Jean-Bernard Raimond, nouvel ambassadeur de France, a pu vérifier ce mercredi 20 janvier si un « courant d'air chaud », pour reprendre l'expression de M. Mitterrand, soufflait toujours entre Moscou et Paris. Rappelant la volonté de la France de « dialogue », mais aussi quelques réalités telles que le déficit persistant, au détriment de la France, de la balance commerciale entre les deux pays, M. Raimond a présenté ses lettres de créance à M. Vassili Kouznetsov, premier vice-président du présidium du Soviet suprême, le « numéro deux » dans la hiérarchie d'Etat. M. Tchernomirski, pour sa part, est toujours invisible.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● Succès d'un essai en vol d'un missile de croisière américain. Le premier essai en vol d'un missile de croisière américain réalisé au-dessus du Canada a été un succès, a déclaré, mardi 19 février, un porte-parole de l'armée de l'air américaine qui a suivi ce test depuis la base des forces armées canadiennes de Cold Lake (Alberta), où a atterri l'engin. Selon les premières indications, le missile, qui avait été largué d'un B-52 de l'US Air Force au-dessus de la mer de Beaufort à 14 h 32 GMT, a suivi correctement sa trajectoire avant d'atterrir quatre heures et dix-huit minutes plus tard (à 13 h 50 GMT), sous un ciel couvert, sur le polygone de tir de Primrose. Les tentatives de l'organisation Greenpeace pour gêner le déroulement de l'essai à l'aide d'un filet et de ballons sont restées vaines. — (AFP.)

UN ENTRETIEN AVEC LE NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

M. Marcelino Oreja veut accroître le poids politique et l'efficacité du Conseil de l'Europe

M. Marcelino Oreja, qui a pris le 1^{er} octobre dernier la succession de M. Franz Karatzek au secrétariat général du Conseil de l'Europe, a entrepris une série de voyages qui doivent le mener successivement dans les vingt et une capitales des Etats membres. A l'occasion de son passage à Paris, où il a été reçu par M. Mitterrand et a rencontré, entre M. Fabius, plusieurs membres du gouvernement (le Monde 16 février), l'ancien ministre espagnol des affaires étrangères nous a confié ses projets.

M. Oreja souhaite, d'une manière générale, « réactiver » l'institution, qu'il juge injustement méconnue. « Mais une telle ambition suppose aussi une certaine concentration des activités du Conseil de l'Europe », reconnaît-il. Si l'on veut faire mieux et plus vite, il faut aussi accepter l'idée de faire moins. Il est vrai que le Conseil mène actuellement de front quelque deux cents types d'activités différentes. M. Oreja veut tenter d'éviter une telle dispersion, en mettant l'accent sur les « champs d'action privilégiés » : les droits de l'homme et les libertés fondamentales, la défense de la démocratie (en particulier contre le terrorisme) et des sociétés occidentales, notamment contre la drogue.

Ces libertés et cette démocratie constituent, pour le secrétaire général du Conseil de l'Europe, le patrimoine commun aux vingt et un pays (1) rassemblés à Strasbourg. « Défendre ce patrimoine, ajoute-t-il, suppose un engagement actif ». Une grande conférence internationale sera organisée en mars à Vienne, avec les ministres intéressés (intérieur, justice, etc.). En outre, une réflexion de fond s'impose, selon lui, à propos de phénomènes nouveaux qui ont au moins des implications pour les libertés et peuvent même poser des problèmes éthiques : l'informatique, les manipulations génétiques.

Pour symboliser cet attachement aux libertés, mais aussi pour rassembler en un même lieu tous les instruments qui peuvent concourir à leur défense, M. Oreja voudrait obtenir l'accord des « vingt et un » pour construire un « palais des droits de l'homme ». Ce projet, déjà relativement avancé, pourrait voir le jour en 1989, pour le deux centième anniversaire du début de la Révolution française.

« Mais dans nos sociétés libres », ajoute M. Oreja, « ces droits ne sont plus seulement civils et politiques, mais aussi économiques, sociaux, culturels, pour l'essentiel, la question est réglée, parfois depuis longtemps, sur ce terrain-là. Ils sont aussi économiques et sociaux ; et là, il reste beaucoup à faire. L'espace social européen doit fonctionner mieux. Il faudrait arriver à incorporer les partenaires sociaux, à développer l'activité du comité des ministres des « vingt et un ». Celui-ci se réunira en avril pour examiner, entre autres choses, de nouvelles propositions en matière de coopération des polices et de prévention des crimes et délits.

Culture et dialogue

Est-Ouest

Un effort particulier va être tenté en direction de la jeunesse (un grand rassemblement est prévu à Strasbourg le 6 juillet, auquel assistera M. Fabius) et des activités culturelles, domaine dans lequel M. Oreja voit un autre facteur d'unité européenne. Y compris d'ailleurs avec cette « autre Europe » d'au-delà le rideau de fer, avec laquelle il ne désespère pas de voir les « vingt et un » ouvrir le dialogue. « Il est grand temps, dit-il, de comprendre que les relations Est-Ouest ne doivent être limitées ni aux Américains et aux Soviétiques, ni à la question des armements. L'Europe pourrait jouer un très grand rôle dans ce rapprochement, qui a d'évidentes bases culturelles.

N'y a-t-il pas là, toutefois, le risque d'une concurrence entre le Conseil de l'Europe et Communauté européenne (dont les assemblées parlementaires se partagent d'ailleurs, en alternance, l'hémicycle de Strasbourg) ? « Surtout pas », se récrie M. Oreja. Notre devise serait plutôt : deux institutions, une seule Europe. Mais il y a des choses qui

● M. Louis Mexandeau en Irak. — Le ministre français des postes et télécommunications, M. Louis Mexandeau, s'engage le jeudi 21 février avec son homologue irakien M. Abdel Rahim Abdoul Jabbar un protocole d'accord portant sur la formation de techniciens irakiens dans des entreprises françaises de télécommunications. M. Mexandeau est arrivé dans la capitale irakienne mardi soir pour une visite de trois jours en Irak. — (Reuters.)

peuvent davantage se faire au sein du Conseil, qui regroupe toutes les démocraties du continent, et dans un esprit plus directement politique. Nous sommes les mieux placés pour donner une expression politique commune aux Européens entre les deux grandes puissances.

A propos de démocratie, où est la controverse sur la Turquie ? « Il faut essayer de la garder parmi nous », estime M. Oreja, en l'encourageant autant que possible à renouer avec une forme de gouvernement comparable aux nôtres. La commission des droits de l'homme, saisie par la France, les Pays-Bas, le Danemark, la Suède et la Norvège, prépare son rapport après enquête sur place. Mais l'Assemblée parlementaire a d'ores et déjà approuvé la présence en son sein des députés turcs.

Et Malte ? « Ses parlementaires sont absents de nos réunions pour l'instant, mais nous espérons leur retour pour notre réunion d'avril. Le nouveau premier ministre, M. Bonici, a indiqué qu'il allait revoir la politique de La Valette à l'égard du Conseil. Deux rapporteurs iront à Malte en mars, et rendront compte à la commission juridique et à la commission politique. De toute façon, il ne me semble pas très envisageable que nous entrions

dans un débat sur le fond du contentieux, c'est-à-dire la modification de la loi électorale maltaise.

La Turquie et Malte sont les deux pays qui refusent la juridiction de la Cour des droits de l'homme du Conseil de l'Europe ; s'y ajoutent la Grèce et Chypre pour refuser le principe du recours individuel à cette instance (article 25 de la convention). Mais M. Oreja ne souhaite pas s'attarder sur les différends de comportement des gouvernements à l'égard de tel ou tel point du traité : l'essentiel, dit-il, est d'aller de l'avant dans quelques grands domaines où existe un fort consensus, en particulier « pour répondre aux nouveaux défis, comme la pauvreté dans les pays riches, la violence, la drogue... ». Au Conseil de l'Europe aussi, on sait pratiquer, à l'occasion, la « géométrie variable ».

BERNARD BRIGOLEUX.

Les vingt et un membres du Conseil de l'Europe sont, dans l'ordre alphabétique : l'Autriche, la Belgique, Chypre, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la Liechtenstein, Malte, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la RFA, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Finlande participe en outre à certaines de ses activités.

AMÉRIQUES

Brésil

Le roi Momo de la démocratie

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — On l'a appelé le carnaval de la démocratie. Mais la démocratie est arrivée trop tard au Brésil pour inspirer les écoles de samba qui, pendant quatre jours, ont paralysé le pays. Quand un carnaval est fini, un autre commence... Cela de cette année a été préparé à une époque où, malgré les manifestations monstres au faveur du changement, on n'osait guère imaginer que le roi Momo, le personnage abusé qui ouvre chaque défilé, pourrait annoncer l'arrivée d'un opposant à la présidence de la République.

C'est pourquoi les écoles descendues des favelas, ces bidonvilles cotés et pentus qui se projettent de la baie de Guanabara, ont fait comme d'habitude : elles ont choisi dans la vie quotidienne ou dans l'histoire du pays de quoi composer leurs costumes, leurs chars, leurs chansons, ce qu'on appelle ici leurs « folies ».

Ce qui a dominé, c'est le souvenir ému, tendre, parfois carnal, du passé. C'est la « saudade », ce mot si difficile à traduire et qui signifie à la fois la nostalgie, la mélancolie provoquée par la privation d'un être, d'un paysage, d'un objet. Oh saudade a chanté une école de samba, « Saudade do tempo ou le fait n'était pas moulté. L'essence était bon marché. La haricot était abondant. Maman gardait sous l'oreiller... son argent ».

Le souvenir de Vargas, le Patron brésilien, a été évoqué, et Portela, l'une des grandes écoles cariocas, a fait défiler ses « mulatas » (mulâtresses) en chantant la douceur des anciennes amours. Rigueur des temps présents. Rejet d'un régime frisant. Chacun carnaval est l'occasion, quasi unique, d'entendre la voix du peuple, le voix goulueuse et écorchée des faubourgs. L'homme du peuple appelle à lui ses oncles africains et indiens, il raconte comment ils ont été massacrés, asservis, et lui, qui se sent encore esclave aujourd'hui, il chante : « Aujourd'hui, je vais

réver de liberté... Je vais rêver, rêver, rêver ».

Ou bien, devant plus concret, il dit : « Quem casa quer casa ». Autrement dit : « Pour se marier, il faut se loger ». La recherche d'une HLM sur un air de samba... Le Brésil ne serait pas le Brésil pourtant si le grand happening carnavalesque ne mêlait pas les genres et les gens, ne plongeait pas côte à côte la fleur et le chiodon. Un chronologue de la « bonne société », un échotier du Tout-Rio et du Tout-Paris, Ibrahim Sued, est descendu aussi dans l'arène cette année, ou du moins son personnage et ceux qu'il a l'habitude de fréquenter. Les uns et les autres, ce ne sont pas des haricots en abondance qu'ils ont demandés. « A bon banquet, on lit chanté, le carnaval ne peut pas manquer ».

En somme, le carnaval, c'est comme le Club Méditerranée : l'endroit et le moment mythiques de l'année où sont censés fraterniser le patron et l'ouvrier. Ceux qui aux mythes préfèrent des réalités plus palpables, voient dans le triomphe de la multitudes le véritable facteur de démocratie.

CHARLES VANHECKE.

● Plus de deux cent quarante morts à l'occasion du Carnaval. — Plus de deux cent quarante personnes sont mortes entre le vendredi 15 et le mardi 19 février à Rio-de-Janeiro et à Sao Paulo, à l'occasion du Carnaval. A Rio-de-Janeiro, plus de cent vingt personnes sont mortes à la suite de gigantesques beuveries pendant les défilés, mais aussi du fait de l'imprudence des baigneurs, selon l'institut médico-légal. A Sao Paulo, quelques soixante-dix personnes ont été victimes de morts violentes, également à la suite de beuveries. En outre, plus de cinquante autres ont péri étouffées par une foule qui se pressait sur les plages proches de cette ville pour échapper à la folie du Carnaval. — (AFP.)

Regain de tension entre le Nicaragua et le Costa-Rica

Le Costa-Rica a demandé, mardi 19 février, au Nicaragua de réduire de quarante-sept à dix membres sa représentation diplomatique à San José. Le gouvernement costaricien reproche au gouvernement sandiniste d'avoir fait enlever un étudiant nicaraguayen réfugié à l'ambassade du Costa-Rica à Managua. Cette affaire avait entraîné le report sine die de la réunion du groupe de Contadora (le Monde du 15 février).

Plusieurs éléments pourraient renforcer les tensions entre les deux voisins d'Amérique centrale. L'annonce par le ministre costaricien de la sécurité, M. Piza, que les forces de police vont recevoir dans les prochains mois un entraînement antiterroriste, qui leur sera dispensé par des ins-

tructeurs américains, s'ajoute à la livraison par les Etats-Unis de fusils M-16 à San José.

De son côté, le Nicaragua a accusé, mardi 19 février, le Costa-Rica d'avoir permis à des rebelles antisandinistes de se servir de son territoire pour attaquer le poste-frontière de Pemas-Blancas, à 144 kilomètres au sud de Managua. Le ministre des affaires étrangères nicaraguayen, le Père Miguel d'Escoto, a d'autre part demandé au Costa-Rica de « localiser et de protéger la vie » de plusieurs de ses ressortissants, qui auraient été transférés dans les pays après avoir été enlevés par des troupes rebelles. Une requête similaire a été adressée au gouvernement du Honduras.

APRÈS LA RENCONTRE ENTRE JEAN-PAUL II ET M. PÉRÉS

Le Vatican rappelle ses « divergences de vues » avec Jérusalem « sur les problèmes essentiels »

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Les relations entre Israël et le Saint-Siège, qui n'ont pas de liens diplomatiques, sont traditionnellement délicates. L'entretien qu'ont eu, mardi 19 février, Jean-Paul II et M. Shimon Pérès, premier ministre israélien, en visite à Rome, en témoigne. Les commentaires faits par M. Pérès à la suite de sa rencontre avec le pape ont appelé de la part du Vatican un communiqué qui tient de la mise au point : « L'entretien a été cordial, mais il existe des divergences de vues sur les problèmes essentiels », devait préciser le porte-parole du Vatican ; ces problèmes ont trait au statut de Jérusalem, à la souveraineté du Liban sur tout son territoire et au sort du peuple palestinien.

A l'issue de son audience privée avec Jean-Paul II, qui a duré quarante minutes, M. Pérès, au lieu de se contenter des remarques générales formulées par les hôtes du pape, a abordé les questions de fond évoquées en cours de l'entretien : « Sur la question de Jérusalem », a-t-il déclaré, « il est clair que, dans notre dialogue, il faut distinguer les aspects religieux et politiques. En ce qui concerne le premier, il est clair que la liberté religieuse pour tous doit être garantie ; sur le plan politique, Jérusalem reste l'unique capitale de l'Etat d'Israël ». L'ambiguïté des propos de M. Pérès, pouvant laisser croire que Jean-Paul II partageait l'opinion du premier ministre sur la question de Jérusalem, a appelé une précision du porte-parole du Vatican : « Il convient de préciser que les propos de M. Pérès reflètent uniquement la position d'Israël et non celle du Saint-Siège ».

Malgré ce léger incident, on note avec satisfaction au Vatican « le langage de paix » de M. Pérès et on re-

lève, en particulier, sa modération sur la question palestinienne. Ce qui est déjà un point positif, la visite de M. Golda Meir à Paul VI en 1973 ayant consacré à cet égard, une forte divergence des positions. Il en alla de même en 1982 lorsque Jean-Paul II reçut le ministre des affaires étrangères israélien, M. Shamir. En septembre de la même année, l'audience accordée par le pape à M. Yasser Arafat provoqua des protestations d'Israël et une réplique non moins sèche du Vatican.

C'est la première fois depuis douze ans qu'un premier ministre israélien se rendait au Vatican. La visite de M. Golda Meir avait été considérée à l'époque comme un succès diplomatique par Israël, bien que cette rencontre n'ait pas débouché sur l'établissement de relations diplomatiques. Depuis la création de l'Etat d'Israël, le Vatican n'a cessé de demander un statut international pour les lieux saints à Jérusalem, seule manière, selon lui, de garantir la liberté de culte pour les trois religions ; cependant, Israël rétorque qu'il est en mesure d'assurer une pleine liberté de culte. Le Vatican s'est, en outre, inquiété à maintes reprises du sort des Palestiniens. Dans une lettre apostolique datée du 20 avril dernier, Jean-Paul II rappelle que le peuple palestinien a « le droit naturel de retrouver une patrie et de vivre en paix ». Il réaffirmait, en outre, que Jérusalem fait partie du patrimoine spirituel de l'humanité et ne doit pas faire l'objet « de revendications exclusives ». M. Pérès a invité Jean-Paul II en Israël, mais il ne semble pas que le Vatican juge pour l'instant cette visite opportune.

PHILIPPE PONS.

PROCHE-ORIENT

Liban

Le commandant Rhodes est le cinquième observateur français tué à Beyrouth

Un officier du corps des observateurs français au Liban, le commandant Paul Rhodes, a été tué mardi soir 19 février au sud-est de Beyrouth, dans des circonstances encore mal élucidées. Un responsable de ce corps, qui est chargé de superviser le cessez-le-feu entre les deux secteurs de la capitale, s'est borné à déclarer que « le chef de bataillon Rhodes, responsable du poste d'observateurs de Choueifat, dans la banlieue sud-est de Beyrouth, a été victime d'une agression mortelle par balles, devant l'entrée du poste, par des éléments non-identifiés ». Selon les premières informations de source militaire libanaise, l'officier a été tué lorsque des éléments armés ont attaqué la position où il se trouvait avec d'autres hommes sur les collines de Choueifat. Les agresseurs ont tiré sur le poste avant de se retirer, et les observateurs ont évacué leur position. Les observateurs dans ce secteur sont chargés, en coordination avec la gendarmerie libanaise, d'observer le cessez-le-feu, régulièrement violé par les échanges de tirs entre les miliciens druzes du Parti socialiste progressiste de M. Walid Joumblatt, qui contrôlent la localité de Choueifat, et les Forces libanaises, qui contrôlent la localité de Kfarachima, qui jouxte celle de Choueifat.

La mort du commandant Rhodes porte à cinq le nombre des observateurs tués depuis l'arrivée à Beyrouth, en mars 1984, de ce corps d'observateurs qui comprend 81 officiers et sous-officiers français, mais c'est le quatrième mort depuis le 8 janvier de cette année.

D'autre part, on apprend qu'une grave confrontation a eu lieu lundi matin au sud du Liban entre des « casques bleus » français de la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (FINUL) et des soldats is-

raéliens qui ont intercepté un convoi de la FINUL sur le pont de Qasmieh, au sud du fleuve Litani, entre Tyr et Saïda. Lorsque les « casques bleus » ont insisté pour passer, les soldats israéliens ont ouvert le feu en direction du convoi et ont pris des positions de combat. Les Français ont alors échangé leurs armes et pris, de leur côté, des positions défensives. Le convoi a pu finalement passer après quarante minutes de négociations tendues entre les deux parties. M. Timur Goksel, le porte-parole de la FINUL, a dénoncé cet « injustifiable harcèlement » et a affirmé que le commandement des « casques bleus » « allait porter l'affaire auprès des autorités militaires israéliennes ».

A Saïda, l'assassinat mardi d'une personne accusée de collaboration et appartenant à une influente famille de la région, les Zein, a fait monter la tension dans la ville. Quelques instants plus tard, les cousins de la victime sont passés dans la ville en tirant en l'air des rafales de kalachnikovs, obligeant tous les commerçants à fermer boutique. Le calme est revenu après l'intervention de l'armée, qui a pris position aux principaux carrefours de la ville.

A ce propos, la ville libanaise a rendu public un premier bilan d'un mois de « chasse » livrée par la résistance aux personnes accusées de collaboration avec les Israéliens : quarante personnes exécutées, vingt-neuf arrêtées, vingt-cinq autres qui se sont rendues au Front de la résistance nationale et soixante qui ont quitté la région de Saïda. Après l'annonce du retrait israélien, le 20 janvier dernier, le Front de la résistance nationale avait accordé un délai, qui a expiré lundi dernier, pour que les « collaborateurs » se rendent. — (AFP, Reuters.)

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION
INTERNATIONALE
spécialement destinée à nos lecteurs
résidents à l'étranger
Exemplaires spécimens sur demande

سكرا من الاصل

ASIE

LE NOUVEL AN CHINOIS A PÉKIN

Cent dix pétards par personne

De notre correspondant

Pékin. — Pékin a fêté le réveil du Nouvel An chinois sous la neige, événement assez rare pour être du bon augure. Comme pour une traditionnelle Saint-Sylvestre occidentale, les Pékinois sont donc passés, sous les flocons et dans le vacarme de centaines de milliers de pétards (cent dix par personne, selon les statistiques) et de feux d'artifice, de l'année de la souris à celle du bœuf, symbole de l'effort. Le bœuf est « un ami loyal dans le travail, la justice et la guerre », titrait le *China Daily*. L'année de la souris aura été celle des triomphes de M. Deng Xiaoping avec la réforme de l'économie et l'accord sur Hongkong. M. Deng, qui avait déclaré : « Qu'importe qu'un chat soit blanc ou noir pourvu qu'il attrape des souris ».

La fête du printemps, premier jour du calendrier lunaire, n'a toujours pas été supplantée par le 1er janvier. Au contraire, la tradition revient en force. Pour la première fois depuis trente ans, une grande foule a lieu dans l'enceinte du Ditan — le temple de la terre — avec ballons en baudruche, berriches foraines, petites gargates servant des spécialités locales comme l'astomac de mouton féroce... et dansant.

Car, en dépit du froid, la danse est la dernière folie des Pékinois. Tout le monde s'y est mis : hôtels et club international (au Chinois et étrangers ont dansé jusqu'à l'aube), mais aussi orchestre philharmonique, associations, unités de travail, groupes privés. La musique pouvait parfois paraître démodée, les pas surprenants, mais les orchestres étaient endiablés et les

danceurs, jeunes et vieux, avides de se dépenser. Ainsi, jeunes gens de bonne famille en complet, pull-over ou costume Mao, mais aussi certains au style plus « loubard », s'en sont donnés à cœur joie pour célébrer le fin d'une année qui a marqué une date dans la prospérité du pays, et le début d'une autre qu'on leur promet encore meilleure.

En effet, autant que le « printemps », qui se fait attendre, c'est la prospérité retrouvée que les autorités veulent voir célébrer. Et comme, en dépit d'une certaine flambée des prix, le niveau de vie a augmenté en 1984, point n'était besoin apparemment de réjouissances forcées. Encore que le relatif libéralisme ne soit pas entré dans les mœurs de tous les cadres. Témoignage la récente lettre d'une étudiante au *Quotidien de la jeunesse* : « Je suis désolée d'avoir été menacée par la Ligue de la jeunesse de son institut de perdre sa bourse parce qu'elle ne voulait pas danser ».

Sur ce fond de réjouissances, quelques peu assombrées cependant par le risque d'un nouveau conflit à la frontière sino-vietnamienne, les dirigeants chinois ont présenté leurs vœux à leurs concitoyens en caracolant rouges dans le *Quotidien du peuple*, mais sans insister trop, car ils savent que la population préfère les célébrations familiales à la lecture de longs éditoriaux. Les journaux ont d'ailleurs réduit leur pagination de moitié pendant les trois jours de congé.

PATRICE DE BEER.

Cambodge

APRÈS LES SUCCÈS MILITAIRES VIETNAMIENS DANS L'OUEST

La guerre, seule perspective ?

Bangkok. — Vers la fin de l'année 1984, la ministre des affaires étrangères du Vietnam, M. Nguyen Co Thach, envoya une lettre à son collègue thaïlandais. « Nous n'avons pas oublié tout ce que la Chine a fait pour nous dans le passé, spécialement au cours de la guerre contre les Américains. Nous savons combien important fut l'assistance de la République populaire », disait le message de Hanoi. « C'est pourquoi nous voudrions entamer des pourparlers secrets en vue de rétablir notre ancienne amitié ».

M. Wa Xue-quan, à en croire le prince Sihanouk, ne fut guère impressionné. Il répondit à M. Nguyen Co Thach que, en préambule à toute conversation, il fallait une déclaration précise de Hanoi, « et ce, avant tout, sur le retrait total des forces actuelles au Cambodge ». « Ce que, évidemment, Hanoi ne va pas accepter », ajouta le prince, qui s'est montré plutôt pessimiste sur les chances d'un règlement prochain du conflit qui agite le Cambodge depuis 1979.

En octobre dernier, M. Deng Xiaoping et d'autres personnalités chinoises m'avaient dit que, si la résistance était en grand danger, leur pays agirait », explique le prince Sihanouk. Nombre de diplomates et d'observateurs attendaient cette « seconde leçon » au cours des semaines écoulées, mais trois ou quatre divisions vietnamiennes se lançaient à l'assaut de l'importante zone khmère rouge de Phnom-Mali. On a tout au plus assisté à l'intensification des bombardements d'artillerie sur la région frontalière du Vietnam.

Selon l'Agence vietnamienne de presse, rien que pour les deux premiers semaines de janvier, quelque cinq cent cinquante mille hommes sont tombés sur la seule province de Ha-Tuyen.

Un peu plus tard, le 13 février, Radio-Hanoi célébra les mérites des soldats qui venaient de repousser « deux cent cinquante envahisseurs chinois », ajoutant que « des troupes de la ville d'un bataillon et un régiment, agissant sous la couverture d'un barrage d'artillerie, avaient lancé deux attaques dans le district de Xuyen, pénétrant de 1 kilomètre en territoire vietnamien ».

Affirmations qu'il est impossible de vérifier. Mais la recrudescence des activités militaires à la frontière sino-vietnamienne se fait, elle, guère de doute. Peut-on pour autant prétendre qu'il s'agit là

de « seconde leçon » ? Non, estime le prince Sihanouk, et c'est sans doute parce que Pékin juge que la situation n'est pas encore assez grave pour la coalition.

« Il est exact de dire que la perte de la zone du Phnom-Mali ne représente pour les Khmers rouges qu'un accident de parcours. Ils ont préservé l'essentiel de leurs forces qui sont, de toute façon, en majorité à l'intérieur du pays », remarque un attaché militaire occidental. « Mais on peut aussi se poser une autre question : la Chine en-elle vraiment en mesure de donner une seconde leçon au Vietnam ? »

On sait que celle de février-mars 1979, qui avait incontestablement entraîné de lourdes pertes en hommes et en équipement pour un Vietnam déjà à bout de souffle économiquement, s'avéra autant, sinon plus coûteuse, pour la Chine.

Les faiblesses de Phnom-Penh

Lorsque M. Perez de Cuellar se rendit à Hanoi, il y a trois semaines, M. Nguyen Co Thach lui remit une liste de « concessions » que le secrétaire général des Nations unies emporta à Bangkok, convaincu qu'il tenait là un document important. « Je ne mets évidemment pas en doute la sincérité de M. de Cuellar, mais ce que demandait avant tout Hanoi, c'était l'élimination des Khmers rouges tant sur le plan politique que militaire. Cette condition est totalement inacceptable pour la Chine. Tout le reste — Hanoi le savait — était sans grande importance car cette seule exigence rendait toute négociation impossible ».

Le président du gouvernement de coalition est sans illusion : « Hanoi veut à tout prix la disparition des Khmers rouges. On comprend les Vietnamiens, ce sont leurs principaux adversaires, certainement les plus dangereux. Pékin ne veut pas d'une solution à quatre, typiquement cambodgienne, qui engloberait Heng Samrin. Le Cambodge n'est plus dans les mains des Cambodgiens. Le conflit nous dépasse. Pour l'instant il n'y a, hélas, que la guerre comme perspective ».

Un article du général Le Duc Anh, commandant en chef des troupes vietnamiennes au Cambodge, membre du bureau politique et vice-ministre de la Défense, donne peut-être raison au prince Sihanouk. Écrivant dans la revue de l'Armée populaire (*Tap Chi Quan Doi Nhan Dan* de décembre 1984) un article sur le rôle de l'armée vietnamienne au Cambodge, il expliquait : « Le point de vue affirmant que l'Indochine est un théâtre d'opérations et que l'alliance stratégique et militaire entre les trois pays d'Indochine constitue la loi de la survie pour chacun des trois pays est fondamental... Si à un moment cette solidarité n'est pas fermement maintenue, la révolution dans les trois pays ne pourra éviter problèmes et pertes. Avec des pays de l'Indochine et la liberté de l'un sont menacées. Le général développait la même idée que l'avènement du socialisme au Vietnam et au Laos est lié à celui du Cambodge ».

Pour lui, il n'est pas question de négociations, de retrait partiel ou de compromis : il faut assurer à la fois la défense nationale et le développement du communisme au Cambodge. La défense nationale, expliquait-il, a deux faces : « Il y a deux fronts. L'un à la frontière, l'autre à l'intérieur du pays... Après leur défaite ignominieuse, les Khmers réactionnaires ont, prenant avantage du territoire thaïlandais, établi des bases logistiques, ouvert des chemins de pénétration à la frontière, mis au point des corridors d'infiltration pour amener forces de guérilla et armes à l'intérieur. L'ennemi sabote, s'empare du terrain, contrôle la population, construit des forces contre-révolutionnaires, etc. » Le général Le Duc Anh, manifestement, ne sous-estime pas l'adversaire.

C'est le « front de l'intérieur » qui est le plus important, affirmait-il : « C'est là, en définitive, que se décidera le succès de la révolution cambodgienne ». Il explique qu'il faut respecter les Khmers et les aider. Il est essentiel que le pays et toutes ses organisations soient « placés sous la direction d'un parti unifié et centralisé. C'est le seul moyen de créer une énorme force combinée et être à même de surmonter le présent état d'éparpillement et de contradiction ».

Le général Le Duc Anh, en militaire réaliste, ne se fait pas trop d'illusion sur le succès actuel de la « révolution » au Cambodge. Le Parti communiste demeure très faible, les militants rares et la sécurité dans le pays précaire. Mais son texte, qui fut repris par Radio-Hanoi à usage dogmatique, ne laisse guère entrevoir d'autres perspectives que la guerre.

JACQUES BEKAERT.

(1) Associations des nations de l'Asie du Sud-Est (Brunei, Malaisie, Indonésie, Philippines, Singapour et Thaïlande).

EUROPE

Pologne

M. Urban et la crainte du ridicule

Les autorités polonaises, après avoir formulé des menaces assez claires à l'égard de M. Lech Walesa, ont fait un pas en arrière. Au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, mardi 19 février, le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a expliqué que M. Walesa faisait l'objet d'une information judiciaire, mais qu'il n'était pas question de l'arrêter. Sur la tonalité décevant, qu'il a décliné, M. Urban a présenté le président de Solidarité comme un « personnage peu sérieux et pitoyable » qui « danse sur la musique de ses divers conseillers » et « rêve d'être arrêté » dans l'espoir que « derrière les barreaux, il serait plus visible ». Le porte-parole a ajouté que M. Urban, ne se donnera donc pas la peine de le mettre en prison.

Les carcasses du porte-parole semblent surtout confirmer que les autorités ne se sont pas décidées à franchir une étape supplémentaire, et risquent dans la répression, qui aurait été une incarcération de M. Walesa. Ce dernier, convoqué le samedi 16 février chez le procureur de Gdansk, avait été sommé de cesser ses activités, ce qu'il avait catégoriquement refusé, revendiquant au contraire la paternité de l'appel à une grève symbolique de protestation contre la hausse des prix, pour le 28 février.

Faute de mieux, les autorités ont tenté d'arrêter M. Walesa, à la tactique qu'il utilise sans grand succès contre lui depuis près de trois ans : tenter de le marginaliser et de le ridiculiser. Mais ce traitement a privilégié ce ne veut que pour lui, puisque trois autres dirigeants connus de Solidarité, MM. Frasnysnik, Lis et Michnik, ont été mis sous les verrous, et que l'ambiance générale semble à nouveau au durcissement. Huit

personnes, dont M. Anna Walentynowicz, ont été arrêtées à Cracovie une grave de la faim pour protester contre les récentes arrestations.

A Varsovie, rompant un silence de plusieurs mois, Radio-Solidarité a présenté à diffuser, mardi soir, une émission, audacieuse pendant environ dix minutes (avant que les brouilleurs n'entraient en scène), pour appeler à la grève d'un quart d'heure le 28 février : « Les autorités prennent avantage de notre passivité, de notre faiblesse et de notre bêtise », a notamment déclaré un commentateur clandestin. « Cela fait trop longtemps que nous n'avons pas répondu à l'illégalité, à l'exploitation et à la peur ».

J.K.

Un appel du Comité de coordination de Solidarité en France. — A la suite des récentes arrestations de Gdansk, le Comité a lancé un appel aux syndicats français, leur demandant d'entreprendre des actions en faveur de la défense des droits civiques, des libertés et du pluralisme syndical en Pologne. Le comité rappelle qu'en dépit de l'amnistie de juillet dernier, « quatre-vingt personnes sont détenues pour des raisons politiques en Pologne ». De son côté, l'association Solidarité France-Pologne appelle à envoyer des lettres de protestation à l'ambassade de Pologne, 1, rue Talleyrand, Paris-7. M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, a demandé à M. Mitterrand de faire « tout ce qui est en son pouvoir » en faveur des syndicalistes emprisonnés en particulier MM. Lis, Frasnysnik, Michnik et Gwiazda.

Autriche

Le chef de l'aile droite du Parti libéral est menacé d'exclusion

Vienne (AFP). — Le chef de l'aile droite nationale du Parti libéral autrichien (FPÖ), M. Jörg Haider, a été menacé d'exclusion par la direction de son parti. C'est le dernier développement de l'affaire Roder, qui continue de faire les gros titres de la presse autrichienne depuis que le ministre de la Défense, M. Frischenschlager, a fait scandale, à la fin du mois de janvier, en allant personnellement accueillir le criminel de guerre à son retour en Autriche.

Devant le tollé provoqué par ce geste, le ministre de la Défense avait présenté publiquement des excuses.

M. Jörg Haider le lui avait vertement reproché et avait menacé de faire sécession avec toute l'aile droite du Parti libéral. Ce parti est membre de la coalition gouvernementale avec les socialistes.

Les critiques se sont multipliées dans les rangs socialistes, contre le geste de M. Frischenschlager d'abord, puis contre l'attitude de M. Jörg Haider. Le président du Parti libéral et vice-chancelier, M. Norbert Steger, a finalement fait droit à ces critiques en condamnant M. Haider qui dirige la section de Carinthie.

République d'Irlande

La justice pourra confisquer les fonds de l'IRA

De notre correspondant

Dublin. — A la suite d'une journée d'intenses spéculations, le ministre de la Justice, M. Michael Noonan, a le mercredi 19 février, introduit au Parlement un amendement à la loi sur les atteintes à la sécurité de l'Etat permettant de confisquer des fonds appartenant à l'Armée républicaine irlandaise (IRA).

Selon M. Noonan, il s'agissait d'arrêter le transfert imminent de plusieurs millions de livres irlandaises d'une institution bancaire de la République vers des coffres appartenant à l'IRA. Le ministre a assuré que ces fonds étaient le fruit « d'un kidnapping ou de chantage avec menace de meurtre ». Il a indiqué que cette somme avait été placée dans des banques, de pays en pays. Mais il a refusé d'en dévoiler la provenance.

Il semble que l'IRA ait extorqué l'argent d'une entreprise britannique ayant une filiale en Irlande. A la fin de 1983, l'organisation paramilitaire avait séquestré le PDG britannique, M. Don Tidy, d'une compagnie de supermarchés à Dublin. M. Tidy a été libéré par les forces de l'ordre au bout de deux semaines, après qu'une fusillade eut fait deux victimes, un soldat et un policier. La rançon de 5 millions de livres irlandaises qui avait été demandée n'avait pas été versée ; il paraît, maintenant, que l'IRA a continué à faire pression sur la compagnie, qui, selon toute évidence, a cédé au chantage. Selon la police irlandaise, l'essentiel des fonds de l'IRA est financé par les terroristes pour financer leur campagne militaire en Ulster. Les mesures de sécurité en vigueur rendent, en effet, difficiles les hold-up contre les banques.

JOE MULHOLLAND.

La bataille de la contraception

Un projet de loi du gouvernement visant à autoriser la vente libre de préservatifs et la délivrance des contraceptifs médicaux sur ordonnance aux femmes âgées de plus de 18 ans est discuté ce mercredi 20 février et le jeudi 21 par le Parlement de Dublin. Ce projet est très violemment combattu par une large partie de l'Eglise d'Irlande qui prédit une « explosion de la population » si la loi est adoptée. Le gouvernement de coalition entre le Fine Gael (libéraux) et le Parti travailliste d'est pas assuré de faire passer son projet tel quel. Quelques députés de la majorité semblent prêts en effet à voter avec l'opposition certains amendements qui le démenteraient. — (AFP.)

URSS

L'affreux « complot contre le pays des soviets »

De notre correspondant

Moscou. — Ce n'est pas tous les jours que le télespectateur soviétique aperçoit sur son petit écran les visages d'Alexandre Soljenitsyne, Andreï Sakharov, Elena Bonner ou Andreï Tchirchakov. La « documentation » diffusée, mardi 19 février au soir, à une heure de grande écoute par la première chaîne de télévision soviétique n'en prend que plus de relief. Initialement Complot contre le pays des soviets et réalisé par Ekaterina Vernicheva, il a le mérite de montrer ceux qu'on ne voit jamais et de citer des noms qu'on ne prononce guère. Mais quel festival de colonnes et d'erreurs volontaires additionnées d'informations exactes mais tronquées et détournées de leur sens !

La cause est entendue pour la rééducation comme pour le « complot » qui a présenté ce montage d'images d'archives provenant de télévisions occidentales et de caméraman particulières du KGB. Les « dissidents » sont payés par la CIA ou par d'autres services de renseignements occidentaux. Ils sont fourbes, fous ou gâtés, supermarchés à Dublin. M. Tidy a été libéré par les forces de l'ordre au bout de deux semaines, après qu'une fusillade eut fait deux victimes, un soldat et un policier. La rançon de 5 millions de livres irlandaises qui avait été demandée n'avait pas été versée ; il paraît, maintenant, que l'IRA a continué à faire pression sur la compagnie, qui, selon toute évidence, a cédé au chantage. Selon la police irlandaise, l'essentiel des fonds de l'IRA est financé par les terroristes pour financer leur campagne militaire en Ulster. Les mesures de sécurité en vigueur rendent, en effet, difficiles les hold-up contre les banques.

Un des papiers les plus étonnants est tiré de l'émission « Apoptrophes » que Bernard Pivot avait réalisée dans le Ver-

mont, aux Etats-Unis, où s'est exilé Alexandre Soljenitsyne. L'écrivain érmitte affirme, en russe, ce qu'on a pu lire dans son livre *Le camp de la solitude*. La voix hors champ du commentateur conteste, bien sûr, ses propos. Le « Fonds Soljenitsyne » est l'objet des plus vives attaques. On sait que l'écrivain a décidé de consacrer une partie de ses droits d'auteur à l'aide aux dissidents les plus persécutés ou les plus nécessiteux ainsi qu'à leurs familles.

A Paris, on aperçoit Marek Helter et André Glucksmann manifestant sur le plan des politiciens d'URSS, ce que critique vertement la commentateur. Da vieilles images de l'émigration russe dans la capitale française au cours des années 20 se mêlent à des plans de l'Eglise orthodoxe de la rue Daru et de la place de la Concorde. Un amalgame est esquissé entre les anciens mouvements monarchistes ou religieux de la première émigration et les groupes contemporains de défense des droits de l'homme.

D'autres noms encore sont cités, ceux des réfugiés actuellement emprisonnés et exilés aux pires traitements, tel Yousif Begun. Leur sort n'est pas explicitement décrit. Le télespectateur soviétique aura cependant compris ce qu'on risque à vouloir être un dissident.

D. Dh.

Turquie

Vingt-deux militants kurdes condamnés à mort

Ankara (AFP, AP Reuter, UPI).

Vingt-deux militants kurdes ont été condamnés à mort le mardi 19 février par le tribunal militaire de Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie. Tous les militants du Parti des travailleurs kurdes (PKK), principale organisation séparatiste du pays. Les condamnés comparaissent en compagnie de 602 autres accusés, dans ce qui était l'un des plus importants procès ouverts par la justice militaire depuis le coup d'Etat du 12 septembre 1980 : 24 ou 26 autres inculpés, selon les sources, ont été condamnés à la prison à vie, 276 ont été condamnés à des peines de trois à trente-six ans de détention, et 251 ont bénéficié d'un non-lieu. Les autres n'ont, pour des raisons

diverses, pas fait l'objet de sentences.

L'accusation impliquait des militants membres de la section de Mardin, une ville située à l'extrême sud-est du pays, près des frontières syrienne et irakienne. Il leur était reproché, sur le plan politique, d'avoir tenté d'établir « un Etat indépendant marxiste-léniniste sur une partie du territoire de la Turquie ». Les inculpés du PKK devaient, en outre, répondre de vingt-neuf assassinats, principalement de membres des forces de sécurité, de trente-quatre tentatives de meurtre et de vingt-quatre agressions ayant provoqué des blessures. Tous ces faits remontaient aux mois de 1980 ayant précédé le coup d'Etat. Le procès avait commencé en 1981.

politique

LES ÉLECTIONS SIMULTANÉES DES DÉPUTÉS ET DES

Une décision plusieurs fois différée

Quarante-septième des cent dix propositions du candidat François Mitterrand : « La représentation proportionnelle sera instituée pour les élections (...) aux assemblées régionales ». Cinq-vingt-quatrième : « Les conseils régionaux seront élus au suffrage universel ». La promesse ainsi faite avait été confirmée par l'article 59 de la loi du 2 mars 1982, la grande loi de décentralisation, celle sur les « droits et libertés des communes, des départements et des régions : les régions « sont administrées par un conseil régional élu au suffrage universel direct » ; mais l'article suivant précisait que cela ne serait pas d'application immédiate, une loi « ultérieure » devant déterminer les conditions de cette élection au suffrage universel. En attendant le système antérieur restait en place.

Le premier ministre a donc annoncé que la promesse sera bien tenue au cours de cette législature. Le communiqué publié le mardi 19 février par l'Élysée Matignon (nos dernières éditions du 20 février) annonce, en effet, qu'après « avoir consulté le président de la République », M. Laurent Fabius a décidé qu'« un projet de loi (serait) déposé à la prochaine session parlementaire (...) pour élire les conseils régionaux au suffrage universel et au scrutin proportionnel ». Afin de ne pas multiplier les consultations, est-il précisé, cette élection des conseils régionaux devrait avoir lieu en 1986 en même temps que les élections législatives.

Sans le dire explicitement, le premier ministre met ainsi fin à une polémique qui, depuis un peu plus d'un mois, faisait les beaux jours de l'opposition. M. Pierre Joxe avait préparé un décret qui imposait aux conseils généraux de désigner leurs représentants aux assemblées régionales à la proportionnelle, et non plus, pratique la plus courante, au scrutin majoritaire. Un tel système aurait permis au Parti socialiste de conserver, voire de gagner quelques présidences de conseils régionaux à l'issue des élections cantonales (1 le Monde des 2 et 9 février). Le projet du ministre de l'intérieur, après avoir reçu un avis favorable du Conseil d'État, était en instance à Matignon, où l'on « réfléchissait ».

Les va-et-vient des conseils régionaux

Le fruit de cette réflexion est maintenant connu : inutile de modifier un système qui de toute façon en vertu de la loi de mars 1982 eût été provisoire ; mieux vaut d'engager dans une réforme que M. Gaston Defferre avait un temps envisagé pour 1983...

M. Fabius, toutefois, reconnaît que la question soulevée par M. Joxe méritait de l'être : le système actuel fait que « les minorités ne sont pas correctement représentées » dans les conseils régionaux, écrit-il ; c'est pour lui « une situation injuste qu'il convient de corriger ». En effet, actuellement, par le cumul de systèmes électoraux majoritaires, les minorités sont réduites à la portion congrue dans les assemblées régionales.

La loi du 5 juillet 1972, qui a créé les établissements publics régionaux

• M. Mermaz (PS) : « Laurel et Hardy ». — Évoquant la réunion publique commune de MM. Raymond Barre et Jacques Toubon (RPR), lundi soir à Crémieu (Isère).

• M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a souligné, mardi 19 février le caractère contradictoire des propos tenus par les deux hommes qu'il a comparés à « Laurel et Hardy » : Dès que l'un affirmait l'autre contredisait... De quoi provoquer des éclats de rire.

dans tout le pays, sauf en Île-de-France, avait institué un système complexe : les conseils régionaux sont composés pour moitié par les députés et sénateurs de la région, et pour le reste par des représentants des collectivités locales. Les villes chefs-lieux de département, au ayant plus de trente mille habitants, désignent directement leurs délégués, dont le nombre varie avec leur population. Les autres membres, devant représenter au moins 30 % de l'effectif du conseil régional, sont élus par les conseils généraux (chaque conseil ayant au moins trois délégués), la moitié de ces derniers devant être des maires de communes non déjà représentées. Un décret du 5 septembre 1973 a précisé que les délégués des conseils généraux sont élus au scrutin majoritaire. C'est celui-ci qu'envisageait de modifier M. Joxe. En effet, dans la plupart des cas, la majorité du conseil général n'avait pas la majorité du conseil régional, ce qui n'avait pas permis de sa tenue.

Le nombre de parlementaires en région parisienne n'avait pas permis de retenir le même système dans la loi de 1976, qui a créé une région Île-de-France. Les 83 députés élisent 33 des leurs, et les 49 sénateurs 17 « à la représentation proportionnelle », précisait la loi : les maires de chacun des 7 départements élisent, dans les mêmes conditions, 6 représentants ; les 7 conseils généraux désignent aussi chacun 6 délégués, et le Conseil de Paris 30, « selon les règles propres à chacune de ces assemblées » (c'est parce que cette précision figure dans la loi que M. Joxe avait prévu dans son décret de ne pas s'occuper de l'Île-de-France).

Ce système avait bien des inconvénients. Notamment celui de voir la composition des assemblées régionales modifiée à la suite de toutes les élections, qu'elles soient sénatoriales, législatives, cantonales ou municipales. Comme le disait, avant 1981, M. Michel Giraud, sénateur RPR et président du conseil régional d'Île-de-France : « Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée ». Le résultat le plus tangible de cela était, dans certains cas, des changements répétés de majorité et de présidence.

Fidèle à son programme, la gauche avait donc décidé de mettre fin à cette situation. D'où la pétition de principe de la loi de décentralisation. Dans l'euphorie de l'état de grâce, M. Gaston Defferre, père de cette réforme, avait à plusieurs reprises envisagé le jumelage des élections régionales au suffrage universel direct avec les élections municipales de 1983. Seulement les premiers revers électoraux, et particulièrement les cantonales de 1982, qui avaient montré que l'opposition profitait de la décentralisation voulue par la majorité, firent rapidement évoluer les bonnes dispositions du pouvoir.

La droite, mécontente de se voir priver d'une occasion de manifester sa force, protesta bien que le RPR se fût, lors des débats parlementaires, opposé à l'élection des conseils régionaux au suffrage universel (M. Jacques Chirac disait en novembre 1981 devant l'Assemblée des maires de France voir « un germe délétère d'atteinte à l'unité nationale »).

Les présidents socialistes de conseils régionaux, en juin 1983, souhaitèrent que les régionales aient lieu en 1985, sans être couplées avec d'autres élections, car elles « sont suffisamment importantes » en elles-mêmes. On envisageait alors un jumelage avec les européennes de 1984. Le pouvoir voyait une possibilité d'atténuer l'impact d'une défaite aux européennes.

L'idée fut assez vite abandonnée, puisque le 27 octobre 1983, en rece-

vant les présidents des conseils régionaux, M. Pierre Mauroy expliqua que des élections au suffrage universel n'auraient d'intérêt que lorsque les régions « seraient montées en puissance ». C'est-à-dire à partir de 1985. Le gouvernement va alors se tenir à ce discours que précédera M. Defferre à l'Assemblée nationale le 16 décembre 1983 : les transferts de compétence aux régions ne devant être achevés qu'à la fin de décembre 1985, « c'est à partir de cette date que l'on pourra envisager d'organiser les élections régionales ».

La Corse et les départements d'outre-mer ont fait exception : ils ont élu leur conseil régional au suffrage universel dès le mois d'août 1982 pour la première, et le mois de février 1983 pour les autres.

La décision du premier ministre va permettre aux autres régions de suivre leur exemple. Mais elle laisse plusieurs questions sans réponse. Par exemple, quelle sera la durée du mandat des conseillers régionaux ? A partir de quel pourcentage de voix les listes en présence auront-elles des élus ? Dans quel cadre devront-elles se présenter ? Régional, départemental, voire plus petit ?

En Corse, ce fut un scrutin de liste régionale. Si, en août 1982, il n'y eut pas de scrutin, une modification de la loi intervint avant la dissolution de l'Assemblée corse en juillet 1984, l'établissant à 5%. Or le Conseil constitutionnel avait estimé que le système électoral dans l'île ne pouvait être différent de celui du continent. Si un autre système était retenu pour la France continentale, il faudrait revoir celui qui est appliqué à Ajaccio.

La composition du collège électoral des sénateurs pose un problème particulier. De part l'article 24 de la Constitution, le Sénat « assure la représentation des collectivités territoriales de la République ». Or, selon la loi de mars 1982, une fois leur conseil élu au suffrage universel, les régions deviendront des « collectivités territoriales ». Leur représentation doit donc apparaître dans la composition du collège électoral des sénateurs, comme c'est actuellement le cas pour les communes et les départements. Cela n'avait pas échappé au Conseil constitutionnel, qui, dans sa décision sur la loi pour la Corse, avait considéré qu'il faudrait modifier les règles électorales applicables au Sénat. Toutefois, et ce point est le plus important, il avait ajouté que ce n'était pas à lui de décider de l'entrée en vigueur de la loi de décentralisation. On voit mal que cela puisse devenir un préalable à l'élection des conseils régionaux au suffrage universel. Mais une telle modification devrait, en tout état de cause, être votée avant les prochaines élections sénatoriales, c'est-à-dire avant septembre 1986. C'est une « loi organique » qui détermine le nombre de sénateurs. Or, pour modifier une loi organique concernant le Sénat, il faut, d'après l'article 46 de la Constitution, que les deux Chambres du Parlement se montrent d'accord sur un même texte. Ce sera difficile à obtenir dans le contexte politique actuel.

Il est vrai que, en revanche, la composition du collège électoral des sénateurs « élus dans chaque département » est fixée par une loi simple, pour laquelle l'Assemblée nationale peut imposer sa volonté au Sénat. Le gouvernement peut-il utiliser ce biais pour intégrer des représentants des conseils régionaux dans chaque collège électoral départemental des sénateurs ? Si cela était, ce serait certainement l'occasion d'une belle bataille juridique sur la constitutionnalité d'une telle disposition.

Th. B.

L'opposition, surprise, souligne le « recul du gouvernement »

La décision du gouvernement, annoncée le 19 février par un communiqué de l'Élysée Matignon, de procéder aux élections régionales au suffrage universel et à la proportionnelle, en même temps que les élections législatives, a surpris par sa soudaineté, tout au moins dans l'opposition alors que, dans la majorité, on affiche sa satisfaction.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, qui effectuait mardi 19 février un déplacement dans le Nord, a déclaré à Wattrelos, peu de temps après la diffusion du communiqué du premier ministre, que cette décision ne constituait pas pour lui « une surprise ». M. Jospin, il est vrai, venait de participer, comme chaque mardi, au petit déjeuner de l'Élysée en compagnie notamment de MM. Mitterrand et Fabius.

M. Jospin a observé que « la concomitance des deux scrutins donnera plus d'impact encore à chacun des deux ». Il a enfin voulu voir dans l'initiative du gouvernement un signe : « Les socialistes n'ont pas, après tout, une vision si pessimiste que cela de l'échéance de 1986 ».

M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre, maire de Lille, qui a accompagné M. Jospin au cours de ce voyage dans le Nord, est revenu, lui aussi, à plusieurs reprises, sur l'élection conjointe des députés et des conseils régionaux en 1986. « La décision qui a été prise ce matin est de la plus haute importance », a-t-il déclaré à Lille. Elle montre que le gouvernement, les socialistes, la gauche, nous n'avons pas peur du suffrage universel. Et qu'au moment où la droite se répand en clameurs de toute nature pour créer de faux problèmes, nous donnons rendez-vous au peuple pour de vrais problèmes, ceux de la France et de la région.

De côté communiste, M. Madeleine Vincent, membre du bureau politique du PC, rappelle la faveur de son parti pour « la représentation proportionnelle pour toutes les élec-

tions », mais estime que « l'on peut s'interroger sur les raisons qui motivent le jumelage des deux élections ».

Dans l'opposition, alors que M. Valéry Giscard d'Estaing refusait de donner son avis, M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, n'a pas hésité à voir dans la décision du gouvernement « un succès pour l'opposition » car « le gouvernement, selon lui, a finalement renoncé dans l'immédiat à manipuler les conseils régionaux » (par le biais du décret en préparation). Le maire de Rouen ajoute : « Le gouvernement renvoie cette élection à la date la plus éloignée, celle des législatives. Il préfère ainsi s'exposer à deux échecs en une fois plutôt qu'à deux échecs successifs ».

M. Chirac : « bluff »

M. Jacques Chirac a interprété cette annonce comme « une manœuvre et un coup de fumée pour masquer le renouveau du gouvernement » au décret envisagé. Selon le président du RPR, « les socialistes n'auront pas intérêt à appliquer cette mesure si le courant qui se manifeste en faveur de l'opposition se maintient en 1986. Avec l'élection des conseils régionaux au suffrage universel, les socialistes ne disposeront plus d'aucune région. C'est donc, de leur part, un coup de bluff ».

Parmi les sénateurs, MM. Marcel Lenoire, président du groupe URJL, Auguste Chauvin, président du groupe de l'Union centriste, se félicitent surtout de l'abandon du projet de décret. C'est le cas également de M. André Rossinat, député de Meurthe-et-Moselle et président du Parti radical. Pour M. Jean-Marie Ransoh, sénateur CDS de Moselle, et président du conseil régional de Lorraine, c'est en revanche, « une excellente nouvelle car la région élue au suffrage universel direct va devenir une véritable collectivité territoriale ».

DANS LA PRESSE PARISIENNE

Un pari, une manœuvre

LE FIGARO (Charles Rébois) : « Les socialistes s'obstinent dans l'erreur qui consiste à imposer le mode de scrutin proportionnel (...). Mais ce n'est là qu'un aspect de la manœuvre qui se dessine. Les socialistes pensent que, battus, pour batus, mieux vaut l'être une seule fois que deux. Ils espèrent atténuer leur échec en créant la confusion dans l'esprit des électeurs. Deux bulletins, deux urnes, mais surtout deux votes dont l'objet sera très différent... »

LE QUOTIDIEN DE PARIS (Jean-Claude Yajou) : « A partir du moment où, volontairement, François Mitterrand et Laurent Fabius décident de politiser les élections régionales en les jumelant à des élections législatives qui seront politisées déjà à l'extrême, la logique voudrait que ces deux consultations s'accompagnent de l'élection suprême au suffrage universel direct, de celle qui résume à elle seule l'expression de la volonté politique de nos compatriotes : l'élection pour l'Élysée. Le même jour, les Français seraient ainsi amenés à voter pour tous ceux qui les représentent au niveau national, au niveau de la représentation législative et au niveau régional. Il y aurait une cohérence globale à solliciter l'ensemble du corps électoral à ces trois niveaux (...). »

LE MATIN (Guy Claissé) : « La décision de faire élire l'an prochain les conseils régionaux au suffrage universel (...) constitue en réalité un événement historique, en rompant avec la tradition jacobine liée à la formation même de la nation française, imposée par la royauté et poursuivie par les républiques successives (...) La question sera, dans les prochaines années, de savoir si ces assemblées devenues très politiques sauront être son contre-poids nécessaire ou si elles se transformeront en contre-pouvoir au péril de l'unité nationale. Mais on ne progresse pas sans risque... »

LIBÉRATION (Fabien Roland-Lévy) : « Au-delà de l'effet immédiat de ce mini-coup de théâtre, le couplage en 1986 des scrutins régional et législatif ne manque pas d'habileté. D'abord, il évite une catastrophe électorale supplémentaire probable entre les cantonales de mars et le scrutin décisif de l'an prochain. Ensuite, l'opération permettra peut-être de limiter les dégâts législatifs grâce à une sorte de synergie électorale (...). Enfin, les dirigeants socialistes espèrent faire profiter le scrutin régional de la mobilisation espérée de la campagne législative. Il s'agit bien évidemment d'un pari — ou d'un coup de bluff, selon le point de vue — mais c'est un pari qui ne manque pas de chien. »

M. Christian Poncelet, sénateur RPR et président du conseil général des Vosges, redoute que l'on se trouve « face à une situation ingouvernable où les régions rencontreraient les pires difficultés, comme en Corse ».

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, voit dans cette décision « une manœuvre pour faire en sorte que dans la grande confusion de 1986, on ajoute une difficulté à une autre et on assiste, en consultant les déclarations de scrutin ou même l'absence de faire en sorte que l'on recense dans l'un des conseils, le conseil régional, les batus de l'autre, l'Assemblée nationale ».

Pour M. Léotard, « la vraie injustice est d'essayer d'étaler la sanction du suffrage universel en retardant les élections — c'est le cas des élections régionales — et en introduisant la proportionnelle puisque celle-ci, comme en Corse, rendra la région ingouvernable. La volonté du pouvoir est de détruire toute majorité en France ».

Satisfaction de M. Le Pen

En revanche, M. Jean-Marie Le Pen se réjouit franchement des décisions du gouvernement qui, « permettront au Front national de faire une entrée importante dans les conseils régionaux ». Il ajoute à propos de la réforme électorale concernant les élections législatives : « Les socialistes n'ont que deux alternatives : le suicide, s'ils gardent un scrutin majoritaire actuel, ou bien, avec la représentation proportionnelle, la limitation du désastre électoral mais avec cent députés du Front national à la chambre en 1986 ».

C'est à Melun, devant la salle des fêtes municipale, dont l'accès lui avait été refusé, que M. Le Pen a fait cette déclaration mardi soir en présence de quelque cinq cents personnes.

En Auvergne

M. POURCHON EST RASSURÉ

(De notre correspondant.) Clermont-Ferrand. — « Adieu vache, vache, Pourchon... ». Le ton est à l'humour dans le bureau du président du conseil régional d'Auvergne, quelques heures après l'annonce du nouveau mode de scrutin pour désigner les conseillers régionaux. La petite phrase de M. Maurice Pourchon (PS) s'adresse indirectement à M. Valéry Giscard d'Estaing, qui pouvait espérer s'installer à la tête du conseil régional. Elle fait référence à un coup de colère personnelle survenu par le premier projet de modification de la désignation des conseils régionaux, où il était question d'introduire la proportionnelle dans la représentation des conseillers issus des assemblées départementales (le Monde du 8 février).

M. Pourchon, député du Puy-de-Dôme, entretient donc la querelle, et sa menace de démissionner du poste de président des présidents de conseils régionaux tombe d'elle-même.

Au sujet de la simultanéité de l'élection des députés et des conseils régionaux, M. Maurice Pourchon émet aucune réserve : « J'étais partisan d'une date, en 1987. Mais après tout pourquoi ne pas voter en même temps. Il faut que les Français s'habituent à se rendre devant les urnes en duplex comme cela est courant dans d'autres démocraties. En revanche, je souhaite un seul de proportionnelle suffisant pour éviter les représentations groupées paralysantes. »

L.T.

FAITES DÉCOLLER VOS AFFAIRES VERS L'EXTRÊME ORIENT.



Avant le vol.

Votre carte de visite en japonais, une étude de votre marché au Japon, un interprète, une réservation pour un stand ? Demandez JAL s'en occupe.



En vol.

Un lit. Un vrai lit pour une vraie nuit. Ou un fauteuil inclinable à 60°, en 1^{re} classe ? Deux des nombreux raffinements du service JAL.



La classe Affaires.

20% de sièges en moins, c'est autant de confort en plus. Et au menu, cuisine française ou japonaise, saké ou champagne. Bon appétit !

150 000 000

CONSEILS RÉGIONAUX EN 1986

POINT DE VUE

Rien que la loi, toute la loi

Par MICHEL GIRAUD (*)

Le gouvernement se décide enfin à appliquer l'une des dispositions les plus importantes de la loi de 1982, c'est-à-dire l'élection des conseils régionaux au suffrage universel. Longtemps retardée, elle semblait reportée à une date ultérieure.

A vrai dire, le gouvernement n'avait guère d'autre choix, malgré son évidente répugnance à organiser une consultation qui risquait de tourner à sa confusion. On se rappelle, en effet, que, dès 1982, le Conseil constitutionnel, saisi à propos de l'élection de l'Assemblée territoriale corse, avait déclaré conforme à la Constitution à condition que des élections fussent organisées à brève échéance dans toutes les régions et selon le même mode de scrutin.

En outre, l'affaire du décret modifiant la procédure de désignation des conseils généraux au sein des conseils régionaux n'a pas laissé au gouvernement d'autre issue. Ce projet de décret a soulevé la protestation des élus régionaux et départementaux, y compris dans le Parti socialiste. L'agacement d'un véritable tour de passe-passe destiné à frustrer l'opposition des conseillers de sa victoire aux élections cantonales : le Parti socialiste regagnait, en effet, dans les conseils régionaux ce qu'il perdait dans les conseils

général. La ficelle, sans doute, était un peu grosse et le gouvernement a craint de s'engager en un combat juridiquement et moralement douteux. Dès lors, il ne lui restait qu'une seule solution, appliquer la loi de décentralisation.

Les déclarations du premier ministre laissent encore planer bien des ombres sur le mode d'organisation des élections législatives et des élections régionales. On sait seulement que le scrutin proportionnel sera retenu. Or, s'il est acceptable au plan régional pour refléter la diversité des forces politiques en présence, le scrutin proportionnel risque d'être désastreux au plan national car les élections législatives n'ont pas pour objectif de donner une photographie de l'opinion mais de dégager une majorité de gouvernement. Tel est le moins l'esprit de la République. L'émiettement du suffrage peut empêcher l'émergence d'une majorité et donc affaiblir le Parlement face au président de la République. C'est à l'évidence la but recherché. Cette manœuvre sert peut-être les intérêts du Parti socialiste, elle risque fort de desservir la France.

(*) Président de l'Association nationale des élus régionaux, sénateur RPR du Val-de-Marne.

Le pouvoir prend un pari risqué

(Suite de la première page.)

Les conseillers régionaux seront élus au suffrage universel direct, le pouvoir régional deviendra réel. Et l'on voit mal une nouvelle majorité revenir sur cet « acquis », quelles que soient les tentations de certains, au RPR notamment, qui n'a jamais caché son opposition à une telle réforme. Les socialistes pourront donc mettre à leur actif la création d'un nouvel espace de démocratie électorale.

La gauche peut, enfin, trouver là un moyen d'apaiser les divisions de ses adversaires. D'abord en ravivant, chez eux, le débat entre ceux qui approuvent le principe proportionnel, et ceux qui le récusent. Ensuite en espérant que se développeront des batailles locales pour le contrôle des assemblées régionales, notamment sous la pression de l'extrême-droite, et cela au moment même du grand affrontement des législatives.

Diversifier les enjeux de 1986 peut être un autre avantage pour les socialistes : ne sera pas seulement mis en jeu le bilan de la gauche dans la gestion des affaires de l'Etat, mais aussi celui de la droite qui actuellement détient treize des vingt-deux présidences des conseils régionaux métropolitains.

La médaille a cependant un revers. Traditionnellement, les élections locales permettent aux électeurs de mettre en place de réels contre-pouvoirs, face à l'Etat central.

● M. Stasi (UDF-CDS) : « M. Le Pen est un allié objectif de M. Mitterrand ». — Dans un face-à-face avec M. Jean-Marie Le Pen, publié dans la Croix du mercredi 20 février, M. Bernard Stasi, premier vice-président du CDS, déclare notamment qu'il ne « souhaite pas qu'au sein de l'opposition se fassent entendre les outrances du Front national parce que c'est servir la gauche. Le Pen est un allié objectif de M. Mitterrand, dit-il, et celui-ci pour le remercier va lui donner la proportionnelle. »

tral. Cette fois, le rejet national de la gauche — que celle-ci a toutes raisons de craindre — ne va-t-il pas rejouer à ce niveau régional ? C'est en tout cas ce qu'espère la droite. Le pouvoir joue à quille ou double : ou il limite la « casse » ou il perd tout. Mais ne vaut-il pas mieux perdre une bonne fois que dimanche après dimanche ?

■ Au fond, le pouvoir n'avait guère le choix : ne rien faire eût été accepter de perdre, un scrutin après l'autre, les régions qu'il contrôlait. Il a préféré à ce schéma une attitude plus offensive, risquée certes, mais audacieuse.

Reste une innovation : les électeurs devront mettre deux bulletins dans l'urne, le seul précédent remonte au 21 octobre 1945 où les Français avaient élu une Assemblée, et s'étaient prononcés, par référendum, sur ce que seraient les pouvoirs de ladite Assemblée.

En outre, le fait que le mode de scrutin soit différent pour les législatives et pour les régionales est une source supplémentaire de difficultés, pour les états-majors des partis, comme pour les électeurs. Avec l'élection des conseils régionaux au suffrage universel, le gouvernement s'est clairement engagé dans une logique proportionnelle, celle-ci ayant à ses yeux le mérite d'encourager, à droite, les forces centrifuges. Reste à déterminer la part de cette logique-là dans la réforme de mode de scrutin législatif, celle-ci ayant été renvoyée — le premier ministre l'a laissé entendre — au lendemain des élections cantonales.

La session de printemps du Parlement va donc être largement dominée par les débats sur les modes de scrutin. La tâche ne sera pas facile pour la majorité, d'autant que l'opposition espère bien trouver là, après la bataille référendaire de l'été dernier, un nouveau champ de bataille institutionnel.

THÉRIER BRÉNER.

LE VOYAGE DE M. JOSPIN DANS LE NORD

Les symboles de Pierre et les prophéties de Lionel

Douai. — Dans un département tel que le Nord — histoire oblige — et avec un compagnon de voyage nommé Pierre — Mauroy oblige — tout un chacun est assuré de ne pas demeurer en panne de symboles. M. Lionel Jospin en a fait, mardi 19 février, au cours d'un déplacement d'une dizaine d'heures dans le Nord, l'expérience diverse... et utile, par les temps qui courent, au Parti socialiste dont il est le premier secrétaire.

Se faire présenter et soutenir les quarante candidats du PS qui brigueront les suffrages des électeurs les 10 et 17 mars prochains pour les cantonales ? M. Jospin était bien sûr venu pour cela aussi. Ce fut vite fait.

Solidement installé dans sa mairie de Lille, M. Mauroy, qu'on dit brulant de faire sa rentrée, s'est offert après le congrès de la FEN réuni il y a peu dans sa ville, une autre présentation.

Généraliste, peu avare de paroles, il n'avait pas de raison de déroger à cette habitude pour M. Jospin, pour « Lionel ». Et « Lionel » n'a pas seulement reçu le rituel médaille d'or de la ville de Lille. Il a, au droit, en prime, à l'insistent rappel d'une bonne entente ouverte et — perdit-il —

De notre envoyé spécial

sans nuances, tout le temps que M. Mauroy fut aux affaires.

« J'ai tout fait pour servir les intérêts de la France », a rappelé, parlant de lui-même, le maire de Lille, et tu as fait au mieux pour faciliter la tâche du premier ministre et de l'ensemble du gouvernement. Bref, ce fut si bien que, « si j'avais quelque chose de plus que cette médaille d'or, je te la remettrais ».

Symbole encore que l'exhortation, par M. Mauroy, du devoir de garder une mémoire. Celle d'un Nord laborieux, forgé, scindé puis abondamment par ses forces vives industrielles, celle d'un peuple ouvrier avant que d'être de gauche, après aux luttes et amoureux du progrès.

Le maire y veille, préoccupé par la création d'une fondation du mouvement ouvrier dans les locaux d'une vieille coopérative ouvrière de Lille que « fréquenteront Jules Guesde et Jean Jaurès ».

Le maire encore s'enthousiasme pour le Nord qui « a honoré son passé, ses forces vers l'avenir ». Difficile cependant d'oublier que c'est

l'ancien chef de gouvernement de M. Mitterrand qui déroule cette itinéraire du double devoir de fidélité aux valeurs de la gauche et de « devoir de préparation de l'avenir ». Si, par extraordinaire, l'une ou l'autre de ces exigences était oubliée... Exigences, évidences ; il se pourrait bien que le livre de M. Mauroy, qui doit paraître au mois d'avril, soit intitulé A gauche. Tout simplement.

Belles et bonnes vérités que celles de « Pierre » pour un auditeur de choix comme M. Jospin. Beaux et bons exercices de travaux pratiques économiques autant que politiques, aussi, ces visites, à une filature d'Heilmann relancée par le plan textile, et un contrat emploi-investissement, ou à des jeunes chômeurs en stage de qualification à Lille.

Belles et bonnes et accorées, enfin, pour une réunion publique, le soir à Douai, que ces visites de terrain. A M. Mauroy les symboles, à M. Jospin les formulations de portée plus concrète. A côté du rituel pré-électoral, bien accueilli au domicile par une salle archicomble ; à côté de la démonstration repoussoir de la droite extrême et

de l'extrême droite associée, selon le premier secrétaire, pour préparer la régression sociale et politique si elles venaient à l'emporter ; à côté aussi du refus réitéré de la critique étroite, hargneuse et par trop répétée du PCF. M. Jospin a aussi fait entendre une petite musique destinée à faire réagir bien au-delà des 10 et 17 mars.

Musique bien douce aux oreilles socialistes habitués des derniers temps à d'autres sons de cloches plus funèbres : la gauche sait gérer, elle est en train de le prouver, a expliqué en substance M. Jospin, elle doit la faire savoir urbi et orbi pour gagner les élections... et son ticket d'accès à l'avenir.

Symboles et fresque historique pour M. Mauroy, annonce plus brutalement prophétique pour M. Jospin. Le propos, finalement, qu'il procède de la méthode Coué ou de la claire conscience d'une mutation politique effectivement en gestation, issue de la crise, était la même : la gauche au pouvoir en France n'est plus vouée à l'éphémère ; elle peut durer.

MICHEL KAJMAN.

Nouméa : la montée des extrêmes

III. — La tranchée de Charles, Dick et Jacques...

De notre envoyé spécial ALAIN ROLLAT

République, la majorité absolue à l'Assemblée territoriale.

Le dispositif mis en place par ses amis politiques de RPR a été parachevé. M. Bernard Pons est venu début décembre tracer les plans de cette tranchée. M. Charles Pasqua vient de constater au cours de sa visite d'inspection que tout est paré. Les experts de l'état-major du mouvement éhéméroïte se relaient à Nouméa. Un ancien préfet, M. Jacques Charton, spécialiste des questions électorales, est venu pour préparer le prochain scrutin d'autodétermination. Directeur adjoint de cabinet de M. Jacques Chirac à l'Hôtel de ville de Paris, M. Daniel Nafalski a fait bénéficier M. Ukeiwé des compétences acquises de 1975 à 1978 en qualité de directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française, puis successivement de 1978 à 1980 au cabinet du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Paul Djoud, et de 1980 à 1981 au cabinet du premier ministre Raymond Barre.

L'état-major du RPR aux commandes

M. Nafalski a pris une part importante à l'élaboration du contre-projet opposé par le président du gouvernement à un plan d'indépendance-association défendu par M. Pisan. Et, depuis deux semaines, M. Yves Fromion, ancien directeur de cabinet de M. Pons, est devenu le bras droit de M. Ukeiwé. L'état-major parisien du RPR, sous le contrôle de M. Pasqua, dirige les opérations. Le président du groupe RPR au Sénat a répété les consignes : il faut convaincre M. Mitterrand à battre sa retraite, comme l'opposition nationale y est parvenue dans la guerre sur l'école privée, ou, à défaut, faire durer jusqu'aux élections législatives de 1986.

M. Ukeiwé cherche donc à gagner du temps et multiplie les préalables à toute rencontre avec M. Pisan.

Que M. Chirac et ses lieutenants parisiens se substituent ainsi au député RPR du territoire, M. Jac-

ques Laffeur, n'a pas de quoi surprendre. N'est-ce pas sous l'amical pression du maire de Paris que le Rassemblement pour la Calédonie, fondé en 1977 par M. Laffeur, s'est métamorphosé en juillet 1978, à l'occasion d'une visite à Nouméa de l'ancien premier ministre, en Rassemblement pour la Calédonie dans la République, pôle territorial du RPR ? Si M. Laffeur, qui certains de ses amis politiques trouvent parfois trop modéré, a de temps en temps des états d'âme, cela ne dure guère. Le député RPR s'a pas domé suite à son intention de renoncer à la présidence du RPR. Le succès des dernières manifestations auxquelles il a convié la population de Nouméa l'a moralement reconforté. Il a défilé récemment, écharpe tricolore sur la poitrine, bannière de bras des sous avec MM. Pasqua et Ukeiwé au centre de la ville.

L'attachement au « Caillou »

Cette radicalisation ne correspond pas, cependant, au sentiment moyen de la communauté caldoche, au sein de laquelle l'attachement au « Caillou » est plus fort encore que celui qui s'est récemment manifesté à l'égard de la métropole. Ce qui inquiète par exemple le porte-parole du gouvernement de M. Ukeiwé, M. Yves Magnier, océanologue de formation, membre de fraîche date du RPR, et dont l'arrière-grand-père était postier à Canala, c'est moins la perspective de l'indépendance que l'« idéologie » du FLNKS : « Tjibou est un dictateur en puissance », dit-il. Comment le pouvoir peut-il appuyer une telle minorité et prétendre nous imposer de Paris un tel choix ?

Patros d'une chaîne de grands magasins, M. Gabriel Barran, qui appartient à l'une des plus vieilles familles du territoire, dit à peu près la même chose : « L'essentiel pour nous, qui avons tout investi ici, c'est de continuer à pouvoir travailler en paix. M. Tjibou est-il l'interlocuteur valable ? »

Le consensus caldoche se nourrit de certitudes aussi vieilles que la colonisation : les Canaques ne sont pas mûrs pour l'indépendance ; de

toute façon, pourquoi parler de peuple canaque, alors qu'il n'y a jamais eu que des clans antagonistes : les traditions coutumières qui imprègnent si fortement tous les Mélanésiens sont absolument incompatibles avec les conceptions occidentales du travail, etc. Chaque caldoche dispose d'un stock inépuisable d'exemples : « Ici, le pouvoir économique est ouvert à tous, dit M. Magnier, mais on ne peut forcer les gens à travailler. »

Certains cherchent toutefois des formules de compromis entre les positions extrêmes du FLNKS et celles des anti-indépendantistes. Dans les observations qu'elle a transmises à M. Pisan au nom des organisations professionnelles, la chambre de commerce et d'industrie résume la notion d'indépendance canaque, mais elle ne rejette pas toute forme d'indépendance : « Nous pensons, écrit-elle, que, dans le cadre de la recherche d'une indépendance, d'autres modèles pourraient exister :

« 1) Une indépendance pluri-ethnique et multiraciale calédonienne, reconnaissant à tous les habitants de ce territoire, sans distinction de races ou de religions, les mêmes droits et les mêmes devoirs politiques, les mêmes garanties à la sécurité de leurs biens, de leur personne et de leur droit au travail ;

« 2) Une indépendance fédérale du type suisse, dans laquelle serait consacrée l'égalité des droits et des devoirs politiques de tous les citoyens, dans laquelle serait reconnue une très large autonomie à l'échelon des régions, mais une unité à l'échelon de l'organisme fédéral ;

« 3) Enfin, si l'on considère que le problème calédonien risque de faire tache d'huile pour tout ce qui constitue l'outre-mer français, y compris la Corse, pourquoi ne pas rechercher une solution globale pour tous cet outre-mer en créant une structure d'accueil pour le cas où ces territoires français accablent eux aussi à l'indépendance ? »

Dans le plan qu'il doit remettre au gouvernement avant la fin du mois de mars, M. Pisan s'inspirera-t-il de telles propositions pour tenter de sortir de l'impasse ?

FIN

Les escales.

De Bangkok à Hong Kong, de Sydney à Tokyo, de Tokyo à Shanghai ou Honolulu, le plus grand nombre d'escales, c'est JAL.

Affaires et loisirs.

JAL TOUR et « Tour du Monde » des tarifs économiques qui permettent de cumuler voyages d'affaires et de loisirs. Qui dit mieux ?

Les hôtels.

« L'Executive Hotel Service » et le « Budget Hotel Service » : les meilleurs hôtels à un tarif de faveur. Pour les passagers JAL. Exclusivement.

Les petites attentions font les grands vols.

JAPAN AIR LINES



MARNE

attentat d'On

l'accomplissement. Mais dans le même temps, ce qui sera leur stratégie, c'est de ne pas se laisser entraîner par les médias. Tout à la fois, le gouverneur et le ministre ont voulu être présents à la fois devant les médias et devant les citoyens. Ils ont voulu être présents à la fois devant les médias et devant les citoyens.

Le 13 et du 23-24 décembre 1984, les attentats pour leurs deux ans à une affaire d'abus.

Le 13 et du 23-24 décembre 1984, les attentats pour leurs deux ans à une affaire d'abus.

Le 13 et du 23-24 décembre 1984, les attentats pour leurs deux ans à une affaire d'abus.

Le 13 et du 23-24 décembre 1984, les attentats pour leurs deux ans à une affaire d'abus.

Le 13 et du 23-24 décembre 1984, les attentats pour leurs deux ans à une affaire d'abus.

Le 13 et du 23-24 décembre 1984, les attentats pour leurs deux ans à une affaire d'abus.

Le 13 et du 23-24 décembre 1984, les attentats pour leurs deux ans à une affaire d'abus.

Le 13 et du 23-24 décembre 1984, les attentats pour leurs deux ans à une affaire d'abus.

Le 13 et du 23-24 décembre 1984, les attentats pour leurs deux ans à une affaire d'abus.

Le 13 et du 23-24 décembre 1984, les attentats pour leurs deux ans à une affaire d'abus.

Le 13 et du 23-24 décembre 1984, les attentats pour leurs deux ans à une affaire d'abus.

Le 13 et du 23-24 décembre 1984, les attentats pour leurs deux ans à une affaire d'abus.

Le 13 et du 23-24 décembre 1984, les attentats pour leurs deux ans à une affaire d'abus.

Le 13 et du 23-24 décembre 1984, les attentats pour leurs deux ans à une affaire d'abus.

Le 13 et du 23-24 décembre 1984, les attentats pour leurs deux ans à une affaire d'abus.

Le 13 et du 23-24 décembre 1984, les attentats pour leurs deux ans à une affaire d'abus.

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

Brazil

Un film de Terry Gilliam

BURLESQUE TERRIBLE

C'EST ainsi que commence *Brazil*, le film de Terry Gilliam, l'élément américain des Monty Python - film anglais, auteurs de *Sacré Graal*, de *la Vie de Brian*. De plus, le scénariste est Tom Stoppard, auteur dramatique (*Rosencrantz et Guildenstern sont morts*, *Travesties*), héritier de Lewis Carroll, frère de John Lennon, chef de file d'un humour sec, casseur de langage.

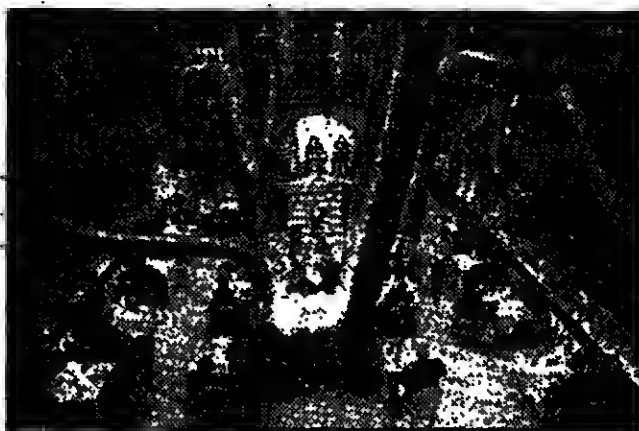
Un archange frisé vole dans le ciel bleu, à la rencontre de sa blonde bien-aimée. Une musique ciblée joue un air entraînant autant que fameux : *Brazil*.

Le « quelque part » de Terry Gilliam est très britannique. Un royaume de l'abstrait aux solides traditions, dont les sujets résistent tant bien que mal à l'emprise d'une bureaucratie boursofflée. Le siège social en est un ministère de l'information, colossal bâti-

ment mussolinien, inspiré par *Metropolis*. Des milliers d'employés s'y activent à des tâches parfaitement inutiles, et branchent *Casablanca* sur l'écran de leur ordinateur des que le sous-chef a le dos tourné.

Parmi eux, l'archange - Jonathan Pryce. Il n'est frisé que quand il rêve. Éveillé, il supporte ses cheveux qui se font rares, la bureaucratie, le sous-chef et, avec quelque agacement, une mère abusive soumise à un chirurgien esthétique, spécialiste du lifting musclé. L'ange, le vrai, est plombier indépendant, donc hors la loi (c'est Robert De Niro), poursuivi par les plombiers syndiqués et une police particulièrement redoutable.

Un archange frisé,
à cheval sur une chanson,
un chirurgien dingue,
des plombiers syndiqués : tout explose,
les bombes et les rires.
L'humour ravage.



Dans les clapiers crasseux qui servent d'appartements aux habitants de ce « quelque part », des hommes sans visage, en uniforme de militaires-cosmonautes, surgissent. En na tournemain, ils découpent dans le plancher une arche, par lequel ils passent une

perche. Ils glissent jusqu'au clavier d'en dessous, et dans un même mouvement dont l'efficacité est le fruit de la routine, tombent sur un homme, l'enferment dans une combinaison-cagoule, l'emmènent, non sans avoir fait signer un papier à la famille...

Terry Gilliam travaille avec les Monty Python depuis 1968. Education indispensable pour faire du burlesque sur le terrorisme. On rit, alors que des enfants dans un terrain vague sinistre jouent à la police, alors qu'une bombe dans un grand magasin disperse des lambeaux sanguinolents sur les rayons, alors que, dans un restaurant à moitié détruit, le maître d'hôtel isole avec un paravent précieux les tables épargnées, pour que les dîneurs ne soient pas incommodés.

Les monstres se bousculent, les gags se carambolent, énormes, épouvantables. Si épouvantables que l'on frise le rejet, si énormes que le rire gagne. On est submergé. Le film n'évite pas le piège du trop; d'ailleurs il est bien trop long. Malgré de belles idées, à la fin, il tourne en rond dans son système. C'est son seul défaut.

C. G.

L'AMÉRICAIN DE LONDRES



TERRY GILLIAM a la bonne bouille, le look débraillé, l'estomac confortable de l'adolescent prolongé jusqu'à quarante-cinq ans, son âge. Fils d'un charpentier des studios de Hollywood, dessinateur de l'écurie Kurzman - fondateur de Mad, père de la BD moderne - après son service militaire et un passage à Pilote, Terry Gilliam s'installe à Londres, Naissance des Monty Python.

Télévision et cinéma, Terry Gilliam travaille en groupe et réalise seul *Jabberwocky* et *Time Bandit*. *Brazil*, ce pourrait être, écrit-il, « un pays lointain gorgé de chaleur et de lumière. Une chanson lancinante. Une certaine idée du bonheur. Une chute libre dans le néant, pour oublier la mort de tout espoir ».

Terry Gilliam est un libertaire, un iconoclaste qui laisse éclater des colères sardoniques. Un moraliste ?

« Peut-être, dit-il. J'aime bien les contes moraux. Les contes de fées, *Candide*, les *Voyages de Gulliver*. Aujourd'hui, peu de gens en écri-

vent. Lenny Bruce est un modèle de moraliste en colère, comme la plupart des comiques. Mais le film n'est pas seulement burlesque. Sinon, il n'y aurait pas de mort... J'ai été très critique pour les scènes du restaurant et du grand magasin. Le film était terminé quand l'IRA a posé des bombes chez Harrod. Et c'était comme dans le film : deux heures après, les clients représentaient leurs achats... Les Anglais sont comme ça. »

Plus violent que les Américains ?

« Je ne crois pas. Sauf au moment des finales de football, qui sont leur seule souape, avec l'humour. Le burlesque anglais est rarement subtil et toujours méchant. L'humour est une tradition qui bouscule. Peter O'Toole a participé à une campagne sur la famine en Éthiopie. A Dublin, il a dit le texte de Swift, qui recommande aux misérables affamés de manger leurs enfants... Le scandale a été terrible. Les Irlandais adoraient Swift mais ne le lisent pas. On peut... »

Doit-il venir cette tradition ?

« D'une manière générale, les hommes veulent ruer de la mort. Les Anglais possèdent, en plus, le don de rire d'eux-mêmes. Ils ont un tel sens de leur identité qu'ils peuvent se le permettre. C'est ce qui les fait durer. Ils ont confiance en eux. Quand j'étais enfant, je me moquais de Dieu. Pas par esprit de sacrilège. Je pensais que Dieu était assez fort pour ne pas en être atteint. S'il est une créature qui a besoin de protection, comment garder la foi ! »

La manière de vivre en Angleterre vous a servi de modèle ?

« Non. Le film est fondé sur mon expérience personnelle et elle s'est faite aux États-Unis. Les per-

sonnages paraissent anglais parce que les acteurs le sont. À l'exception de Robert De Niro, qui est venu parce que c'est un ami. On pourrait dire qu'il représente le pionnier américain individualiste. En tout cas, c'était plaisant de lui faire quitter ses rôles de héros pour lui faire jouer un héros positif. »

Vous détestez les chirurgiens esthétiques ?

« Ils sont le résultat de la vanité féminine. C'est très américain de vouloir changer les choses. Les Américains pensent qu'ils contrôlent le monde. Ils font, c'est vrai, la nation la plus puissante, et ils sont parano comme s'ils étaient sans défense. Les personnages de femme viennent aussi de mon expérience, je les connais. Il y a deux semaines, j'étais à Los Angeles pour une remise de prix. La moitié des femmes présentes étaient liftées, des monstres. Les monstres ne me font pas peur, et les miens ne sont pas plus grotesques que chez Fellini ou chez Groux. »

Ce sont vos références ?

« Et Goya, Magritte, Max Ernst, Bosch, El Karawwa, Bergman, Orson Welles, Tex Avery, Woody Allen, El Dostolevski, Kafka, Gogol. »

Comment jugez-vous le terrorisme ?

« J'aurais bien voulu être révolutionnaire, mais je n'ai pas trouvé de révolution fondée sur le rire. »

Dans votre film, le terrorisme est utile à l'État pour maintenir une perpétuelle surveillance ?

« Vous savez, TURSS existe parce que les États-Unis en ont besoin. Et vice versa, sans doute. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

Sheila

FACE AU PUBLIC

Les couettes,
le cœur de minidette,
le label pour jupes
et chemisettes,
c'était hier.
L'école est finie,
place au spectacle.

EN novembre 1982, Annie Chancel, fille d'un marchand de bonbons ambulant et chanteuse dans un orchestre amateur, est engagée par l'auteur-compositeur Claude Carrère. Celui-ci la baptise d'un prénom simple et populaire que la France moderne sur le bord des lèvres : Sheila. Le titre du dernier succès de Lucky Blondo, adaptation par Carrère d'une chanson américaine de Tommy Roe.

Claude Carrère n'est pas un inconnu dans le monde du spectacle. Quelques années auparavant, il a eu une petite aventure de chanteur en enregistrant Cigarettes, whisky et petites pépées. Il va apprendre à Sheila le métier de chanteuse de A à Z. Il va imposer le produit Sheila en utilisant les ressources du marketing et les techniques publicitaires.

Carrère habille son modèle d'un chemisier blanc et d'une jupe écossaise, lui fait porter des couettes et crée un personnage qui pourrait être la fille spirituelle de Jean Nothin, alors populaire à la télévision grâce à une bonhomie de pépé gâteau. Sheila devient la brave gosse qui rassure la famille, le miroir qui reflète les petites joies et les petites tristesses d'un immense public de jeunes et de moins jeunes au cœur de minidette.

L'école est finie est la première chanson à succès. Suivent : *Ma première surprise-partie*, *le Follore américain*. C'est toi que j'aime, d'autres chansonnettes dont Claude Carrère tire le maximum de profits. En 1984, une affaire de confection portant le label Sheila dispose bientôt de quatre cents points de vente. Pygmalion et son élève résistent ensemble près de vingt ans. Aujourd'hui, Claude Carrère est l'un des producteurs indépendants qui comptent dans l'industrie phonographique : plus de 7 % du marché. Sheila se présente sur une scène pour la première fois de

après les gales. Mais je n'étais pas malheureuse. Même si je ne saisis pas très bien les tenants et les aboutissants de certaines opérations commerciales comme les boutiques Sheila.

J'ai été la personne qui portait des jolies robes pour mettre en valeur un empire qui se montait et faisait peu à peu sa place dans le monde du spectacle. Le temps, l'expérience, m'ont donné des envies de liberté. Au début des années 80, je suis partie vivre quelques mois à New-York et j'ai exorcisé des moments d'angoisse, j'ai passé des blessures provoquées par l'image de Sheila et qui m'ont marquée dans ma vie de femme. La rumeur s'était répandue, quand j'étais enceinte de mon fils, que je portais un coussin sur le ventre ou que j'étais gonflée avec un ballon d'air. Ce sont des choses qui ne s'effacent jamais.

Après New-York, j'ai décidé de continuer à chanter. D'assumer ce que j'ai vécu, ce que je suis, ce que je voudrais être. Depuis trois ans, je travaille avec Yves Martin, qui écrit mes chansons et produit mes albums. J'aimerais me constituer un vrai répertoire, qui me colle à la peau, avec des chansons qui parlent de problèmes de bonne femme, d'une fille qui a trente-huit ans. J'ai envie de musique et de tendresse.

Les gens vont venir me voir au Zénith. Par curiosité et en se demandant si je vais tenir le coup, si je vais chanter en play-back ou en direct.

Moi, je veux simplement savoir si je peux faire un spectacle. Advienne que pourra. Mais j'ai très peur.

Propos recueillis par CLAUDE FLEOUTER. * Zénith à partir du 22 février, 20 h 30.

du 19 février au 24 mars 1985

La puce à l'oreille

de Georges Feydeau
mise en scène : Marcel Maréchal
décors et costumes : René Allio

théâtre national de Marseille
La Crie
Marcel Maréchal
30, quai de la République
13007 Marseille
tél (01) 54 74 64

CREATION T.N.M.

Boehmer



L'esprit malin se saisit du Docteur Faustus et boucscule le rêve allemand.

COMPOSITEUR HOLLANDAIS

KONRAD BOEHMER, le compositeur du *Docteur Faustus* présenté ce mercredi 20 février en création mondiale au palais Garnier, est né en 1941, et qui plus est en plein Berlin : un enfant de la guerre, il a le teint lisse d'un gamin non égratigné par les vicissitudes de l'existence, ou encore cette complexion pâle des intellectuels austères, de certains ecclésiastiques minces à qui l'on ne peut donner d'âge. Il est vêtu « cuir ». Ses cheveux sont coupés ras (mode) et son front est vaste. L'ensemble du visage est dessiné en hauteur. On peut discerner deux rides également verticales, très légères, entre les yeux clairs que protègent des lunettes rondes cerclées de noir.

Son ironie peu soucieuse de prudences diplomatiques doit savoir dévaster, mais envers lui-même aussi. Il vit aux Pays-Bas depuis quinze ans, mais ne se considère pas comme appartenant au paysage musical de ce pays. Il aime Amsterdam pour son calme ; la ville est peut-être encore plus jolie que Paris, d'après une chanson. Il y a atterri par hasard.

Dans les années 50 et jusqu'à 1958 il vivait à Cologne : il a étudié à l'école de Gottfried Michael Koenig. C'était le temps fameux où le studio de musique électronique de la Radio de Cologne drainait tout ce que l'Europe comptait de compositeurs importants, l'époque où Stockhausen et Kagel inventaient à qui mieux mieux et s'affrontaient. « La guerre des étoiles », dit Boehmer, rappelle comment dans ce contexte Zimmermann, déjà, avait de la peine à faire entendre son génie trop sensible, Zimmermann qui se suiciderait ensuite : « Le seul de tous à passer d'une fébrile culture, à tout le monde était là, on passait régulièrement : Ligeti, Cage, Pousseur, Boulez, Nono, Maderna.

L'insolent

« Imaginez, dit Boehmer, un état de nervosité permanente, tous ces géants en lutte dans une ville aussi provinciale et petite-bourgeoise que celle décrite par Thomas Mann dans *Tonio Kröger*. Ou bien j'étais, et je me contentais de devenir un petit professeur de piano au conservatoire, ou bien je prenais le large. Je me suis sauvé : l'université d'Utrecht au bon moment, me proposait de travailler dans son studio. Une invitation acceptable. L'occasion d'échapper, cela ne signifie pas que j'aie trahi l'école de Cologne, au contraire ; certains de mes collègues restés là-bas ont opté ensuite pour des musiques minimalistes ou néo-romantiques, moi jamais.

« Je pense encore — comme prôneit Stockhausen au départ — qu'à l'ère de la reproduction par disques et vidéo il faut écrire des œuvres tellement complexes qu'à la cinquième audition on leur trouve toujours quelque chose de nouveau. Cela implique de ne pas produire à tout bout de champ, de savoir refuser des commandes. Pour assurer la vie matérielle je fais des programmes de radio, j'enseigne, j'écris des articles de journaux sérieux, mais cela ne demande pas la même énergie.

Les articles de Boehmer dans *Hollande libre* semblent précisés.

ment avoir souvent été assez insolents pour faire de beaux scandales. Sans craindre la polémique, le jeune homme eut, entre autres, y qualifier les *Hymnes* de Stockhausen de *Commissaires Burana* de l'électronique.

Et ce n'est pas un hasard, au fond, si, depuis 1974, Boehmer s'est attaqué au personnage du Docteur Faustus, ce « rêve allemand », comme il dit en rigolant. « Il s'agissait moins pour moi de faire un opéra de plus sur ce thème que d'écarter le rideau, d'aller derrière la brume mythologique, voir qui était Faustus dans la réalité historique. Et ce qu'il a nous dire maintenant, où s'achève l'ère du capitalisme bourgeois. Faustus a vécu la fin du Moyen Âge, le passage abrupt à la Renaissance, une période à laquelle on s'est intéressé beaucoup récemment comme pour remonter aux sources.

Une histoire

« On a idéalisé, falsifié la figure du chercheur de la vérité et de la beauté (le Faust de Gounod par exemple est une falsification romantique). En fait, il n'avait rien d'un idéaliste, il était quelqu'un de très terre-à-terre, vulgaire même. Une sorte d'inspecteur moine dévot de chercher l'absolu qui de rejeter la société du XV^e siècle : un marginal auquel on interdisait l'accès de certaines villes parce qu'il avait séduit des petits garçons d'école. Un pauvre idiot de village à l'écart des mœurs établies. Boehmer a retrouvé les lettres d'un ébrié décrivant les crimes supposés de l'illuminé qui prétendait connaître par cœur Hérode, jouait au magicien et à l'astrologue par goût de l'aventure, de l'entreprise.

Il poursuit : « Le moine Trithemius, dans sa haine et son dédain, n'aurait pas été si violent et si disert si lui aussi n'avait pas été passionné d'alchimie. Il m'a paru être une sorte d'inverse de Faust. J'ai donc remplacé le Méphistophélès habituel par ce personnage. »

Boehmer, toujours en cherchant dans les documents historiques, a déniché en guise d'homonculus non plus une créature artificielle, mais un petit garçon berger qui a réellement existé au XV^e siècle en Allemagne et qui prêchait aux habitants de son village ce que la Vierge lui disait en apparitions — des choses un peu révolutionnaires au goût de l'Eglise... « J'ai combiné artificiellement des réalités, dit-il, pour arriver à une mosaïque plausible, à une sorte de tapis dramatique. Parce qu'à la fin un opéra est un opéra, il faut que ça raconte une histoire. Je suis contre les oratorios où rien n'arrive vraiment. Contre les étiologies. Le Saint François d'Oliver Messiaen ou le Ring de l'univers de Stockhausen sont à cet égard des drames liturgiques, didactiques. »

Boehmer, constatant que tous ceux qui se mêlent d'écrire aujourd'hui des opéras remontent aux formes du XV^e siècle, se réfère eux « drames en musique » selon Monteverdi. Ainsi introduit-il dans son « drame » un groupe pop, à l'issue duquel un étrange voyage de Faust à travers les temps.

MATHILDE LA BARDONNIE.

Opéra de Paris, les 20 et 22 février à 19 h 30 ; et le 23 à 20 heures.

Gustav Mahler

LE GÉNIE FOUDROYÉ

LE monument est achevé. Plus de trente ans de la vie d'Henry-Louis de La Grange ont abouti à cette fantastique biographie de Gustav Mahler en trois tomes et trois mille huit cents pages. Commencée au plus noir de la méconnaissance de son génie, elle se termine à l'apogée de la gloire posthume du compositeur. Nous avons assez dit (*le Monde* des 26 décembre 1979 et 6 janvier 1984) les qualités de cette œuvre, la somme fabuleuse des documents qu'elle rassemble, la richesse de l'intuition psychologique, la rigueur des méthodes de travail, pour ne pas y revenir.

Le *Génie foudroyé* s'ouvre en 1907, lors de la dernière année de Mahler à Vienne, et analyse comment et pourquoi il a quitté la direction de la Hofoper, les campagnes menées contre lui, les mensonges répandus sur sa gestion. Mais, comme les trois tomes du destin dans sa *Symphonie*, l'arrachement de ce départ s'accompagne de deux autres drames : la mort de sa fille Pauline et la découverte d'une maladie de cœur, révélée sans précaution.

Ce n'est pas du cœur qu'il mourra, mais ce diagnostic et la vie physique diminuée qu'il entraîne pour un sportif tel que lui changeant entièrement sa vision de la vie et des choses, et va déterminer un tout autre cours de son œuvre, avec le *Chant de la Terre*, les 9^e et 10^e Symphonies.

Pourtant une nouvelle existence commence pour Mahler, en Amérique, où il déploiera une activité aussi intense qu'à Vienne pendant



Alma Mahler, par Oscar Kokoschka, fin de siècle, 1913.

trois saisons et demie, au Metropolitan Opera d'abord, puis à la tête de l'Orchestre philharmonique de New-York. Henry-Louis de La Grange le suit presque jour après jour à travers mille articles de presse, sa correspondance et des témoignages nombreux, et cela nous vaut une évocation passionnante de la vie musicale de la capitale américaine à cette époque.

Les brutalités ne lui sont pas épargnées, mais, contrairement à une légende tenace, ces années américaines auront été un grand succès (en dépit de luttes féroces comme celle qui oppose, à distance, Mahler et Toscanini pour la suprématie au Met) ; elles seront malheureusement gâchées tout à la fin par un conflit avec le Philharmonique, coïncidant avec la dernière maladie

du musicien, et qui a sans doute contribué à l'aggraver.

Ce volume capivera surtout le lecteur par tout ce qui touche le créateur, l'audition triomphale de la 8^e Symphonie à Munich (on l'unique apparition de Mahler en France), la composition de ses trois dernières œuvres (magistralement analysées) et naturellement les rapports conflictuels avec sa femme, qui semblent devenir un des hauts lieux de la contestation mahlerienne (1).

La Grange ne cache rien des frustrations d'Alma, de ses maladies psycho-somatiques, de ses fureurs et de ses amours, qui aboutissent à la catastrophe de l'été 1910, où Mahler reçoit directement de l'Amant de son épouse, le grand architecte Gropius, une lettre destinée à celle-ci. Bouleversement

indescriptible qui va entraîner chez l'homme un état de régression terrifiant, mais non chez le compositeur : les esquisses de la 10^e Symphonie, ce même été, couvertes de notations poignantes sur le drame qu'il vit, « ne laissent entrevoir aucune trace de fléchissement, pas plus dans l'inspiration que dans la technique ». « Voici que tout à coup ce maître absolu était devenu un esclave ; voici que, accablé d'une culpabilité sans limites, il se traînait à ses pieds, en proie au démon de l'auto-destruction... »

On jugera du dossier sur pièces, et l'auteur, s'il se montre sévère pour Alma, n'en reconnaît pas moins la profondeur et la grandeur de son attachement à son mari. Il reste que, lorsque l'on considère tant de documents irréfutables sur la vie du musicien à cette époque, on doit évidemment conclure que « si le terrible choc psychologique (de 1910) et une « maladie infectieuse », alors inguérissable, ne l'avaient successivement frappé, il aurait pu mener encore de nombreuses années une existence très active ». — Mahler, qui nous laisse une œuvre titanique, est mort en 1911, à cinquante ans.

JACQUES LONGCHAMPT.

* Henry-Louis de La Grange : *Gustav Mahler, tome II, « Le Génie foudroyé »*, Editions Fayard, 1366 pages, relié, avec soixante-huit illustrations en noir, 390 F.

(1) Cf. le livre de Françoise Xenakis, *Zut, ou encore publié Madame Freud* (chez Jean-Claude Lattès) et l'article de Jacqueline Fattier (*le Monde* du 8 février).

« LA MUSIQUE COMME RELIGION »

HENRY-LOUIS de La Grange, l'auteur de *Gustav Mahler*, n'a jamais rencontré le compositeur. Et pourtant il y a consacré sa vie. L'histoire d'une passion.

« Comment est née votre passion pour Mahler ?

— En 1939, mes parents m'ont envoyé à New-York pour faire des études de *business*. Mais je n'avais qu'une idée en tête : la musique. Quand j'ai entendu pour la première fois, dirigée par Bruno Walter, la 4^e Symphonie, elle m'a paru tout à

couvrir les yeux. Laissez-moi reprendre le catalogue... Oui, le mot sensuel qu'on a employé à son époque pour la bouche ne me paraît pas adéquat. Le dos de sa tête est tout à fait vertical, il prolonge la ligne du cou, il n'y a pas la prépondérance qu'on trouve en haut du crâne chez la plupart des humains. Je parlais des plus profonds autour de la bouche et du nez, d'un regard animé de l'intérieur, très fort. Je parlais du menton.

« Ce visage, avant même que Rodin ne le sculpte, s'impose comme

habileté à dire exactement le contraire de ce qu'on attendait. Et il y avait beaucoup de vérité dans ses contre-vérités.

— Mais son influence sur Mahler ?

— C'est tout un chapitre. Françoise Xenakis a raconté dans un livre que Mahler lui avait interdit de composer, et fait subir une vie sexuelle médiocre. Moi je suis un homme, Mahler est mon saint, il est l'homme qui m'a le plus apporté dans la vie ; lui-même envisageait son travail comme une mission, un apostolat, et la musique comme une espèce de religion. Tout ce qui avait tendance à freiner l'accomplissement de cette fonction, qui était un rite, lui était insupportable, il l'écarterait. Or Alma était une femme pour qui comptait avant tout la réalisation d'elle-même.

— Comment vivez-vous quotidiennement votre passion pour Mahler ?

— Je cherche l'utilité. Je ne pourrais pas admettre l'idée de mourir sans avoir terminé une biographie ; maintenant, je dois en contrôler la traduction anglaise. Je viens d'organiser un colloque où l'on s'est réuni entre mahleriens des cinq continents. On me dit parfois : après trente ans, vous devez tout savoir sur Mahler. Mais non ! On ne voit jamais le bout de son œuvre.

— Est-ce vraiment raisonnable d'organiser une exposition sur un compositeur ?

— Si de Mahler on ne pouvait montrer que les hiéroglyphes de ses partitions, la réponse serait non. Mais il a été aussi un grand chef d'orchestre ; pendant dix ans, il a dirigé l'Opéra de Vienne, et y a proposé des spectacles uniques qui ont réformé la mise en scène lyrique de son époque. Il est sorti de ce théâtre de cour où coïssaient seulement des toiles peintes pour entrer dans des décors pratiques. Et il a été un des premiers à utiliser la lumière de façon raffinée et moderne ; dans certains cartons de ses décors, on trouve trois fois la même scène avec des éclairages différents.

« Tout ça, c'est pour le côté plastique qui a trait au théâtre, et qui peut bien apparaître dans une exposition. Mais Mahler, par l'intermédiaire de son père d'Alma, qui était le secrétaire de la Sécession, le grand mouvement pictural viennois de la fin du siècle, a aussi été lié à

une pléiade de peintres, parmi lesquels Klimt ou Carl Mosler.

— D'autre part, les deux bronzes de Rodin n'avaient jamais été exposés simultanément, ce qui est l'occasion aujourd'hui d'observer leurs différences. Toutes les esquisses en terre cuite et en plâtre sont sorties pour la première fois des caves du musée Rodin. Avec le grand marbre, cela ne fait plus un seul Rodin, mais cinq effigies différentes. Il était enfin intéressant de montrer comment Mahler peut vivre encore aujourd'hui parmi les peintres, avec des œuvres d'Adami, d'Erro et de Maderna.

Le masque mortuaire

— Comment avez-vous pu enrichir votre collection ?

— J'ai aimé Mahler à une époque où il n'avait aucune popularité : dans les années 1933 et 1934, ses lettres ne valaient rien. Et, selon les gens que j'ai rencontrés, au hasard des ventes ou chez des marchands d'autographes, j'ai acquis quantité d'affiches, de manuscrits et de partitions qui, ensuite, sont devenues très rares.

— Parmi ces objets, quel est celui que vous chérissez le plus ?

— Est-ce que ce sont les manuscrits, est-ce que c'est le masque mortuaire, est-ce que c'est le Rodin ? C'est peut-être tout de même le masque mortuaire. Il n'a rien de triste, il est d'une extraordinaire beauté.

« Je vous avouerai qu'à une époque de ma vie où j'étais moins sûr de moi, je quittais souvent Paris en emportant le Rodin avec moi. J'ai peut-être vingt ans en Corse, au cours desquels j'ai écrit cette biographie. Avant l'existence des photocopies, j'avais besoin de montagnes de dossiers, je les chargeais à l'arrière de ma camionnette avec le buste de Rodin dans une caisse. Si tôt arrivé, je le posais sur ma table de travail. Un jour j'ai mis les lunettes sur son masque mortuaire et je me suis aperçu que c'étaient bien les lunettes de Mahler. »

Propos recueillis par HÉRY GUBERT.

* Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-16^e. Jusqu'au 31 mars. Catalogue 135 F.



Buste de Mahler par Rodin (1911), connu également sous le titre de « Mozart ».

fait scandaleux : ce faux classicisme, comme du Haydn déjoué, ce mélange d'ironie et de naïveté, m'ont provoqué. Je me suis demandé : est-ce qu'il est en train de se ficher de nous ou de ne pas savoir écrire d'autre musique que celle qu'on écrivait un siècle avant lui ? Puis, très vite, Mahler est devenu pour moi un parent.

— On présente beaucoup de photos de lui dans cette exposition, mais vous qui le connaissez si bien, comment pourriez-vous le décrire à quelqu'un qui ne pourrait pas les voir, à un aveugle ?

— (Il ferme les yeux.) C'est un visage qui a été sculpté par l'intérieur au cœur des années. Il a un nez prédominant, une bouche assez mobile, très proche des dents : assez minces, les lèvres ne sont pas larges, les joues sont assez creusées. Mais comme c'est difficile de décrire le visage que je connais le mieux ! (Il

reouvre les yeux.) Laissez-moi reprendre le catalogue... Oui, le mot sensuel qu'on a employé à son époque pour la bouche ne me paraît pas adéquat. Le dos de sa tête est tout à fait vertical, il prolonge la ligne du cou, il n'y a pas la prépondérance qu'on trouve en haut du crâne chez la plupart des humains. Je parlais des plus profonds autour de la bouche et du nez, d'un regard animé de l'intérieur, très fort. Je parlais du menton.

« Ce visage, avant même que Rodin ne le sculpte, s'impose comme

une sculpture ; on dirait qu'il a été sculpté par la personnalité. On peut lire dans ce visage douloureux bien des adversités. J'allais oublier le principal : son immense front, avec ses célèbres veines dont ses contemporains disent qu'elles se remplissaient d'orage, qu'elles se mettaient à barboter et à s'animer sous le coup de la colère.

— On montre aussi beaucoup de photos d'Alma, son épouse ; vous l'avez rencontrée, comment était-elle ?

— Elle n'était plus belle. Elle était une vieille dame, je ne dirais pas du tout indigne, mais orgueilleuse, très consciente de sa supériorité sur l'humanité entière. Elle avait un visage tout en courbes, très séduisant, dans lequel on devinait aussi une grande dureté. Elle avait une grande pitié pour elle-même et minuscule pour les autres. Son charme provenait surtout de son

صكزا من الاصل

Rodin à redécouvrir

MEUDON : LE GRAND ATELIER DES PLÂTRES

SUR les hauteurs de Meudon, avec Paris pour toile de fond, et dans un lointain proche le chemin de fer sur ses énormes piles : un jardin, une maison et un atelier, un musée et ses réserves en sous-sol, enfin une tombe couronnée par un *Penseur*. C'est Auguste Rodin et Rose Beuret, épouse in extremis en 1917.

Les amoureux du pittoresque, les romantiques, les amateurs de souvenirs personnels, ceux qui voudraient se plonger dans l'intimité de la vie de l'artiste, en seront pour leurs frais. L'intérêt des lieux, très peu connus, est immense, mais ailleurs, du côté du geste créateur, du modelage, de la pratique du sculpteur, du travail en train de se faire, du côté du musée qui renferme les plâtres, et non de la petite maison.

De la petite maison de style Louis XIII, acquise par Rodin en 1895, il n'y a pas grand-chose à dire : elle est dans le goût bourgeois du dix-neuvième siècle. Ce que dut bien sentir le sculpteur, qui s'employa, au fur et à mesure, que la gloire montait, à donner du panache à son domaine.

Il ramena des antiquités dans le jardin. Il y remonta d'abord le pavillon de l'Alma, construit spécialement pour présenter ses œuvres à l'Exposition universelle de 1900 ; puis, en 1907-1908, ce qui restait de la façade du château d'Issy-les-Moulineaux (dix-septième siècle), détruit par un incendie en 1871, et qui s'appuyait aujourd'hui sur le musée, élevé entre 1929 et 1931, grâce aux largesses d'un mécène américain, Jules Matthei, le fondateur du musée Rodin de Philadelphie. C'est d'ailleurs probablement en vue de cette construction que le pavillon de l'Alma fut démoli.

Domage. Premier choc : la salle à colonnes cannelées du musée, aux baies largement ouvertes qui attrapent toute la lumière du jour. Presque blanc sur blanc, les plâ-

tres pour les grands monuments sont réunis - des études, des maquettes, des variantes et des modèles, pour les *Bourgeois de Calais*, pour la *Porte de l'enfer*, le grand œuvre qui ne s'acheva qu'avec la mort de l'artiste, pour *Victor Hugo*, pour *Balzac* dont on voit plusieurs terribles nus bedonnants et ce fantastique manteau dressé, vide de corps, inhabité. Des choses à faire pâlir d'envie les sculpteurs d'aujourd'hui, de Segal à César.

Deuxième choc : les réserves - qu'en principe on ne visite pas, - où, pile-mêle, plusieurs milliers de plâtres - entre cinq mille et dix mille - sont entassés depuis des décennies sur des étagères en bois, et n'ont encore jamais été répertoriés. Ici c'est une croupe, là un bras qui émerge des rayonnages, et là, dans des caisses, des mains de tous les formats, plâtres, crispées, tendues, et des doigts, et des bouts d'anatomie, et des morceaux de détail, et des mondes aussi.

La poussière aidant l'amoncellement, on se croirait presque au couvent des capucins de Palerme, là où les corps se dessèchent, mais dépeçés fripés en moins. Ou

tout bonnement dans le hangar d'un site en cours de fouilles.

C'est vrai que la mise en ordre de tout cela relève d'un travail d'archéologue, à cette différence près tout de même qu'on dispose de plus de documents d'archives, de plus d'indices pour tenter de rétablir le parcours de création, toujours difficile à reconstituer avec Rodin. Celui-ci avait en effet l'habitude d'opérer sur plusieurs fronts à la fois, de reprendre, d'associer des parties d'ouvrages différents pour créer de nouvelles pièces, de casser, d'ajuster, d'agrandir, de diminuer, de remodeler et de remouler, comme l'a bien montré l'étude sur le monument aux *Bourgeois* faite en liaison avec le musée de Calais (1).

Inventorier, classer, nettoyer, photographier, restaurer... tout est à faire. Ce à quoi s'emploie depuis à peine plus d'un mois Nicole Barbier, la nouvelle conservatrice chargée de Meudon, par où passe obligatoirement toute recherche sérieuse sur l'œuvre sculptée de Rodin.

Le travail est commencé simultanément dans le musée, où l'on brosse et restaure en vue de l'ouverture régulière au public à partir de mai - très exactement

Le musée Rodin, c'est à Paris. A partir du mois de mai, il sera aussi à Meudon où l'annexe rénovée exposera des œuvres inconnues du sculpteur.



« La Terre et la Lune », vers 1898. Marbre acquis en 1984 par le musée Rodin.

YAURAIT-IL une détermination du musée de la rue de Varenne à modifier son image d'institution discrète et peu entreprenante ? Image d'un musée qui a annuellement assuré : environ trois cent mille visiteurs par an (près de cinq cent mille avec l'exposition Camille Claudel, l'année dernière - un succès de librairie, d'abord), sans avoir besoin de faire campagne, parce qu'il est le gardien des œuvres d'un des plus formidables sculpteurs de tous les temps. Ce qu'aujourd'hui, après l'avoir quelque peu oublié, on est tout prêt à admettre à nouveau - le succès de l'exposition de Washington en 1981 l'a montré (1) - comme on est prêt à en reprendre l'étude plus à fond et sans de nouveaux

angles. Nous sommes, n'est-ce pas, dans une période qui a le goût de « revisiter », en particulier les personnalités ébarbées du vingtième siècle, et qui éprouve un regain d'intérêt pour la statuaire, les monuments et les questions de commandes publiques.

Mais cette nouvelle curiosité à l'égard de Rodin, le musée de Paris n'est pas exactement en mesure de la satisfaire. Son retard, par rapport aux exigences actuelles des chercheurs comme du public, est considérable. A preuve ce dernier volume de l'inventaire des dessins, qui sort seulement maintenant, et qui déçoit. L'amateur aimait - pour le prix - y voir de bonnes reproductions, ou bien avoir affaire d'emblée au catalogue raisonné, dont on est loin (2).

PARIS : LE PARADOXE DU MUSÉE

On est évidemment amené à se demander le pourquoi de ce retard dans le domaine des publications, comme de la présentation des collections. On découvre alors, par-delà les personnes et l'héritage d'un passé où le rôle du musée n'était pas pensé, comme maintenant, la situation tout à fait extraordinaire de Rodin : un paradoxe. Celui d'un musée qui dispose de revenus suffisants (provenant de l'édition des bronzes originaux) pour vivre bien en se passant des subventions de l'Etat - chose plutôt rare aujourd'hui - mais qui vit mal, devant se soumettre à la loi commune des établissements de même statut que lui - celui d'un établissement public autonome - toujours déficitaires.

Le musée Rodin n'est, par exemple, pas libre d'agir selon ses besoins en personnel, ce qui lui manque le plus, alors qu'il a les moyens d'en engager. Musée national, il dépend de la direction des musées de France pour la nomination des conservateurs, comme d'une partie des contractuels, dont le recrutement n'est pas facilité par la loi de 1983, visant à leur intégration dans la fonction publique (et qui a pour effet la non-création de postes nouveaux).

A Rodin, faute de gardiens (actuellement deux postes vacants ne sont pas remplacés), on est obligé de fermer l'exposition Jacobson entre 11 h 30 et 14 h 30. Pour

les mêmes raisons, l'accès à la collection personnelle de Rodin, qui comporte beaucoup d'antiques fort intéressants, n'est pas autorisé. Même ainsi, on est à la limite des conditions de sécurité.

Quant aux conservateurs, jusqu'en 1972, il n'en a eu qu'un. Après 1972 il y en a eu deux, puis un, depuis l'automne dernier. C'est peu si l'on considère l'étendue de l'œuvre et de l'héritage qu'il y a à gérer : sept mille dessins, autant de plâtres, des archives, en plus des marbres, des bronzes...

De fait, l'organisation du musée d'aujourd'hui repose toujours sur le décret de sa création en 1919, qui lui a permis de vivre longtemps comme un musée du dix-neuvième siècle. Ne serait-il pas temps de le laisser profiter de sa prospérité financière, ce qui lui donnerait un nouvel essor ? Quelques assouplissements, quelque réforme de statut, débarrasseraient la situation et autoriseraient la réalisation rapide de projets qui ne sont pas très nouveaux, notamment celui de la réorganisation des collections, dans l'hôtel Biron. Qui en ont bien besoin.

G. B.

- (1) - Rodin rediscovered. National Gallery of Art, Washington D.C.
- (2) - Premier volume de l'inventaire, tome IV, 1500 dessins reproduits, 590 p.



LES BRONZES : MULTIPLES ET ORIGINAUX

UNE des caractéristiques inhérentes de la sculpture en bronze, c'est le multiple. De son vivant Rodin ne s'est pas privé de ce moyen de diffuser son œuvre. Et l'Etat, héritier du sculpteur, non plus, dès la création, en 1919, du musée.

Rodin avait par exemple des contrats avec des firmes spécialisées pour l'édition à plusieurs centaines d'exemplaires de réductions d'œuvres à succès comme le *Baiser*, l'*Éternel Printemps*, et la *Jeunesse triomphante*, qui étaient patinées par les éditeurs eux-mêmes.

N'existaient pas alors de loi limitant les tirages, ni de notion stricte d'édition originale, pas plus que l'obligation de dater ou de mentionner l'origine de la fonte (1). On peut imaginer la difficulté qu'il y a de cerner aujourd'hui cette production, d'autant que Rodin a traité avec une trentaine de fondeurs, de Paris, de Belgique, de province. Un vrai casse-tête pour les experts. Une bonne raison pour les acheteurs d'y regarder à deux fois avant de reconnaître la « bonne fonte » qui aurait été contrôlée par Rodin.

On peut prendre l'exemple des bronzes provenant de l'atelier d'Alexis Rudier, généralement considéré comme le fondeur de Rodin, et qui, repris par le fils dès le début du siècle, a continué à réaliser des tirages jusqu'à dans les années 50, en gardant le nom du père.

Cette maison travaillait d'ailleurs pour le musée qui, entre les deux guerres, continua d'exploiter les réductions en série des œuvres déjà mentionnées, et étendit la diffusion d'autres réductions mécaniques, notamment des *Bour-*

geois, du *Penseur* et du buste de Victor Hugo. Le musée fit aussi procéder au tirage de nouveaux sujets dans leur taille originale en les limitant à douze ou vingt-cinq épreuves. La production à l'époque était entre les mains d'agents ensembliers qui agissaient comme des courtiers, pour le compte du musée. Des abus. Qui, bien sûr.

Pendant la guerre, les choses ne se sont pas tellement arrangées. On sait qu'il y eut des fontes commandées directement aux fondeurs. Ainsi la *Porte de l'enfer*, qu'Arno Brecker, le sculpteur de Hitler, fit couler pour le III^e Reich et qui, mise sous séquestre à la fin de la guerre, a été achetée par la Kunsthau de Zurich.

La mise en ordre

C'est seulement à partir de 1945 que la production des bronzes de Rodin commença à être sérieusement contrôlée par le musée, avec son nouveau conservateur, Mme Cécile Goldschneider. On reprit les éditions en adoptant le principe de la limitation des tirages. On procéda à des fontes complémentaires de celles qui existaient déjà, mais probablement en sous-estimant leur nombre. On commença aussi à exploiter des plâtres qui n'avaient encore jamais fait l'objet d'édition en les limitant systématiquement à douze épreuves, plus une épreuve 0 pour les collections du musée lui-même.

Actuellement, les fontes du musée Rodin répondent à la définition légale de l'édition originale des sculptures en bronze telle qu'un décret de 1981 la précise. Douze épreuves numérotées, dont quatre en chiffres romains, destinées à des institutions et des organismes culturels

français et étrangers, à commencer par le musée.

Chaque année, quatre ou cinq pièces sont choisies après enquête et vérifications des tirages existants. Ce sont des pièces de moyennes ou de petites dimensions, les grands sujets étant presque tous épuisés. Les prix sont fixés en fonction de l'importance et de la complexité de la réalisation, de son prix de revient, mais aussi de la cote générale de l'œuvre.

Les clients ne manquent pas. Le musée est en effet sollicité par de nombreux musées étrangers à l'occasion d'expositions. Parmi les bons clients, il y a le Japon, les pays scandinaves, l'Angleterre et, en tout premier rang, les États-Unis, grâce à un mécène, un vrai manitou de Rodin, Gerald Cantor. Celui-ci est à l'origine de la création, à l'université Stanford en Californie, d'un jardin de sculptures consacré à Rodin. C'est pour Stanford que fut commandée, il y a sept ans, la cinquième épreuve de la *Porte de l'enfer* (trois ans de réalisation ; prix de vente 2 000 000 dollars) qui, après avoir été un des fleurons de l'exposition « Rodin rediscovered » en 1981 à la National Gallery de Washington, n'a fait le tour des plus grands musées américains avant son installation définitive. Actuellement, un groupe des *Bourgeois* est en cours d'édition, toujours pour le musée de Stanford. Et deux *Portes* sont en négociation (pour l'Allemagne et les États-Unis).

Ceux qui ont pensé que les revenus du musée Rodin allaient baisser du jour où il perdrait ses droits d'exclusivité se sont trompés. L'œuvre est tombée dans le domaine public en 1982, et c'est plutôt l'inverse qui se produit. Sans doute parce que le musée Rodin offre les meilleures garanties, mais aussi parce qu'il est en possession d'un peu près 95 % des plâtres originaux à

partir desquels on peut réaliser les fontes.

Quant à savoir si Rodin serait ravi de l'exploitation de son œuvre, on peut toujours citer cette lettre écrite à Léonce Benedite, qui fut l'organisateur et le premier conservateur du musée, dans laquelle l'artiste disait : « Je voudrais, avant que le permis-tront les ressources de mes droits d'auteur, que mes œuvres qui n'existent qu'en plâtre à Meudon soient réalisées en bronze pour donner un aspect définitif à l'ensemble de mon œuvre. »

G. B.

- (1) La numérotation des épreuves, la mention de copyright et la date de fonte sont obligatoires seulement depuis 1968.

COMPAGNIE MORIN-TIMMERMAN

LE PLUS HEUREUX DES TROIS

Eugène LABICHE

« Un scénario de situations que l'auteur n'a pas écrit : les Marx Brothers. »
« A la même de plaisir. » (Femmes d'aujourd'hui)
« Des choses à regarder de près. »
« M. COURNOT (Le Monde). »
« Une pièce délicate et savoureuse. »
« A. BELLOT (Le Quotidien de Paris). »

Le THÉÂTRE de la MADELINE annonce qu'en raison de la présence de Richard BOHRINGER, de rennes des années 1983, la représentation de **L'OUEST, LE VRAI** de Sam Shepard, du samedi 2 mars, sera exceptionnellement décalée de 20 h 45 à 21 h 30.

SAINT-EXUPÉRY

87, rue Vieille-du-Temple (39)
11 h - 18 h (sauf mardi), jusqu'au 25 février
ARCHIVES NATIONALES - 277-11-30

DERNIERS JOURS

FONDATION CALOUSTE GULBENKIAN
Centre culturel portugais
51, avenue d'Iéna, Paris-16 - 720-86-84

ARSHILE GORKY

peintures - dessins
12 h à 18 h du lundi au samedi
du 17 janvier au 9 mars

TERRE VESKAYA

théâtre de la température
328 36 36

Salles I - du mardi au samedi 20 h 30 - dimanche 15 h

BECKETT

A.R.R.T.
patrice thoméré

Salles II - vendredi - samedi 21 h - dimanche 15 h 30

à partir du vendredi 22 février

CINEMA

SOS FANTOMES (A. v.o.) : Marboul, 9 (561-94-95) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40).

STAR TREK III LA RECHERCHE DE SPOCK (A. v.o.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount City Triomphe, 8 (562-54-76) ; UGC Ermitage, 8 (562-54-76) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Images, 18 (522-47-94).

STAR WAR, LA SAGA (A. v.o.) : LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Eclair, 13 (707-25-04) ; Espace Galté, 14 (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A. v.o.) : UGC Opéra, 9 (742-56-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18) ; Elysees Lincoln, 8 (359-36-14) ; Parisiens, 14 (320-30-19) ; Olympia Entrepre, 14 (544-43-14).

LE TELEPHONE SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (Fr.) : Arcades, 2 (232-54-58) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

TRANCHES DE VIE (Fr.) : Gaumont Halles, 1 (297-49-70) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Berlioz, 2 (742-60-33) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; George-V, 9 (562-54-76) ; La Paris, 8 (359-33-99) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; Marseville, 9 (770-72-86) ; Nations, 12 (142-94-57) ; Favelette, 13 (331-56-86) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Paramount Maillet, 17 (758-24-61) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01) ; Gambetta, 20 (636-10-96).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : République Cinéma, 11 (805-31-33).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucarne, 6 (544-57-34).

UN FILM (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18).

URGENCE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2 (326-40-40) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; George-V, 9 (562-54-76) ; Paramount City Triomphe, 8 (562-54-76) ; Marseville, 9 (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14 (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18 (522-46-01).

LA VIE DE FAMILLE (Fr.) : Forum Orient Express, 10 (232-42-56) ; Imperial, 2 (742-72-52) ; Orléans, 6 (63-79-38) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; Parisiens, 14 (335-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Muret, 16 (651-99-73).

Les grandes reprises

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A. v.f.) : Espace-Galté, 14 (327-95-94).

ALL THAT JAZZ (A. v.o.) : Châtelet Victoria (H. sp.), 1* (508-94-14).

ALIEN (A. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (532-91-68).

L'ANNEE DERNIERE A MARIENBAD (Fr.) : Eclair, 13 (707-25-04).

ARTHUR RUBINSTEIN, L'AMOUR DE LA VIE (A. v.o.) : Reflet, 3 (354-42-34).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A. v.o.) : Saint-Michel, 5 (326-79-17).

BARBEROUSSE (Jap. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl. v.o.) : Grand Pavois, 15 (554-40-83).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Daufert (H. sp.), 14 (321-41-01).

BLADE RUNNER (A. v.o.) : Studio Galand, 3 (354-72-71).

BLANCHE COLOMBE ET VILAINS NESSUS (A. v.o.) : Action Christian, 6 (329-11-30).

LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE (v.f.) : Nations, 12 (142-94-57).

LE CHOIX DE SOPHIE (A. v.o.) : Temples, 3 (272-94-56).

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A. v.o.) : Temples, 3 (272-94-56).

CLEOPATRE (A. v.o.) : Péniche des Arts, 15 (527-75-55).

COUP DE COEUR (A. v.o.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).

LA CORDE (A. v.o.) : Eclair, 13 (707-25-04).

CRA CUEVOS (Esp. v.o.) : Latina, 9 (770-72-86).

LES DAMNÉS (L. v.o.) : Daufert, 14 (321-41-01).

LA DRAGONNE DU FOU (Fr.-It. v.o.) : Latina, 9 (770-72-86).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It. v.o.) : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16).

DESSOUS OULALA (Sov. v.o.) : Châtelet Victoria, 1* (508-94-14) ; Saint-Lambert, 15 (532-91-68).

LES DEUX ANGLAISES (Fr. version intégr.) : Forum, 1* (297-52-74) ; Studio Galand, 3 (354-72-71) ; Olympia St-Germain, 6 (222-47-23) ; Balzac, 9 (561-10-60) ; Gaumont Ambassade, 8 (359-19-08) ; St-Lazare Pasquier, 9 (387-35-43) ; Action Lilliput, 9 (329-78-89) ; Olympia Marilly, 14 (544-43-14) ; P.L.M. St-Jacques, 14 (589-68-42) ; Parisiens, 14 (335-21-21).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).

EXCALIBUR (A. v.f.) : Opéra Night, 2 (296-62-56).

FAME (A.) : Rialto, 19* (607-87-61).

FRANCKE, SUR COEUR (A.) : André-Bazin, 13 (537-74-39).

LA FLUTE ENCHANTEE (Sécl. v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5 (326-84-65).

GREY CRASY (A. v.o.) : Temples, 3 (272-94-56).

HELLZAPOPPIN (A. v.o.) : Reflet Médias, 5 (633-25-97) ; Reflet Balzac, 8 (561-10-60).

LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES (A. v.o.) : Péniche des Arts, 15 (527-75-55).

INDIA SONG (Fr.) : Eclair, 13 (707-25-04) ; Saint-Ambroise, 11* (700-89-16).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) : Boite à films (H. sp.), 17* (622-44-21).

INDISCRÉTIONS (A. v.o.) : Champ, 5 (354-51-60).

JESUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15 (554-40-83).

JONATHAN LIVINGSTONE LE GOÉLAND (A. v.o.) : Marboul, 9 (561-94-95).

JOYEUSES PAQUES (Fr.) : Paris Loh-Bowling, 14 (606-44-63).

LITTLE BIG MAN (A. v.o.) : Champ, 5 (354-51-60).

LOULOU (All. v.o.) : Logis II, 5 (354-42-34).

MADAME PORTE LA CULOTTE (A. v.o.) : Action Christian, 6 (329-11-30).

MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A. v.o.) : Action Christian, 6 (329-11-30).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A. v.f.) : Nations, 12 (142-94-57) ; Paris Loh-Bowling, 14 (606-44-63).

METROPOLIS (All. v.o.) : Rialto, 19* (607-87-61).

MIDNIGHT EXPRESS (A. v.f.) : Capri, 2 (508-11-69).

ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX (A. v.o.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.o.) : Daufert, 14 (321-41-01) ; Boite à films, 17* (622-44-21).

PAS DE PRINTEMPS POUR MARINIE (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 1* (508-94-14).

PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 1* (508-94-14).

PIXOTE LA LOX DU PLUS FAIBLE (Brés. v.o.) : Cinéma Présent, 19* (203-02-55).

RACING BULL (A. v.o.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

ROBIN DES BOIS (A. v.f.) : UGC Ranelagh, 16 (288-64-44) ; UGC Marboul, 9 (561-94-95) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; Nations, 12 (142-94-57).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15 (554-40-83).

SOUVENIRS SOUVENIRS (Fr.) : Rialto, 19* (607-87-61).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-32) ; Grand Pavois, 15 (554-40-83).

TEX AVERY FOLIES (A. v.o.) : Action Beaulieu, 3 (325-72-07).

LA TRICHIE (Fr.) : Arcades, 2 (232-54-58).

28 000 LIEUX SOUS LES MERS (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (329-44-40) ; (v.f.) : Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Opéra, 9 (742-56-31) ; UGC Danubius, 6 (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (374-94-94) ; UGC Ermitage, 8 (562-54-76) ; UGC Boulevard, 9 (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; UGC Convention, 15 (828-42-27) ; Nations, 12 (142-94-57) ; Parisiens, 14 (335-21-21) ; Napoleon, 17* (622-44-21) ; Images, 18 (522-47-94).

VICTOR VICTORIA (A. v.o.) : Saint-Michel, 5 (326-79-17).

Les séances spéciales

L'AGE D'OR (Fr.) : Temples, 3 (272-94-56), dim. 21 h.

BIQUEFARRE (Fr.) : Olympia, 14 (544-43-14), 18 h (en sem.).

CASANOVA (de Fellini) (It. v.f.) : Temples, 3 (272-94-56), dim. 18 h 20.

LES CHAMIONS DE FEU (Brit. v.o.) : Boite à films, 17* (622-44-21), 20 h, lun. mar. 13 h 40 et 20 h.

CHARULATA (Ind. v.o.) : Studio Galand, 3 (354-72-71), 16 h.

LES CHENES DE PAULINE (Fr.) : Châtelet Victoria, 1* (508-94-14), 16 h 15, sam. 23 h 55 ; Temples, 3 (272-94-56), sam. mar. 20 h, jeu. ven. 22 h, sam. 16 h.

LE COUP DE GRACE (All. v.o.) : Daufert, 14 (321-41-01), jeu. 17 h 10, sam. 15 h 20.

EASY RIDER (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 1* (508-94-14), 13 h.

ET DIEU CRÉA LA FEMME (Fr.) : Temples, 3 (272-94-56), sam. 16 h 30, dim. 16 h.

ELEPHANT MAN (Ang. v.o.) : Olympia Luxembourg, 6 (333-97-77), 12 h et 24 h.

L'ÉVANGILE SELON SAINT MATTHIEU (It. v.o.) : Châtelet Victoria, 1* (508-94-14), 18 h 20.

FARRERHQUE (Fr.) : Olympia, 14 (544-43-14), 18 h (en sem.).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Châtelet Victoria, 1* (508-94-14), 13 h 30 + Répétition-Cinéma, 11* (805-51-33), jeu. sam. lun. 22 h.

IVANHOE (A. v.o.) : République Cinéma, 15 (805-51-33), jeu. sam. lun. 22 h.

JOHNNY GOT HIS GUN (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16), mar. 22 h.

LES JOUEURS D'ÉCHECS (Ind. v.o.) : Beaubourg, 3 (271-52-36), lun. 11 h 55.

MEURTRE D'UN BOOKMAKER : Châtelet Victoria, 1* (508-94-14), mar. 18 h.

LE MÉPRIS (Fr.) : Olympia Luxembourg, 6 (333-97-77), 12 h et 24 h.

MISSING (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 1* (508-94-14), 15 h 30 + ven. 0 h 10.

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36), dim. mar. 11 h 30.

LE PONT DU NORD (Fr.) : Olympia Luxembourg, 6 (333-97-77), 12 h et 24 h.

LA PRISE DE POULVOIR PAR LOUIS XIV (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36), dim. et mar. 11 h 40.

QUÉBEC (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-32), mar. ven. dim. mar. 18 h.

RUSTY JAMES (A. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (532-91-68), mer. 17 h, jeu. mar. 21 h, ven. lun. 19 h 30.

SCARFACE (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 11* (700-89-16), ven. 21 h 20.

LE SEPTIÈME SÉAUX (Sécl. v.o.) : Studio Galand, 3 (354-72-71), mer. 14 h, jeu. ven. 16 h, ven. dim. lun. 14 h.

TAXI DRIVER (A. v.o.) : Boite à films, 17* (622-44-21), 20 h, ven. 17 h 45, lun. mar. 15 h 45.

TESS (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 1* (508-94-14), 20 h 50.

THE ROSE (A. v.o.) : Temples, 3 (272-94-56), 16 h 15, dim. 14 h 15, mar. 20 h.

VIVEMENT L'AMOUR (Fr.) : Studio Galand, 3 (354-72-71), 14 h.

WANDA (A. v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18), 12 h.

Les festivals

BERGMAN (v.o.) : Bonaparte, 6 (326-12-12). Mer. : la Famine d'Arthur ; jeu. : l'Attente des femmes ; ven. : Une leçon d'amour ; sam. : l'Œil du diable ; dim. lun. : le 7^e Scène ; mar. : le Silence ; Studio-Bertrand, 7 (783-64-66) ; 14 h (41 sam. mar.) ; le 7^e Scène.

C. COCTEAU : 7^e Art Beaubourg, 3 (278-13-13) ; 13 h 30 : le Sang d'un poète ; 14 h 30 : le Testament d'Orphée ; 16 h : les Parents terribles.

J. DOLLON Studio 43, 9 (770-63-40). Mer. lun. 22 h : l'An 01 ; jeu. sam. 18 h : les Dégâts dans la tête ; mer. 20 h, ven. 22 h, lun. 20 h : la Fille prodigue ; mer. dim. 18 h, ven. 20 h : Un sac de billes ; jeu. dim. 20 h : la Femme qui pleure ; ven. 18 h, sam. 20 h : le Film 22 h : la Drôle.

M. DURAS : Daufert, 14 (321-41-01). Ven. 12 h : le Camion ; sam. 12 h : Aurélien Stéin.

C. GRANT (v.o.) : Action-Eclair, 5 (325-72-07). Mer. : l'Impossible M. Bêlé ; jeu. : Allé couchez ailleurs ; ven. : Mon épouse favorite ; sam. : Soudain ; dim. : Cécile ; le 7^e Scène ; mar. : le 7^e Scène ; pas en ang. ; mar. : Honey-moon.

O. JOSSELIANI (v.o.) : Cosmos, 6 (544-28-80) en alternance : la Chute des feuilles ; il était une fois un marié chanteur : Pastorale.

S. KUBRICK (v.o.) : Daufert, 14 (321-41-01). En alternance : Lolita ; Shining ; Orange mécanique.

PANORAMA FANTASTIQUE (v.o.) : Mac-Molton, 17 (200-24-01). Mer. : l'Homme invisible ; jeu. : la Malédiction des hommes-chats ; Quelque part dans le temps ; ven. : les Chasses du comte Zerkoff ; Brucia ; sam. : White Zombie ; Suprême ; dim. : Clash ; les Trois Visages de la peur ; lun. : Dracula ; Chromosome III ; mar. : Quelque part dans le temps ; Suprême.

J. TOURNÉUR (v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (329-44-40). Mer. jeu. ven. sam. : Vaudou ; Péniche-mat ; cor. : dim. lun. mar. : la Fille ; Berlin-Express.

HOMMAGE A TRUFFAUT : Club de l'Étoile, 17* (380-42-03). Mer. dim. : les 400 coups ; jeu. dim. mar. : Jules et Jim ; ven. lun. : Tirez sur le pianiste.

COMMUNICATION

LE DÉBAT SUR LES TÉLÉVISIONS PRIVÉES

La prudence d'Hachette

« La télévision est une industrie lourde, pas du bricolage. Y investir n'est pas une décision qu'on prend à la légère. Il ne s'agit plus de lancer une nouvelle collection, ni même d'investir dans un film. On joue aujourd'hui avec de la dynamite. S'il apparaît que les risques sont trop grands pour notre groupe, nous nous sommes condamnés à être candidats. » A l'évidence, M. Yves Sabouret, directeur général d'Hachette, n'a pas encore arrêté de stratégie sur les télévisions privées. Sa prudence contraste avec les déclarations de guerre des uns et les candidatures empressées des autres.

Pourtant, M. Sabouret attend depuis plusieurs mois cette libéralisation de la télévision. Après avoir refusé à participer à l'aventure de Canal Plus, chouchoué une chaîne jeunesse avec la mission TV-Câble, Hachette avait pris rang pour gérer un canal du réseau câblé de Paris. Autant de façons, semble-t-il, de marquer le terrain en attendant que se précise le véritable marché.

Qui peut d'ailleurs aligner autant d'atouts dans la compétition pour les fréquences disponibles ? Avec 10 milliards de francs de chiffre d'affaires, la vénérable Librairie est aujourd'hui le deuxième groupe de communication à l'échelle européenne, après l'allemand Bertelsmann. Ses 200 millions de bénéfices net, son très faible endettement lui offrent de grandes capacités d'investissement. En mariant les productions Hachette et la cinématographique Pathé, le groupe peut aligner dix-huit millions de francs de chiffre d'affaires. Mais est-ce suffisant pour faire face à des budgets de 1 milliard de francs par an, sans espoir de rentabilité immédiate ?

On ne peut donner de réponse avant de connaître les règles du jeu, répond le directeur général d'Hachette. La personnalité de M. Jean-Denis Bredin laisse à penser qu'elles seront libérales. Nous avons plus d'inquiétudes sur les ressources publicitaires qui doivent alimenter les télévisions privées. Certes, la France a des réserves, mais le marché ne s'élargira qu'avec le temps. Dans l'attente, la télévision privée prendra inévitablement une part de marché aux médias existants.

Ce transfert de publicité risque fort de s'effectuer au détriment de

Une diversification internationale

« On ne peut donner de réponse avant de connaître les règles du jeu, répond le directeur général d'Hachette. La personnalité de M. Jean-Denis Bredin laisse à penser qu'elles seront libérales. Nous avons plus d'inquiétudes sur les ressources publicitaires qui doivent alimenter les télévisions privées. Certes, la France a des réserves, mais le marché ne s'élargira qu'avec le temps. Dans l'attente, la télévision privée prendra inévitablement une part de marché aux médias existants.

On comprend mieux la prudence de la direction d'Hachette. Un groupe multimédia de cette taille ne se gouverne pas avec des annonces spectaculaires. Toute décision doit gérer les intérêts contradictoires de chaque secteur d'activité. Le débat sur les télévisions privées impose à toutes les entreprises de communication française un choix stratégique rapide. Pour Hachette, le problème est d'autant plus complexe qu'il s'agit de la vieille Librairie en pleine mutation. Maison de commerce, à l'origine, le groupe concentre, peu à peu, ses investissements sur la création. Bâti sur l'écrit, il se tourne de plus en plus vers l'image.

Se transfère de publicité risque fort de s'effectuer au détriment de

A VOIR

UN PACIFISTE SUÉDOIS INCONNU

Alain Decaux a un don certain pour faire revivre l'histoire, exhumant des dossiers oubliés ou méconnus, au risque de se laisser emporter par son enthousiasme. C'est le cas dans l'émission consacrée à Birger Dahlerus, cet inconnu qui, selon l'historien, « a failli réussir à sauver la paix », à la suite de la deuxième guerre mondiale. Qui est Birger Dahlerus ? Un industriel suédois qui, de sa propre initiative, sans avoir reçu de mission de quiconque, décide, un jour de la fin juin 1939, d'utiliser tous les moyens qu'il a en main pour éviter un conflit dont il ne peut s'adonner l'aspect irréaliste.

Son expérience d'homme d'affaires, traitant dans toute l'Europe, lui procure un cercle d'amis bien placés, particulièrement en Angleterre et en Allemagne. Il a surtout des relations privilégiées avec Goring, dues aux hasards de l'existence et datant d'avant les années 30. C'est par le truchement de Goring, qui, par ailleurs, « ne souhaitait pas la guerre », que Dahlerus parvient à rencontrer Hitler, devenant ainsi un messager de la paix entre le Führer et Chamberlain, alors premier ministre des Grands-Bretagnes. Mission extraordinaire qui conduira cet obscur Suédois, de Berlin à Londres, de Londres à Berlin, une bonne dizaine de fois. Tout cela durera deux mois, jusqu'au 4 septembre 1939, au lendemain de l'entrée des troupes allemandes en Pologne.

Épisode incroyable, qui permet à Alain Decaux de faire ressortir l'ignorance, la vanité, l'aveuglement dont peuvent, parfois, être atteints ceux qui nous gouvernent. On applaudirait volontiers si — et c'est une réserve de taille — Alain Decaux, après avoir dépeint Goring comme une sorte d'homme de bonne volonté, n'avait pensé, qu'en toute dernière minute, à rappeler le rôle du maréchal dans le régime nazi.

ANITA RIND.

* L'histoire en question : l'homme qui voulait empêcher la guerre. A2, jeudi 21 février, 21 h 35 (75 min).

VOTRE TABLE CE SOIR

© Ambiance musicale et Orchestre - P.M.R. : prix moyen de repas - J. H. : ouvert jusqu'à heures

DINERS

RIVE DROITE	
VISHNOU 297-56-54 Angle rue Volney et rue Daumesnil, 2	GASTRONOMIE INDIENNE . La cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique, agréé par le MINISTÈRE DU TOURISME INDIEN. P.M.R. 120 F. Salle pour réception, cocktail, mariage, Férme d'été et nuit midi.
COPINCHAC 359-30-41 142, Champs-Élysées, 8 ^e F. dim.	De midi à 22 h 30 . Spécialités DAHOISES et SCANDINAVIENNES, hors-d'œuvre d'après, Férme de saison, MIGNON DE RENNE, CANARD SAÛLÉ.
RELAIS BELMAN 723-54-42 37, rue François-1 ^{er} , 8 ^e F. sam, dim.	Jusqu'à 22 h 30 . Cadre décapé et confortable. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. LES RAVIOLES DU ROYAL. Salsas aux légumes. FILET A L'ESTRAGON. Glace au jour.
CHEZ DIEP 256-23-96 22, rue de Poitiers, 8 ^e F. sam, midi.	Novelles spécialités thaïlandaises , dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. P.M.R. 90 F.
AUR DE RIQUET 770-62-39 12, rue du Fbg-Montmartre, 9 ^e Tel. 13	Déjeuners, dîners, soupers . De 12 h à 2 h du matin. SPÉCIALITÉS ALSACIENNES. Vins d'Alsace. SA CARTE DES DÉSSERTS. Salsas de 20 à 30 convertis. BANQUET D'HUITRES.
AU PETIT RICHELIEU 770-68-68 25, rue de la Poésie, 7 ^e F. dim.	Son étouffant menu à 185 F service compris. Vins de Loire. Décor 1880. Salsas de 6 à 30 personnes. Déjeuners, dîners, soupers de 19 h à 2 h 15. Parking Drouot.
LE LOUIS XIV 208-56-56 8, bd St-Denis, 10 ^e	Déjeuners, dîners, soupers APRÈS MINUIT . Huitres, Férme de mer, Caviar, Risotto, Gâteaux. Parking privé avec 100 places. OUVRE LE DIMANCHE.
L'ORÉE DU BOIS T.L.J. 747-92-50 1, allée Longchamp, 16 ^e Paris Maillet	Déj. soir , formule 130 F + soc. Buffet géant, hors-d'œuvre et desserts à discrétion, 10 plats de Jean-Jacques. Carte. Fruits de mer. Gibiers. Jamb. ven. sam. Dîner D'ANANT. Orch. Jean Sola. Salsas pour 10 à 100 personnes. Réception de 10 à 200 personnes. Park.
PALEIS DU TROCADERO 727-02-02 7, avenue d'Eylau, 16 ^e Tous les jours	Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle , dans un décor luxueux. Cuisine faite par le patron. Air conditionné. Service et livraison à domicile. Plats à emporter.
YVONNE 720-98-13 13, rue Bassano, 16 ^e	Vieilles cuisines françaises . Diverses spécialités. Carte, environ 130 F. Fermé vendredi soir et samedi. Ouvert dimanche. DINERS AUX CHANDELLES.
EL PICADOR 387-28-87 80, bd des Capucines, 17 ^e F. lundi, mardi	Déj., dîner 22 h 30. SPEC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES : parrades, gambas, bacalao, calamars, timps. P.M.R. 130 F. Formules à 75 F s.a.c. avec spécialités.

RIVE GAUCHE	
AUBERGE DES DEUX SIGNES F. dim. 46, rue Galande, 5 ^e 325-46-56/325-00-46	MENU 170 F (vin, café, s.c.) au déjeuner : le pigeon grillé (XIV ^e s.) de l'ancienne chapelle Ste-Blaise, les oignons en robes d'or (XIV ^e s.). Salsas 15 à 100 pers. Park. Lagrange.
CHEZ FRANÇOISE 705-49-03 Agréé des Invalides, 7 ^e F. dim. soir et lundi	C'est votre fête, aujourd'hui, Madame , ou vous. Monsieur ? Valable toute l'année. FRANÇOISE vous offre gracieusement, pour commencer votre repas, son foie gras fin maison. Menu à 95 F s.a.c. Parking privé : face au 2, rue Faber.
TAN DINH F. dimanche 60, rue de Verneuil, 7 ^e 544-04-84	Restaurant vietnamien. PRIX MARCO POLO 1979 . 600 grands plats, dont 160 Pommes. Service assuré jusqu'à 23 h 15. Parking : Bco-Montfaucon.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT 6, place de la Bastille - 344-32-19 Cadre élég. et confort. - Tous les jours de 12 h à 1 h 15 mat. Grill., poissons BANC D'HUITRES.	DESSIERER T.L.J. 327-42-14 9, pl. Percier LE SPÉCIALISTE DE L'HUITRE POISSONS, SPÉCIALITÉS, GRILLADES	CHARLOT, « ROI DES COQUILLAGES » 12, place Clichy - 874-49-64 GOUTZ L'ART DU LARGO TOUTE L'ANNÉE DANS CE RESTAURANT VOUS A TOUTES LES SPÉCIALITÉS DE LA MER, L'UNE DES MEILLEURES BOULANGÈRES DE PARIS.
--	--	---

OUVERT JOUR ET NUIT

AU PIED DE COCHON 6, rue Coquillière - 236-11-75 LE FAMEUX RESTAURANT DES HALLES - UN MONUMENT PATRIMONIAL DE LA VIE NOCTURNE PARISIENNE. HUITRES ET FRUITS DE MER TOUTE L'ANNÉE.	LE GRAND CAFÉ 4, bd des Capucines - 742-75-77 « LE RESTAURANT DE LA MER DE L'OPÉRA » - LA FRAICHEUR DES POISSONS, LA FINESSSE DES COQUILLAGES, MAGNIFIQUE BANC D'HUITRES. BROUILLANT DÉCOR SPECTACLE 100%.	LA MAISON D'ALSACE 39, Champs-Élysées - 359-44-24 « L'AMBASSADE GASTRONOMIQUE D'ALSACE » - VOUS Y DÉGUSTEZ DES FRUITS DE MER, DE TOUTES LES SPÉCIALITÉS DE LA BRASSERIE DU TOUT-PARIS.
---	--	--

سكرا من الراحل

150 من المال

INICATI
ES TÉLÉVISIONS
nce d'Hachette

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 20 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 45 **Série : Dallas.**
Clayton teste mais en vain de dissuader sa sœur de comploter avec J.-R. Pam accepte l'idée d'un grand mariage avec Mark.
21 h 25 **Documentaire : Madeleine.**
De J.-M. Carroz.
Portraits d'une grande comédienne interprète des grands textes contemporains de Claudel, Beckett, Duras, Tournier. Madeleine Renaud évoque sa vie, sa carrière sur les planches.
22 h 45 **Cote d'amour.**
Présenté par Sidney.
Avec Jo Lemaire, Étienne Daho, Dépêche mode.
23 h 30 **Journal.**
23 h 50 **C'est à lire.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 **Téléfilm : Rodéo Girl.**
Réal. J. Cooper, avec K. Ross, B. Hopkins, C. Clark.
Le défi d'une femme qui ose entrer dans le cercle « macho » du rodéo. Une histoire d'amour inspirée par la vie et la carrière de Sue Pirle, grande championne de rodéo. Katharine Ross campe ce rôle.
22 h 10 **Moi... je.**
Magazine de B. Bouthier.
« Cache-cache avec l'impôt » : éviter le fisc, un sport national ; devenir un ange : faire de sa vie un chef-d'œuvre ; « Pour pas un rond » : comment vivre sans revenu ; « Le marathon-man de l'image vidéo » : Sexe en prison : deux femmes témoignent...
23 h 15 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 **Cadences 3-Ring parade.**
Emission de Lila Milice et Guy Lux.
Autour de Gilbert Bécaud.
22 h **Journal.**
22 h 20 **Téléfilm : Juliette et Galatée.**
Réal. A. Charoy.
Un bonhomme se souvient... Il y a plus de quarante ans. La rencontre de Juliette, dont la présence le fascine. Au cours d'une promenade sur les bords du Légon, Juliette lui raconte la légende du berger Clédon. Comme cette

légende, Marcel sera partagé entre deux amours : celui de Juliette et celui de Galatée.
23 h 20 **Espace francophone.**
Le magazine du monde d'expression française de Dominique Gallet.
L'importance et la diversité de la francophonie égyptienne : un grand débat de la bourgeoisie et de l'élite intellectuelle depuis deux siècles. Une enquête dans les milieux scientifiques, médicaux, universitaires, littéraires...
0 h Henri Vincenot dans histoires de trains.
0 h 5 **Prélude à la nuit.**
Apocalypse rock, de J. Castorède, interprété par M. Billaut.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5, Dessin animé ; 17 h 10, Fraggie rock ; 17 h 35, Le club des paces ; 17 h 50, Dans les mains des magiciens ; 17 h 55, Le carnaval de Bâle ; 18 h 15, Rocking chair ; 18 h 50, Feuilletton : Jamque animé ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

- 20 h 30, Hill street blues ; 21 h 15, Soap ; 21 h 50, De si petits moments, film de M. Kalmanovitz ; 23 h 15, SLAM ; 0 h, Tirocques sans chapeau, film de M. Schöck ; 1 h 30, Robin des Bois ; 2 h 20, Batman.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 **Antipodes : Rive gauche, rive noire.**
21 h 30 **Musiques : Falsosons.** Ville d'Avray, le compositeur dans la ville.
22 h 30 **Nuits magiques : Bruits du monde.**

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 **Concert (festival de Schwetzingen 1984) : « La Cenerentola », opéra-comique de Rossini, par les Chœurs et l'Orchestre de l'État de Wurtemberg, dir. G. Ferro, chef des chœurs U. Elbert, sol. R. Blahut, J.-W. Wilsing, H. Berger-Tuna, M. Hainmann, D. Soffel.
23 h **Les solistes de France-Musique : Victor Kalabis,** un compositeur tchèque de notre temps.**

Jeudi 21 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 **ANTIOPE 1.**
11 h 45 **La Une chez vous.**
12 h **Feuilleton : Capitaine Lucien.**
12 h 30 **La bouteille à la mer.**
13 h **Journal.**
13 h 45 **A pleine vie.**
Série : Fane ; 14.45, La maison de TF 1 ; 15.25, Quarté à Vincennes ; 15.55, Images d'histoire : La défense aérienne française ; 16.30, Croque-vivants ; 17.30, La chance aux chaussons.
18 h **Nouvelles.**
18 h 5 **Le Village dans les nuages.**
18 h 25 **Mini-journal pour les jeunes.**
19 h 40 **Série : Huit, ça suffit.**
19 h 15 **Jeu : Anagramme.**
19 h 40 **Cocoricochey.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Feuilleton : Au nom de tous les miens.**
D'après le livre de Martin Gray et Max Gallo. Réal. R. Enrico, avec J. Penot, M. Merli, H. Hugues.
Troisième épisode : Et 42, Les déportations, par milliers, commencent à Varsovie. La vie dans le ghetto devient de plus en plus terrible. Une époque dramatique de l'histoire, malheureusement racontée de manière très personnelle et même rocambolesque.
21 h **Les joués de l'information : Infovision.**
Emission de A. Douvres, R. Pic, M. Albert et J. Decourcy.
Chypre : les deux côtés du choc pétrolier ; la Mafia ; le Nigeria victime du choc pétrolier ; les grands voyages du pape.
22 h 45 **Journal.**
23 h 5 **Étoiles à la une.**
Emission de Frédéric Mitterand.
Un brin de comédie, dessin animé de Jean Rubeck.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 8 h 45 **Télévision du matin.**
8 h 30 **Félicitation : Une femme seule.**
10 h 30 **ANTIOPE.**
12 h **Journal et météo.**
12 h 10 **Jeu : L'académie des neuf.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 30 **Feuilleton : Les amours des années 50.**
13 h 45 **Aujourd'hui la vie.**
Comme vous l'imaginez ?
14 h 50 **Téléfilm : L'Opéra de Barberie.**
Réal. P. Mathez, avec A. Prunel, B. Freson, M. Viala (Rédit).
Un village du canton de Genève pendant la deuxième guerre mondiale. Cécile, une petite fille de dix ans, observe le monde des adultes.
18 h 40 **Magazine : Un temps pour tout.**
De M. Carré et A. Valentin. Les méduses.
17 h 45 **Récor A 2.**
Pochette : Les Ventriloquistes ; L'avis et l'avis ; Téléchat.
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 10 **D'accord, pas d'accord (INC).**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Le Théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Feuilleton : L'amour en héritage.**
Réal. K. Connor, avec S. Powers, L. Remick, S. Kersch.
Dernier épisode. Kate raconte à Fanny l'histoire de la collaboration de son père avec les Allemands pendant la guerre. Marcèle meurt, et Nadine croit que son immense fortune lui reviendra. Une sage, bien mise en scène, peu de personnages stéréotypés.
21 h 35 **Alain Decaux : L'histoire en question.**
L'homme qui voulait empêcher la guerre, Roger Delbecq.
L'un des personnages les plus extraordinaires de son époque. Cet industriel anonyme s'est fixé pour but, en 1939, d'empêcher la guerre mondiale.
22 h 45 **Histoires courtes.**
Homes sweet homes, de J.-Y. Carré ; Orage, de M. Piau.
23 h 25 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h **Télévision régionale.**
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 **Dessin animé : Lucky Luke.**
20 h 5 **Les jeux.**
20 h 35 **Cinéma sans visa.**
Emission présentée par Jean Lacouture et Jean-Claude Gillebaud.
20 h 40 **Cinéma : Le Trésor.**
Film ar-lankais de L. James Paris (1970), avec G. Fosse, M. Fontana, S. Bokkawaia, F. Patera, M. Goua-

ratna (v.o. sous-titrée).
Au début du siècle, un propriétaire terrien ruiné épouse, sur la foi d'un vieux livre, une jeune fille marquée de quatre grains de beauté dont l'immolation doit lui permettre de découvrir un trésor. Mise en scène d'une idée fixe tournant à la folie, intrusion du fantastique dans la réalité. A Ceylan (devenue Sri-Lanka), Lester James Paris a révisé le cinéma. Il a gagné une renommée mondiale dans les festivals.
22 h 30 **Témoignages.**
Avec H. Berard, réalisateur, M.-C. Ravet, M. Ciment, journalistes, C. Amoureux, comédienne.
23 h **Journal.**
23 h 25 **Henri Vincenot dans Histoires de trains.**
La préparation de la locomotive (n° 9).
22 h 30 **Prélude à la nuit.**
Le spectacle de la danse, film de D. Delouche.

CANAL PLUS

- 7 h, 7/9 Michel Denisot ; 9 h, la Boem 2, film de Claude Pinoteau ; 11 h, Je suis un criminel, film de R. Berkeley ; 12 h 30, Cabou cadin (Benji) ; 13 h 5, Jeu ; 13 h 30, Rue Carot, (et à 18 h 45) 14 h, Reporters, film de R. Depardon ; 15 h 35, le Bal, film d'Etienne Scola ; 17 h 25, Cabou cadin (Mush, Mister T) ; 18 h 4, SLAM ; 19 h 15, Tous en scène ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, Une langue au petit déjeuner, film de C. Capitani ; 22 h, Napoléon, film de Sacha Guitry ; 1 h, SLAM ; 1 h 45, Berbe d'or et les pirates, film de M. Damski.

FRANCE-CULTURE

- 1 h, Les sauts de France-Culture ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les sauts de France-Culture ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : le riz, ce fils de l'eau (et à 10 h 50 : les Indes florissantes) ; 9 h 5, Les Méduses : une vie, une œuvre ; Georges Bataille ; 10 h 30, Musique : Mikros ; 11 h 40, Répéter, dit le maître : Enseigner l'histoire aujourd'hui ; 11 h 50, Feuilletton : « Tristan et Isolde » ; 12 h, Proustiana : Entretien avec Claude Mauriac ; 13 h 40, Festivals et stellers : A la recherche de Chateaubriand ; 14 h, Un livre, des voix : « Il ne faut qu'un coup de fusil » de Roger Grenier ; 14 h 30, La KTRF présente : Il y a plus de bonnes réponses, il y a parfois de bonnes questions ; Octave Manon ; 15 h, Agora : Vieira da Silva et Arpada Szenes ; 15 h 30, Mémoranda : l'inconditionnel, le drôle et le méchant ; 17 h, Le pays d'ici, en direct du Havre et de Dieppe ; 18 h, L'été d'été, de 18 h 35, Tiro à l'anglaise ; 19 h 15, Rétro : à 19 h 25, Jazz à l'ancienne ; 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : l'assistance publique et les hôpitaux de Paris ; 20 h, Musique, mode d'emploi : A. Vozz Zimlinsky et A. Berg.
20 h 30 **Ferreira de Castro : écrivain de la réalité portugaise.**
21 h 30 **Musique, Vocalise : Opéra 85.**
22 h 30 **Nuits magiques : Reportages, l'adulte à la goutte d'or.**

FRANCE-MUSIQUE

- 2 h, Les sauts de France-Musique ; 7 h 15, L'inspiration : magazine d'actualité musicale ; 9 h 5, L'oreille en collage : 9 h 20, Le monde des musiciens : Henry Prunières et le « Récit musical » ; Constant et témoignages autour de la musique contemporaine, le compositeur et son auditeur dans le fond sonore ; œuvres de Schoenberg, Martin, Varèse, Xenakis, Francis, Ligeti ; 12 h 5, Le temps du jazz : Feuilletton « Jazz, swing et accordéon » ; 12 h 30, Concert : œuvres de Mozart, Bizet, Offenbach, Verdi, par Jules Bastin, basse ; Edith Venescon, soprano ; Serge Zapolsky, piano ; 14 h 2, Répères contemporains : Parvise Mestral ; 15 h, Les sauts de France-Musique : Hommage à Jaccha Holzer ; œuvres de Bloch, Ravel ; à 16 h, Le p'tit opéra : « Mozart » de Hahn ; 18 h 2, Clés jadis ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : Le blues-noter ; 19 h 15, Roseaux. Magazine de la guitare ; 20 h 4, Avant-concert.
20 h 30 **Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) : « Symphonie n° 3 en ré mineur » de Mahler par l'Orchestre national de France, les Chœurs et la maîtrise de Radio France, dir. V. Neumann sol. B. Finelli, mezzo.**
22 h 40 **Les solistes de France-Musique : les extrêmes de France-Poulenc avec Claude Rostand — son admiration pour Colette, sa conception de la peinture française.**
23 h 55 **Portrait d'Alexandre Tassman.**

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 20 FÉVRIER

— M. Jacques Chirac, maire de Paris, président du RPR, est invité à l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 20.

LE CARNET DU Monde

... LE MONDE — Jeudi 21 février 1985 — Page 17

Naissances

— **Alain et Danièle BOUVAREL,** avec Lucie et Mathilde, ont la joie d'annoncer la naissance de
Alice,
le 9 février 1985.
Le Moulin d'Hermetange, 57790 Lœrxheim.

— **Michel et Marie-Claude HURTIG** ont la joie d'annoncer la naissance, le 13 février 1985 à Paris, de leurs troisième et quatrième petits-enfants,
Naëlle et Raphaël,
enfants de Béatrice JOUIN et d'Alain HURTIG.

— **M. et M^{me} Jules TEBLOU** ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille
Sarah,
le 8 février 1985 à Paris.

Décès

— Ses enfants,
M. et M^{me} Paul Cimon,
M. et M^{me} Camille Cimon,
Ses petits-enfants,
Le docteur Catherine Cimon,
Claude, Philippe, Françoise, Isabelle Cimon,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} veuve CASIMIR CIMON,
née Marcelle Elbaz,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.
Ses obsèques ont eu lieu à Nice dans la plus stricte intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part.
19, rue Michel-Ange, 06100 Nice.

— Les amis du Ciné-club d'Aix-en-Provence ont le regret d'annoncer le décès de
M^{me} EHRICH,
en évoquant la mémoire de son mari,
Kurt EHRICH,
mort en 1978, ancien avocat à Berlin, réfugié à Aix, puis, de 1947 à 1972, devenu l'incomparable artisan du développement du Ciné-club d'Aix et de sa bibliothèque.

— M^{me} Gabrielle LACOUR,
Les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Eugène JACQUE,
survécu le 14 février 1985, au Plessis-Robinson.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Haute au Vol

1 serrure à 5 points
PICARD
+ d'autres marques
Matériel
GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier
15/10°
+
4 goujons d'acier
anti-dégondage
+
3 cornières
anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte
OFFRE EXCEPTIONNELLE
3 350 F TTC
Pose et dépi. comp.
PARIS-SEINE-VAL
Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux
554.58.08
554.41.95
FACILITES DE PAIEMENT

Le Monde
dossiers et documents
LES ENJEUX
DE
L'ESPACE
NUMÉRO SPÉCIAL - FÉVRIER 1985
120 PAGES - 10,80 F

Naissances

— **M. Pierre Lallemand,** Valdo, Viviane et Mathieu, M. le professeur Pierre Granjon, et M^{me} Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Mireille LALLEMAND,
leur épouse, mère et fille, survenue à Paris, le 18 février 1985.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 22 février, à 16 h 30, à la communauté protestante de Robinson, à Chilly-Mazarin.

Ni fleurs ni couronnes.

— **M^{me} Edouard Lambert-Braunschweig,** M. et M^{me} Jean-Michel Collès, sa fille, son gendre, Et ses petits-enfants, M^{me} Guillemette Attal, sa sœur, Toute la famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Edouard LAMBERT,
survécu, le 17 février, à l'âge de soixante et onze ans.

L'inhumation aura lieu le jeudi 21 février, à 11 h 15, au cimetière de Montoile à Lausanne.

Valmont 20, 1010 Lausanne, 31, avenue Le Nôtre, 92420 Vaucresson.

— **Henriette Nambot,** son épouse, Les familles Nambot-Sibille, annoncent que

André NAMBOT a été enseveli à Saint-Véran (Haute-Alpes), le 12 février 1985.

6, rue de Spaenbourg, 67800 Hombheim.

Naissances

— **M^{me} Elvire SAUVAJOL,** née Goiran, survenue à Paris, le 11 février 1985, dans sa soixante-quinzième année.

De la part de M. et M^{me} Claude Sauvajol, ses fils et belle-fille, Christine, Caroline et Nicolas Sauvajol, ses petits-enfants, Des familles Goiran, Raynaud, Sauvajol, De leurs enfants et petits-enfants.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 9 mars, à 11 heures, en l'église réformée de France de Marillargues et sera suivie du dépôt de ses cendres au cimetière de Marillargues (34590).

47, rue du Général-Serrail, 92220 Bagneux.

— Dans l'impossibilité de répondre aux nombreux témoignages de sympathie reçus lors du décès de

Rosy ROULEAU,

sa famille prie de considérer ces remerciements comme une réponse individuelle.

Communications diverses

— **Claude Perrin** signera son livre *Penser l'art de Léon Zack*, éditions l'Age d'homme, à la galerie Protée, 38, rue de Seine, tél. : 325-21-95, le vendredi 22 février, à 17 heures.

ÉCHECS

DANS UNE LETTRE AU PRÉSIDENT DE LA FIDE

Karpov demande à M. Campomanes de faire reprendre le match immédiatement

Rebondissant dans l'affaire de l'annulation du championnat du monde d'échecs, décision prise, le vendredi 15 février, par M. Campomanes, président de la Fédération internationale des échecs (FIDE).

Mardi dans l'après-midi, le champion du monde Anatoli Karpov s'est rendu personnellement au bureau de l'agence Reuter à Moscou pour communiquer le texte d'une lettre qu'il a adressée à M. Campomanes, lui demandant de « donner son accord pour la reprise immédiate du match ».

Dans sa lettre, rédigée en anglais, Karpov écrit : « Je suis sûr que des millions d'amateurs ne sont pas satisfaits du fait que la compétition n'ait pas été achevée. Moi-même et le challenger désirons continuer le match selon le règlement actuellement en vigueur. Je suis profondément convaincu que la situation présente a causé du tort aux échecs, sans parler de ma réputation sportive et publique considérée comme irréprochable ».

Mettant en cause Kasparov, le champion du monde ajoute : « Malheureusement certaines déclarations du challenger ont conduit à cela ».

Après avoir déclaré à l'agence Reuter : « Je veux reprendre au plus vite le match pour que nul ne puisse prétendre que j'ai eu le temps de récupérer », évoquant la décision de M. Campomanes, il a ajouté : « Je n'en ai eu connaissance que dix minutes avant qu'elle me soit annoncée. J'étais dans ma voiture. C'est encore heureux que j'y dispose d'un téléphone. Cela a été un choc. Personne n'avait proposé d'annuler le match. Une seule requête avait été formulée : puis-je ».

tout le monde était fatigué, la Fédération soviétique d'échecs avait demandé une suspension (1). »

A l'agence Associated Press, toujours mardi, Karpov a déclaré : « Ma demande de reprendre le match sera la meilleure façon de prouver que je n'étais pas totalement épuisé physiquement et nerveusement ».

Le soir même, Karpov est apparu dans l'émission « Vremia » (le Temps), principal journal d'informations de la télévision soviétique, où il a annoncé l'envoi de sa lettre à M. Campomanes. Il a aussi déclaré que « la décision du président de la FIDE était tout à fait inhabituelle » et qu'elle a donné lieu « à toutes sortes de fausses interprétations ».

Invité à répondre au champion du monde, Kasparov a déclaré, par téléphone, mercredi matin, à l'agence Associated Press : « A mon avis, M. Karpov aurait dû dire qu'il voulait jouer pendant le match et non après. C'est absurde. Il sait très bien que M. Campomanes ne reviendra jamais sur sa décision. Il veut simplement sauver sa réputation ».

(1) Karpov confirme la révélation faite, le lundi 18 février, par M. Gligoric, arbitre principal du match. Mais M. Gligoric parle d'« annulation » et non de « suspension ».

89 FM à Paris

du lundi au vendredi
à 12 h 55
Philippe Boucher

VENTES A CHARTRES

GALERIE DE CHARTRES
DIMANCHE 24 FÉVRIER A 14 HEURES
Ensemble d'armures, éléments d'armures et d'armes de style et d'époque, tableaux, objets d'art, mobilier de style et d'époque en marqueterie et bois naturel, tapisserie fin XIX^e et ARISTOCLOCHE à beau piano Steinway 1/4 de queue n° 244278 à décor de rocaille.
M^{me} LEBEVRE et J. BAILLY-POMMERY, Com. pris. res. 1 bis, pl. du Gal-de-Gaule, 28000 Chartres (37) 36-04-33. Experts : Amas : M. BOUCHÉ - (1) 298-49-78. Mobilier : (1) 504-40-24.
Expo. vend. 22 - 15-17 h, sem. 23 - 10-12 h 15-17 h, dim. 24-10 h 30/12 h.

VENTES A VERSAILLES

200 TABLEAUX MODERNES
par Allonge, Anglade, Aujame, Baboune, Balade, de Belay, Boyer, Brayer, Chazaly, Clément, Servais, Corbelli, Coisson, Cottavoz, Delby H.-L., Denis, Deshayes, Dignemont, Dumont, Dyl, Elbert, François, Frank Rogge, Frank Will, Gail, de Gailard, Garat, Gamin, Gens, Gen Paul, Ghiglon Green, Gronaire-Hamberg, Jansen, Knapf, Lager, Lantier, Lattap, Lenoire, Laval, L.P. Lenoire, Labourg, Laffranch, Leguault, Lenoire, Loh, Luyon, Lutz, Luyon, Madon, Mahot, Meles, Merlat, Mithun, Nollat, Neuphauser, Noquet, O'Brady, Ottmann, Paillet, Prék, Quist, Racoff, Ranafer, Renou, G.D. Roussel, K.X. Roussel, Schneider, Sebira, Souverbia, Spira, Van Der Steen, Survaeg, Tella, Terlikowski, Toffoli, Tran Long, Vanden, Veyrasse, Vivasco, Zeller etc... Sept peintures par G.D. Piau.
DIMANCHE 24 FÉVRIER 1985 à 14 HEURES
A VERSAILLES - 5, rue Rameau
M^{me} Georges BLACHE Commissaire-priseur - Tél. : (3) 950-55-08
Expo : les vend 22 et sam. 23 février de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h

ÉDUCATION

EN VISITE A L'UNIVERSITÉ DE COMPIÈGNE

M. Chevènement, chantre de la technologie avancée

De notre envoyé spécial

Compiègne. — Dans le vaste hall une cabine de grue voisine avec des éponges multicolores. Plus loin, un terminal écran graphique fait scintiller des courbes. C'est jour de fête à l'université de technologie de Compiègne (UTC), où plutôt jour de consécration. Mardi 19 février, le ministre de l'éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement, parcourt les bâtiments du centre de recherche du Royallieu, à quelques kilomètres de Compiègne. Une sorte de revanche pour le président de cette université expérimentale, créée il y a dix ans et jamais inaugurée. Une récompense pour M. Guy Denieul qui, depuis cette date, se bat, avec les enseignants chercheurs de son établissement, pour former des ingénieurs et surtout pour tisser des liens étroits avec le monde industriel.

Longement, M. Jean-Pierre Chevènement a écouté les explications des spécialistes sur les « actionneurs à deux degrés » ou sur les moteurs asynchrones. Il a regardé les études et recherches de nouvelles formes d'éponges, il a admiré « les pompes à eau électriques à pilotage électronique ». « C'est une idée américaine reprise et améliorée avec l'aide de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche », explique le professeur de génie biologique au montrant une maquette de pancréas artificiel. Intéressé, le ministre soupèse l'engin et examine les schémas

de fonctionnement. L'ancien ministre de la recherche est à l'aise. Mais, très vite, ses nouvelles fonctions réapparaissent, et il se tourne vers quelques étudiants présents. « Vous n'avez pas de problèmes d'emploi ? » Les jeunes sourient et assurent que leur diplôme est « très bien reconnu ». Le ministre salue un étudiant chinois et interroge une jeune Indienne en sari pour avoir si sa spécialité est développée dans son pays.

Universitaires, industriels, personnalités des milieux économiques et d'us se pressent autour de M. Chevènement. Trois heures durant, le ministre questionne, écoute, enregistre les remarques des uns et des autres. Il félicite les « pionniers » de l'UTC en relation avec deux mille entreprises de toutes tailles. « Votre établissement joue un rôle d'avant-garde dans le domaine de la recherche technologique vers, pour et avec l'industrie », dit-il, avant de remarquer que, si des industriels, c'est ne sont pas à priori des philanthropes », ont passé pour plus de 25 millions de contrats avec l'établissement, cela prouve que le travail des laboratoires est reconnu.

Mardi 19 février, Jules Ferry paraissait un peu oublié. A Compiègne, la République était résolument moderne.

SERGE BOLLICH.

● Les réussites au baccalauréat. — 28 % des jeunes Français en âge de passer le baccalauréat le réussissent et peuvent accéder à l'enseignement supérieur. Cette proportion est comparable à celle observée dans la plupart des pays européens pour les examens équivalents (27 % en Grande-Bretagne, 22 % en RFA, 24,1 % en Espagne, 38,5 % en Italie), mais bien inférieure aux chiffres relevés aux États-Unis (73,6 %), au Japon (87 %) et en

Suède (70 %). Dans les pays qui ne dépassent pas 40 % de réussite, observe le ministère de l'éducation nationale, les études secondaires sont sanctionnées par un diplôme proche du baccalauréat, tandis qu'ailleurs l'examen atteste surtout de l'accomplissement du cycle et il ne donne pas accès automatiquement à l'enseignement supérieur. En outre, les statistiques anglaises et allemandes excluent l'enseignement technique ou professionnel.

SPORTS

FOOTBALL

La leçon bordelaise

Dixième du championnat de France de football après ses quatre dernières défaites consécutives, le Paris-Saint-Germain n'aurait-il pas vu la venue des Girondins de Bordeaux, mardi 19 février, au Parc des Princes pour se forger un nouveau moral de gagnant et reconquérir le public de la capitale. Cet espoir aura duré un peu plus d'un quart d'heure, après le premier but de Toko (dix-huitième minute). Supérieurement organisé, les Bordelais se sont ensuite assurés, grâce à deux buts de Bernard Lacombe (trente-cinquième minute) et de Jean Tigana (soixante-cinquième minute), une victoire victorieuse, qui leur permet de compter cinq points d'avance, au classement, sur le Football club de Nantes.

Francis Borelli, le président du Paris-Saint-Germain, n'aurait-il plus la baraka ? Après sept années de réussite, couronnées par les deux victoires en Coupe de France, voilà qu'il doit faire l'apprentissage de l'échec. Même son « baratin » pour tant célébrer dans le milieu du football, n'a plus d'effet !

Le président du Paris-Saint-Germain n'avait pas résisté à l'envie de faire une bonne affaire en proposant une retransmission télévisée. « Normalement, nous ne devrions pas dépasser dix-huit mille spectateurs, mais si vous acceptez la télévision, je vous garantis que votre pari sur la recette (6 francs par billet pour le club visiteur) sera ou moins égale à vingt-cinq mille entrées », disait-il, en substance, aux Bordelais. Premier refus de ces derniers, qui exigent aussi leur part sur l'indemnité proposée par TF 1.

Les Parisiens proposent alors 100 000 francs. Hésitations de Claude Bez, le président des Girondins. Pour tenter de lui « forcer la main », le Paris-Saint-Germain annonce, la veille du match, que la retransmission aura lieu. C'est mal connaître le président bordelais, plus soucieux des intérêts de son club et de son indépendance que de sa popularité auprès des amateurs de football. Surtout, il apprend alors que l'indemnité de TF 1 s'élève en fait à 400 000 francs, sans compter les recettes publicitaires supplémentaires. Dès lors, Claude Bez refuse de continuer les discussions et s'oppose à la retransmission. Francis Borelli a trouvé son maître et perdu quelques centaines de milliers de francs.

Une température sibérienne venant s'ajouter à l'annonce prématurée de la retransmission dans les

quotidiens du matin, moins de trente mille spectateurs se sont déplacés pour voir la meilleure équipe française du moment. Une misère pour le club de la capitale qui comptait beaucoup sur ce match pour reconquérir son public.

Cent mille spectateurs perdus

Avant de recevoir Bordeaux, le PSG avait, en effet, accueilli, en onze matches au Parc des Princes, 193 108 spectateurs soit... 100 000 de moins que la saison dernière (293 354) pour le même nombre de rencontres. Un manque à gagner comparable ayant été enregistré en Coupe d'Europe (46 000 spectateurs en deux matches contre 72 000 en 1983-1984 et 129 000 en 1982-1983), la situation financière du club est devenue préoccupante avec un déficit qui pourrait avoisiner les 5 millions de francs en fin de championnat.

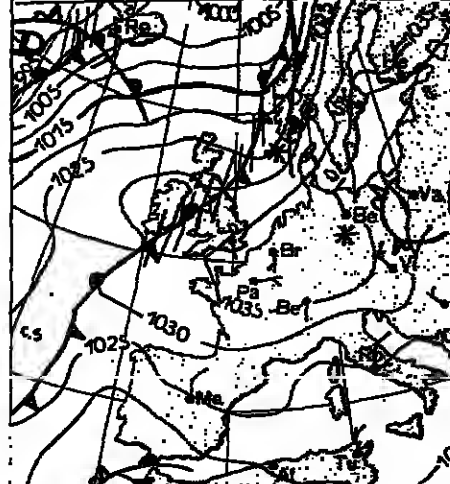
Le Paris-Saint-Germain paie ainsi très cher des erreurs de recrutement qui ont peu à peu entraîné une dégradation du climat au sein de l'équipe. Mais, au-delà de ces erreurs, c'est la politique générale du club qui n'est sans doute à revoir. Le PSG n'a-t-il pas manqué d'ambition en refusant d'investir une partie de ses bénéfices européens (16 millions de francs en 1982-1983) dans le recrutement de joueurs vedettes ? Quitte à perdre une partie de ses prérogatives, Francis Borelli ne devrait-il pas s'entourer, enfin, de fortes personnalités, notamment dans le secteur technique ? La réussite bordelaise à partir d'une politique de vedettes pourrait lui servir de leçon.

GÉRARD ALBOUY.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20-02-85 À 0 H GMT.



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 20 février à 0 heure et le jeudi 21 février à 24 heures.

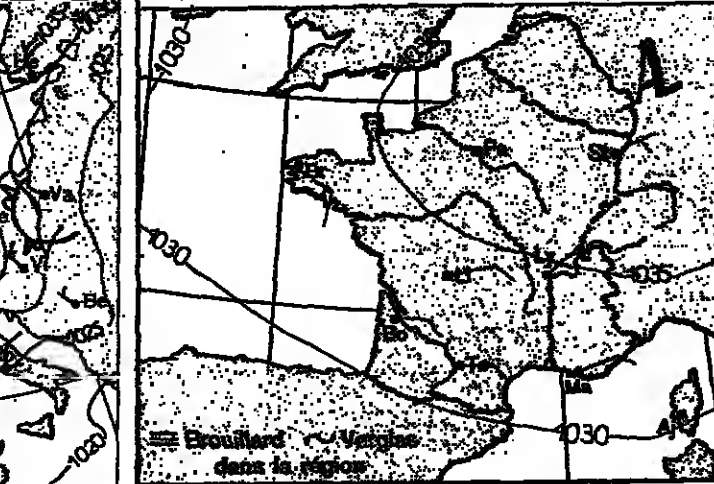
Les hautes pressions centrées sur l'Allemagne dirigent toujours sur le pays un flux d'est froid et sec. Jeudi, le temps froid, sec et ensoleillé prédominera dès le matin sur la plupart des régions, mais des nuages les nuages sont observés sur le Languedoc et le Roussillon.

Les gelées, généralisées, n'épargneront que très localement les côtes méditerranéennes ; les températures minimales sous abri seront souvent inférieures à -10 degrés sur les régions de l'Est, du Centre et du Nord-Est, comprises entre -5 degrés et -10 degrés de la Bretagne et de la Normandie à l'Aquitaine et au Massif Central, légèrement négatives près des côtes atlantiques.

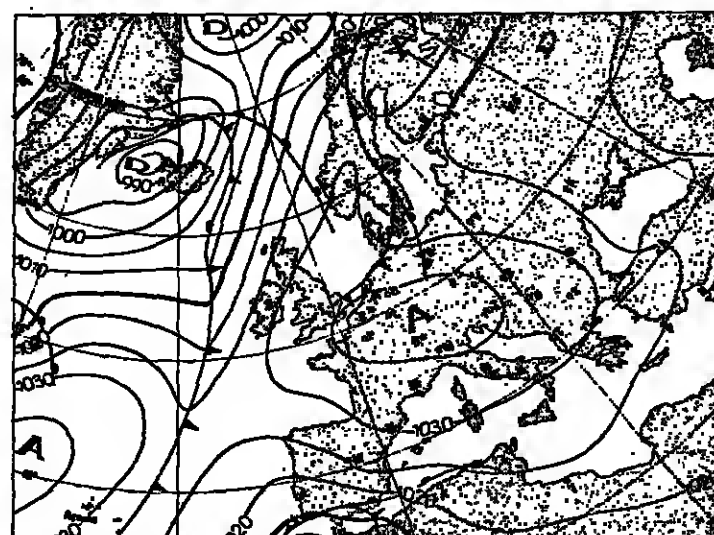
Les températures maximales seront comprises entre -4 degrés et 0 degré sur le Nord-Est, 1 degré et 5 degrés du Nord-Ouest aux Alpes et aux Pyrénées, 6 degrés et 10 degrés près des côtes atlantiques au sud de Nantes, et près de la Méditerranée.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le mercredi 20 février, à 7 heures, de 1037,3 millibars, soit 778 millimètres de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 21-02-85 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 21 FÉVRIER 1985 À 0 HEURE (GMT)



Températures relevées à l'étranger : Lille, 1 et -8 ; Lyon, -3 et -9 ; Marseille-Marganne, 4 et -3 ; Nancy, 0 et -12 ; Nantes, 3 et -4 ; Nice-Côte d'Azur, 9 et 2 ; Paris-Montsouris, 2 et -6 ; Paris-Orly, 2 et -8 ; Pau, 10 et -6 ; Perpignan, 9 et -1 ; Rennes, 3 et -9 ; Strasbourg, -3 et -13 ; Tours, -1 et -10 ; Toulouse, 9 et -4 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 21.

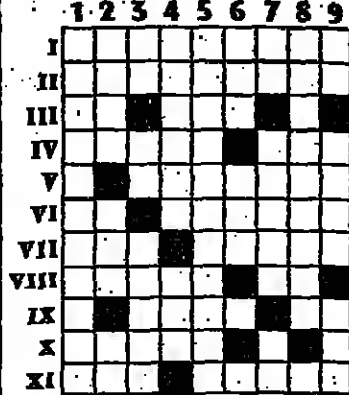
Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 6 ; Amsterdam, 1 et -6 ; Athènes, 7 et 2 ; Berlin, -2 et -11 ; Bonn, 0 et -16 ; Bruxelles, 0 et -8 ; Le Caire, 27 et 15 ; Les Canaries, 20 et 13 ;

Copenhague, -3 et -15 ; Dakar, 22 et 18 ; Djibouti, 17 et 12 ; Genève, 7 et -11 ; Istanbul, -3 et -9 ; Jérusalem, 18 et 9 ; Lisbonne, 16 et 11 ; Londres, 4 et -2 ; Luxembourg, -2 et -11 ; Madrid, 14 et 4 ; Montréal, 0 et -10 ; Moscou, -12 et -16 ; Nairobi, 25 et 16 ; New-York, 9 et 0 ; Palma-de-Majorque, 12 et 4 ; Rio-de-Janeiro, 34 et 26 ; Rome, 10 et -2 ; Stockholm, -12 et -26 ; Téhéran, 20 et 12 ; Tunis, 18 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3907



HORIZONTALEMENT

I. A des problèmes d'écoulement quand les autres sont à sec. — II. Divinité. Agissait le Roland furieux. — IV. Lieux d'attente froids. Chef d'établissement. — V. Qui penche des deux côtés à la fois. — VI. Excellence britannique. Ce que peut récolter celui qui cultive le navet. — VII. Portera ses bottes quelque part. Air soufflant sur l'hélicon. — VIII. Celui de ma tante peut être mon frère. Personnel. — IX. Est de passage à Passy. Préposition. — X. Imiter le héros d'un roman d'Eugène Sue. — XI. Ses combats sont sans gloire. On gagne toujours à le transformer.

VERTICALEMENT

I. Pour lui, l'affaire est le plus souvent dans le sac. — 2. Le nec plus ultra des beatniks. Éternelle victime des mufles. Oblige de pudiques filles de la campagne à lever la jambe. — 3. Poète de « tapis ». Note. Se laisse mourir de faim pour garder ce qui vit. — 4. Important quand il est gros. Temps. — 5. Premier mets. — 6. Qui a beaucoup plus de souvenirs que de perspectives. Chiffonné. — 7. Négation. Faux pas, sauf quand il est grand. Fâcheux contretemps. — 8. Qui a subi une importante perte de poids après avoir été déchargée. — 9. Préposition. Deux nordiques. Sujet de culture des infantes.

Solution du problème n° 3906

Horizontalement

I. Giroflées. — II. A capella. — III. Nappage. — IV. Drue. Uglé. — V. Hernie. II. — VI. Eon. — VII. Renvoi. — VIII. Poudre. Ul. — IX. ERs. Mitre. — X. Un. Dégels. — XI. Réinsér.

Verticalement

1. Gandhi. Peur. — 2. Icône. Corne. — 3. Rature. Us. — 4. Opposé. — 5. FPA. Inermes. — 6. Légue. Neige. — 7. Elze. PV. Ter. — 8. El. Li. Ourle. — 9. Satellites.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du mercredi 20 février 1985 :

DES DÉCRETS

● Relatif à l'exécution des opérations financières françaises en Inde.

● Relatif à l'émission de l'emprunt d'Etat Février 1985.

● Relatif aux diplômes nationaux de l'enseignement supérieur.

UN ARRÊTÉ ● Portant approbation du transfert du siège social de la Société nationale de programme de télévision France Région 3.

BREF

MEETING

● MAIS NON ! — L'Union des étudiants juifs de France, pour lutter contre l'antisémitisme et la xénophobie, organise la 21 février à 20 h 30 au Palais de la Mutualité, un grand meeting sur le thème « Je ne suis pas raciste, mais... il n'y a pas de mais ! ». De nombreuses personnalités du monde politique artistique ou sportif manifesteront à cette occasion leur soutien, entre autres MM. Bernard Pons, Dominique Baudis, Olivier Stirn, Michel Hidaigo, Gérard Depardieu, etc.

RELIGION

Le carême : prière et partage

En France, les manifestations organisées à l'occasion du carême sont nombreuses. Voici les principales : c'est le Père Jean-Yves Calvez, un jésuite de cinquante-huit ans, ancien assistant du Père Arrupe à Rome de 1971 à 1983, qui prononcera les traditionnelles conférences de carême à Notre-Dame de Paris. Ayant pour thème « Droits de l'homme, justice, Évangile », ces conférences auront lieu le dimanche à 16 h 30, du 24 février au 31 mars et seront retransmises en direct sur France-Culture (1). De son côté, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, célébrera des messes retransmises sur France-Culture les dimanches de carême, à 10 heures, dans six églises différentes de Paris (2).

« Le jour du Seigneur », émission hebdomadaire du dimanche matin sur TF 1, propose un programme de carême très riche du 24 février au 7 avril, articulé autour de trois axes : une parole (la prédication sera assurée par le Père Joseph Thomas, jésuite, sur le thème « La nouveauté du Christ ») ; un très beau film de Michel Farin *Les Deux témoins*, avec Jacques Dufilho et Micheline Uzan, qui est un dialogue dans la cathédrale de Chartres entre un vieux guide catholique et une journaliste juive, diffusé en quatre épisodes les 3, 10, 17 et 24 mars ; et une communauté (pour la première fois, les cinq messes télévisées de carême seront célébrées dans la même ville : à Etampes, Essonne). Le carême débutera au « Jour du Seigneur » par une émission préparée par le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) (3), sur le thème : « En finir avec la faim ».

La Fraternité monastique de Jérusalem (30, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris) propose un « Carême carmélitain » en l'église Saint-Gervais, avec une série de conférences, chaque mardi de carême à 18 heures, sur le prophète Elie, sainte Thérèse d'Avila, saint Jean de la Croix, le bienheureux Laurent de la Résurrection, sainte Thérèse de Lisieux et la bienheureuse Elisabeth de la Trinité. Signalons enfin, côté catholique, la célébration annuelle, par les habitants de Ménilmontant, de la Passion, les vendredis, samedis et dimanches de mars (4).

Chez les protestants, les conférences de carême seront retransmises sur France-Culture le samedi

à 18 h 30, du 23 février au 30 mars, sur le thème « Passion du Christ et souffrance des hommes » : 23 février, « Le scandale de la souffrance » ; par le pasteur Daniel Atger ; 2 mars, « Le mal dont souffre l'innocent », par le pasteur Marc Rezelman, aumônier des prisons ; 16 mars, « La parole humiliée », par le professeur Jacques Choppin, de Bruxelles ; 23 mars, « Le silence de Dieu », par le même ; 30 mars, « Supprimer ou surmonter la souffrance », par le pasteur Philippe Soulier.

(1) Les six conférences sont publiées par Bayard-Press, 5, rue Bayard, 75393 Paris, Codex 08, et en cassette par les Éditions Radio Notre-Dame, 8, rue de la Ville-l'Évêque, 75008 Paris.

(2) 24 février : Saint-Jean de Montmartre (18h) ; 3 mars : Saint-Louis d'Antin (19h) ; 10 mars : Abbaye Saint-Marie de la Source (16h) ; 17 mars : Saint-Séverin (16h) ; 24 mars : chapelle de la Médaille miraculeuse (7h) ; 31 mars : Notre-Dame de Paris.

(3) Comité catholique contre la faim et pour le développement, 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris, CCFD 182474 Y Paris.

(4) La Passion J. Ménilmontant, 15, rue du Retrait, 75020 Paris. Tél. : location 366-60-69 (de 16 h à 18 h).

(Publié)

UNITÉS DE PÉDAGOGIE ACTIVE SARI

Enseignement, laïcité et valeurs morales : Apport de l'enseignement privé hors contrat Une équipe d'enseignants pratiquant la rigueur

COURS DE VACANCES : PART. ou COLLECTIF FÉVRIER (15 à 30 h) AVRIL (30 à 60 h) ÉTÉ (60 à 120 h) MATIN - APRÈS-MIDI Terminales - Universitaires

COURS PARTICULIERS : 6^e à Terminale - math. sup. - Lettres Sup. bio. du lundi au vendredi de 9 h à 12 h - 14 h à 17 h. INSCRIPTION 85-86 OUVERTE.

ANGL. / ALLEM. / ESP. / AR. / HEB. / LAT. / GR. M. SARI - 66, avenue d'Iéna, 75014 Paris. Tél. : 720.36.80

ساري من الامم

économie

REPÈRES

Dollar : nouvelle hausse, à 10,16 F

A l'instar de la tendance observée sur les autres places européennes, le dollar a poursuivi son mouvement de hausse, à Paris, le 20 février. Vers midi, la monnaie américaine se traitait à 10,16 F, un niveau relativement stable par rapport aux premières heures de la matinée, mais en hausse comparative au cours officiel de 10,1390 F coté mardi. A Francfort, le billet vert s'échangeait à 3,32 DM, contre 3,3122/3202 DM au « fixing » la veille. Après les « légères interventions » émanant, mardi, de certaines banques centrales (surtout la Bundesbank et dans une moindre mesure la Banque de Tokyo), les cambistes escomptaient des initiatives identiques pour la fin de la journée de mercredi, en attendant les déclarations que devait faire M. Paul Volcker, le président de la Réserve fédérale, devant le Sénat en début d'après-midi (heure de Paris).

Croissance : + 2,5 % en Grande-Bretagne l'an passé

Le produit intérieur brut britannique a progressé de 2,5 % en 1984, selon les chiffres publiés le 19 février par l'Office central des statistiques. En 1983, sur la même base des données relatives à la production, la croissance avait été de 2,89 %. L'an passé, la grève des mineurs, commencée le 12 mars, a eu pour effet de freiner la PIB de 1,25 % environ.

Famine : l'Afrique manque d'engrais

Par hectare cultivé, les pays en développement ont utilisé, selon les dernières statistiques connues (1982-1983), 33 kilos d'engrais et l'Afrique seulement 8,9 kilos, contre 111 kilos pour les pays industrialisés (en légère baisse), et 122 pour les pays socialistes. Les échanges internationaux ont porté sur 33,6 millions de tonnes, soit 28 % de la consommation mondiale. Le directeur général de la FAO, M. Saouma, en rendant publics ces chiffres, a déclaré : « Nous ne pouvons pas nous contenter de livrer (aux Africains) des céréales, de l'huile, des médicaments et des couvertures. Nous devons en même temps remettre l'Afrique à même de se nourrir. A côté des sacs de blé, nous devons apporter des sacs d'engrais. »

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Informaticque** : Olivetti au secours d'Acorn. — Le groupe italien Olivetti devrait entrer au capital de la société britannique Acorn, spécialisée dans la fabrication de micro-ordinateurs domestiques. Acorn traverse une période difficile due à des méventes.

● **La société des Ciments français** a acheté la société américaine Louisville Cement. — C'est par l'intermédiaire de sa filiale Coplay Cement, située en Pennsylvanie, que la société des Ciments français a acquis cette société américaine du

Kentucky, pour un montant de 112,5 millions de dollars. — (AFP.)

Transports

● **Olympic Airways accusée de position dominante**. — La commission européenne exige que la compagnie aérienne grecque nationalisée Olympic Airways lui transmette des renseignements permettant de juger des accusations d'abus de position dominante faites par l'association des compagnies aériennes de la CEE. Celle-ci estime que la compagnie grecque a abusé de son monopole en augmentant ses tarifs de maintenance des avions en transit de 50 % en 1984. — (AFP.)

TÉLÉCOMMUNICATIONS

SELON UNE ÉTUDE DES PTT

Le téléphone est trop cher pour les entreprises pas assez pour les ménages

Les ménages ne paient pas assez cher leurs communications téléphoniques. Les entreprises, en revanche, les surpaient et compensent ainsi le manque à gagner.

L'affirmation peut surprendre ceux qui estiment payer déjà trop cher leur coup de fil. Elle est pourtant bien connue des spécialistes des télécommunications : français comme étrangers. L'hexagone n'ayant pas le privilège de ces transferts financiers entre abonnés.

Le tarif du téléphone est en effet, service public n'obéit, le même pour tous. Tous les abonnés, ménage comme entreprise, paient comme avant, la taxe de base de 0,75 franc. Mais les coûts pour les PTT ne sont pas les mêmes. Les lignes sont plus ou moins longues et difficiles à poser. Elles sont aussi plus ou moins utilisées donc rentables. Cette inadéquation des coûts et des tarifs est source de transferts financiers entre les différentes catégories d'abonnés : des entreprises, qui téléphonent plus et plus loin, vers les particuliers.

Ces transferts sont importants. Ils sont à l'origine de la vague de déréglementation des télécommunications, venue des États-Unis, dont l'effet est précisément de rétablir une certaine « vérité des coûts » par une hausse des prix payés par les particuliers et une baisse de ceux des entreprises.

Si le phénomène est connu, il n'a pourtant fait l'objet d'aucune évaluation précise en France. De combien sous-paient les ménages et quel est le surcoût pour les entreprises ? Quelle est l'ampleur des transferts financiers ? C'est tout l'intérêt d'une étude de M.M. de la Bruenière et Curien (1) que de tenter d'appréhender cette « péréquation ».

L'étude porte sur les tarifs et les recettes de l'année 1981, ce qui fait que ses résultats ne correspondent plus tout à fait à la réalité. Mais on peut les considérer néanmoins comme des minima. Puisque, depuis cette date, la structure tarifaire n'a pas évolué et que seule la taxe de base, c'est-à-dire la cause des distorsions, a été uniformément réévaluée.

Les résultats des auteurs sont sans appel : les ménages, les résidences

secondaires et surtout les cabines publiques ne sont pas des abonnés rentables. Ils coûtent beaucoup plus qu'ils ne rapportent. Les entreprises versent à leur profit en moyenne et par an, 218 F par ménage, 352 F par résidence secondaire et 8 817 F par cabine publique ; les entreprises industrielles payant d'ailleurs plus (3 927 F) que les entreprises de services (1 551 F). Au total, la ponction sur les entreprises représente 4,6 milliards de francs par an ; une somme importante qui se répartit en 3 milliards au profit des ménages, 1,63 milliards pour les résidences secondaires et 1,4 milliard pour les cabines publiques.

Encore faut-il distinguer ensuite le type de paiement et le type de communication. Ainsi, observe-t-on que la taxe de raccordement est trop bon marché pour tous les abonnés et ne rembourse pas son coût pour les PTT. De même pour les coups de fil locaux qui sont sans-pays (à l'exception des entreprises de services). C'est le trafic interurbain (appels en province et à l'étranger) qui rembourse la différence et est taxé pour tous les abonnés plus qu'il ne devrait l'être.

Les inconvénients de la déréglementation

Ce sont bien entendu des calculs moyens. Certains ménages peuvent être « rentables ». Mais quoi qu'il en soit, appeler souvent et loin coûte beaucoup trop cher. Selon les calculs des auteurs : « La tarification en vigueur sous-taxe les ménages de 13 %, les résidences secondaires de 27 % et les cabines publiques de 77 %. Elle surtaxe les établissements publics (industriels) de 39 % et ceux du secteur tertiaire de 27 % ». Pour finir, par ailleurs, « une tarification qui annulerait les transferts entre type de prestation (entre appels locaux et interurbains), il faudrait augmenter la taxe de raccordement et l'abonnement de 140 %, la valeur de la tarification du trafic local de 23 %, et réduire celle du trafic interurbain de 58 % ».

Rapprocher la structure des tarifs de télécommunications de leurs

coûts marginaux ne peut pas être la seule politique d'un service public comme celui des PTT. Mais cette étude a l'immense mérite de fixer les enjeux dans le contexte actuel. La ponction de 4,6 milliards de francs (et sans doute plus en 1984) sur les entreprises obère leur compétitivité. Les PTT doivent accorder vivement la réforme linéairement engagée de leurs tarifs (taxation à la durée dans les villes et baisse parallèle des tarifs interurbains).

Mais à l'inverse, l'étude montre aussi combien il est difficile d'être équitable tant les types de trafic et d'abonnés se mélangent. Une concurrence rentable comme aux États-Unis ou en Grande-Bretagne ne porte que sur les trafics les plus rentables (les grandes entreprises, les banques, les multinationales). Elle a pour effet d'abaissier les tarifs de cette clientèle et de provoquer donc une forte élévation des tarifs payés par les particuliers. Or les ménages ont montré, après la hausse de 10 centimes, en août dernier, qu'ils réduisent leur consommation téléphonique si le prix s'élève trop. Une déréglementation brutale ris-

que d'avoir des effets indirects sur les comportements des ménages et de « casser » ce marché plus fragile qu'on ne l'imagine. Personne ne peut a priori, faute d'étude précise, déterminer le résultat économique global pour le pays d'une telle initiative. Ni dans un sens, ni dans un autre. Les partisans d'une déréglementation en France — on en compte de nombreux dans les rangs de l'opposition animée du seul souci politique du « moins d'État » — feraient bien d'y regarder à deux fois et de ne pas se lancer à l'aventure. Pour autant, à ne pas accélérer la réforme tarifaire les PTT nourriront l'argumentaire de leurs adversaires. A faire payer 58 % « trop cher », le trafic interurbain, l'administration fait le lit de la déréglementation.

ERIC LE BOUCHER.

(1) - Les transferts de revenus induits par la tarification téléphonique entre catégories d'abonnés et entre types de prestations. Annales des télécommunications, tome 39, n° 11-12, novembre-décembre 1984.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES


	COURS DU JOUR	UNE MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ base + court	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
SE-UL	10,1400	+ 155 + 165	+ 275 + 300	+ 575 + 675
SE-AM	7,5410	+ 25 + 44	+ 25 + 31	+ 126 + 31
SE-UK	3,3053	+ 125 + 135	+ 257 + 274	+ 515 + 585
DM	3,0554	+ 113 + 121	+ 227 + 240	+ 428 + 448
FRanc	2,6909	+ 77 + 83	+ 157 + 167	+ 463 + 497
F.S. (100)	15,1952	+ 7 + 31	+ 32 + 51	+ 184 + 34
F.S.	2,6854	+ 132 + 144	+ 277 + 294	+ 835 + 886
L.1 (100)	4,9409	+ 135 + 148	+ 297 + 340	+ 984 + 1064
R. franc	11,0046	+ 249 + 268	+ 491 + 548	+ 1110 + 1230

TAUX DES EUROMONNAIES


	SE-UL	SE-AM	SE-UK	DM	FRanc	F.S. (100)	F.S.	L.1 (100)	R. franc
1/2	8 1/2	5 7/8	8 9/16	8 11/16	8 13/16	8 13/16	9 3/8	9 1/2	9 1/2
3/12	5 3/16	5 7/16	5 11/16	5 13/16	5 7/8	5 7/8	6 3/8	6 1/2	6 1/2
6/12	5 1/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 7/8	5 7/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
12/12	11 1/2	10 9/16	10 13/16	10 15/16	10 7/8	10 7/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
18/12	14 1/4	13 1/4	13 7/8	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 3/4	15 1/8	15 1/8
24/12	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8
30/12	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8	14 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

205, ET SI ON FAISAIT UNE REUSSITE?



RALLYE DE MONTE-CARLO



RALLYE DE SUÈDE

CLASSEMENT GÉNÉRAL RALLYE DE MONTE-CARLO

- 1^{er} A. VATANEN - T. HARRYMANN (PEUGEOT 205 TURBO 16)
- 2^e W. RÖRHL - GEUSTOF (AUDI QUATTRO)
- 3^e S. SALONEN - S. HARIJANNE (PEUGEOT 205 TURBO 16)
- 4^e S. BLONQVIST - CEDEBERG (AUDI QUATTRO)
- 5^e B. BABY - J. F. FAUCHILLE (PEUGEOT 205 TURBO 16)

CLASSEMENT PROVISOIRE DU CHAMPIONNAT DU MONDE 85

- 1^{er} PEUGEOT 18 points
- 2^e AUDI 16 points
- 3^e LANCIA 8 points
- 4^e RENAULT 6 points
- 5^e CITROËN 4 points

CLASSEMENT GÉNÉRAL SUÈDE

- 1^{er} A. VATANEN - T. HARRYMANN (PEUGEOT 205 TURBO 16)
- 2^e S. BLONQVIST - S. HARIJANNE (PEUGEOT 205 TURBO 16)
- 3^e T. SALONEN - S. HARIJANNE (PEUGEOT 205 TURBO 16)
- 4^e H. MIKKOLA - A. HERTZ (AUDI QUATTRO)
- 5^e P. EKBLUND - D. WITTOCK (AUDI QUATTRO)

CLASSEMENT PROVISOIRE AU CHAMPIONNAT DU MONDE

- 1^{er} PEUGEOT 38 points
- 2^e AUDI 32 points
- 3^e LANCIA 8 points
- 4^e RENAULT 6 points
- 5^e CITROËN 4 points

Après le succès d'An Vatanen au Monte-Carlo, la 205 réitère son exploit en remportant le Rallye de Suède. En plaçant à nouveau 2 voitures dans les 3 premières places, la 205 fait un pas vers le titre de Champion du Monde des Rallyes. C'est la cinquième victoire consécutive de Vatanen-Harrymann (Monte-Carlo, R.A.C. en 84, Monte-Carlo et Suède en 85) dans les épreuves du Championnat du Monde. Alors rendez-vous maintenant au Portugal pour le prochain rallye auquel se prépare déjà toute l'équipe du Peugeot Talbot Sport 205... quel sacré numéro !

AUTOMOBILES PEUGEOT

Un constructeur sort ses griffes

PEUGEOT TALBOT SPORT

Avec le concours de : MICHELIN Shell BILSTEN CHAMPION SKF SPEEDLINE VALVO

205 من الأصل

ÉTRANGER

L'ÉLARGISSEMENT DE LA CEE

Deux nouvelles rencontres sont prévues avec l'Espagne et le Portugal

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — Deux jours de travaux pour constater qu'aucun progrès n'a été réalisé : tel est le bilan de la réunion des 18 et 19 février des ministres des affaires étrangères de la CEE consacrée aux adhésions espagnole et portugaise. Les Dix ont prévu deux nouvelles rencontres — le 28 février et le 18 mars — pour tenter de conclure les négociations avec Madrid et Lisbonne avant le Conseil européen de Dublin (30 et 31 mars).

Les discussions sur la pêche qui ont occupé une large place dans la session ministérielle ont confirmé que les positions de la Communauté et de l'Espagne, comme l'a admis M. Morán, le ministre espagnol des affaires étrangères, après son entretien avec les Dix, sont pour le moment inconciliables. D'un côté, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, le Danemark et l'Irlande veulent mettre à l'épreuve l'Espagne pendant une période transitoire pouvant aller jusqu'à quinze ans avant de se prononcer sur l'entrée de ce pays dans « l'Europe bleue ». De l'autre, Madrid, appuyé par la Commission européenne qui s'est montrée sensible aux arguments espagnols, demande l'adhésion de plein droit au terme d'une durée de sept ans.

A un mois de l'échéance arrêtée pour réaliser le nouvel élargissement de la CEE au 1^{er} janvier 1986, la question de la pêche — sans compter les multiples problèmes à régler en matière de droits de douane — représente une adhésion de l'Espagne et, par voie de conséquence, du Portugal, à la date prévue. D'autant que dans l'entourage de M. Lamour, le secrétaire d'Etat français aux affaires européennes, on laisse entendre que les cinq États membres formant le noyau dur ne sont

pas prêts à prendre le risque de mettre en danger la fragile équilibre établi en janvier 1983 sur les conditions de pêche dans la zone communautaire des 200 milles pour accueillir l'année prochaine les deux pays.

Un éventuel ajournement de l'élargissement remettrait en cause l'accord intervenu au Conseil européen de Fontainebleau, qui lie, à la demande de la RFA, l'augmentation des « ressources propres » (1), à partir de 1986, à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun l'année prochaine.

L'Allemagne fédérale — qui se montre pourtant aussi ferme que ses partenaires, tout au moins dans le secteur de la pêche — maintient sa position. Ainsi, Bonn a rejeté, mardi, l'idée soumise par les autres capitales européennes d'une utilisation anticipée des fonds prévus pour le fonctionnement d'une Communauté « à douze » afin d'assurer les dépenses de l'Europe d'ici à la fin de l'année. Rejeté en décembre dernier par le Parlement européen parce que les crédits couvriraient à peine dix mois d'activité, le projet des Dix accuse un « trou » de 2,1 milliards d'ECU (14,4 milliards de francs). Logiques avec eux-mêmes, les Allemands proposent le versement de contributions additionnelles des Dix pour boucler l'exercice en cours.

Il est trop tôt dans l'année pour que ce nouveau différend budgétaire ait des effets sensibles sur le fonctionnement de la Communauté. Mais déjà, à Bruxelles, on prévoit de rudes batailles dans les prochains mois.

MARCEL SCOTTO.

(1) Versement de 1,4 % des recettes de TVA des Dix au budget communautaire contre 1 % actuellement.

En Argentine

Le nouveau ministre de l'économie mettra en œuvre le plan d'austérité dont il est l'auteur

Le nouveau ministre argentin de l'économie, M. Juan Sourrouille, a promis, mardi 19 février, en promettant de tout faire pour relancer l'économie nationale et réduire l'inflation. Aucune raison officielle n'a été donnée à la démission de son prédécesseur, M. Bernardo Grinspun, ni même à celle du président de la Banque centrale, M. Enrique García Vazquez. Cependant, les milieux financiers anglo-saxons rappellent que l'Argentine avait signé un accord avec le FMI (Fonds monétaire international), s'engageant notamment à réduire l'inflation, ce qui est loin d'être fait puisque celle-ci se poursuit au rythme annuel de 700 %.

L'Argentine, qui traîne avec elle le boulet d'une dette extérieure de 45 milliards de dollars environ, se doit de donner la preuve de sa résolution à redresser la situation. Les rapports entre M. Grinspun et les représentants du FMI étaient sans

doute devenus pas trop tendus, ces derniers temps, pour que le président argentin, M. Raúl Alfonsín, ne se sente pas tenu d'intervenir. De source gouvernementale, on indique que c'est le chef de l'Etat qui a demandé la démission du ministre de l'économie et du président de la Banque centrale.

M. Sourrouille aura à reprendre les négociations brusquement interrompues avec les partenaires sociaux et à mettre au point la réforme du système financier promise par son prédécesseur. On lui prête également l'intention de promouvoir un terme aux investissements spéculatifs. Le ministre de l'économie aura aussi, et surtout, pour mission de réaliser le plan d'austérité de cinq ans que le gouvernement a arrêté en janvier, et dont il était le principal auteur comme secrétaire d'Etat à la planification.

SOCIAL

Deux mesures pour le travail à temps partiel

(Suite de la première page.)

Ainsi, le chômeur n'aurait-il aucun avantage à demeurer demandeur d'emploi. Si, pour une raison quelconque, le nouvel embauché devait quitter son emploi il retrouverait l'intégralité de ses indemnités restant à percevoir, calculées sur la base de son premier salaire de référence. Ce dernier serait de nouveau considéré comme un demandeur d'emploi pour un travail à temps complet.

Moins originale, la deuxième orientation ne fait qu'aménager les dispositions en vigueur de longue date et déjà améliorées, en juin 1984, sous le nom de contrat de solidarité réduction du temps de travail.

Cette formule, qui a finalement obtenu peu de succès, si l'on en croit les statistiques récentes (vingt et un contrats signés en janvier 1985 pour un effectif de cent vingt-neuf personnes), a souffert des contraintes qu'elle imposait aux employeurs, très réservées.

Certes, toute entreprise qui s'engageait, par accord collectif, à réduire la durée du travail recevait une aide dégressive de l'Etat pendant trois ans. Mieux, le montant de la première année avait été ravalé et fixé à 1 000 F ou 1 500 F selon les cas, par heure diminuée et par salarié concerné, ce qui représentait de jolies sommes. Mais, en contrepartie, l'employeur a dû, dans un premier temps, pendant la même période de trois ans, maintenir ses effectifs, puis ne pas provoquer des licenciements économiques, et enfin, sur la proposition de M. Jack Ralite, l'ancien ministre (communiste) de

l'emploi, a pu bénéficier d'une tolérance pour les départs en préretraite FNE.

Ces assouplissements successifs ayant été jugés insuffisants, qu'advient-il de la nouvelle présentation décidée par le conseil des ministres ? Il s'agit, cette fois, de « coupler » la relance d'un effort pour la réduction du temps de travail avec une offensive en faveur du travail à temps partiel. L'entreprise qui, d'un même mouvement, aura signé un accord collectif de diminution des horaires et aura retenu la possibilité, pour des salariés volontaires, de travailler à temps partiel pourra prétendre à une aide supplémentaire de l'Etat.

Incitatif, quoique compliqué, ce système pourrait être encore com-

La position moyenne de la France

Pour des raisons à la fois sociologiques et historiques, la France occupe une position moyenne, parmi les pays de l'OCDE, pour les proportions de salariés occupant un emploi à temps partiel (8 % de la population active en mars 1983). En Norvège (28,3 %), en Suède (25,2 %), au Danemark (20,8 %) et aux Pays-Bas (19,4 %) cette formule connaît un grand succès confirmé par les statistiques de l'OCDE qui portent sur l'année 1982. A l'inverse, la Belgique (6,4 %) et surtout l'Italie (2,7 %) n'y ont guère recours.

L'objectif recherché serait de se rapprocher des taux enregistrés en RFA (10,2 %) voire aux Etats-Unis (14,4 %) ou au Royaume-Uni (15,4 %). Selon l'enquête emploi de l'INSEE on comptait, en France, 175 000 salariés qui travaillent moins de 32 heures par semaine dont 88 % de femmes et, dans la moitié des cas, avec des qualifications d'employés. A la fin janvier, selon les chiffres de l'ANPE, on comptait d'autre part 142 900 demandeurs à la recherche d'un emploi partiel, soit 8,2 % de plus en un an.

poser une modification, soit d'appliquer des échanges acceptés après consultation. En revanche, le gouvernement considère que la difficulté, pour les seuils fiscaux, n'existe pas, ni même pour les charges sociales, qui ne pénaliseraient plus l'entreprise utilisatrice. Il ne subsisterait qu'un seul problème, limité dans son ampleur : le calcul des cotisations de retraite complémentaire qui sanctionne surtout les cadres.

Reste maintenant à savoir si, les dispositions ayant été modifiées par le conseil des ministres, et selon une procédure très technique, le travail à temps partiel peut, à petit pas, se développer.

ALAIN LEBEAUE.

● La CFTC est favorable, sous conditions, aux mesures pour le travail à temps partiel. — Sans attendre le conseil des ministres, la CFTC a fait savoir, le 19 février, qu'elle était « favorable aux mesures prévues » pour le travail à temps partiel. Mais, ajoute le communiqué, « l'incitation n'est pas sans risque », et « le recours abusif au temps partiel doit être évité ».

● M. André Bergeron (FO) critique l'extension des TUC. — Déjà très réservé à l'égard des TUC (travaux d'utilité collective), M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, s'est déclaré opposé, le 19 février à l'extension de la formule à de nouveaux secteurs d'activité annoncée par M. Robins le 18 février (Le Monde du 19 février).

ÉNERGIE

NOUVEAU CONTRAT GAZIER ENTRE LA FRANCE ET LES PAYS-BAS

Baisse du prix et prolongation des livraisons sur dix ans

Le prix de vente du gaz néerlandais à la France va diminuer de 10 % environ. Gaz de France, comme ses homologues allemands et belges, a obtenu de la société Gasmid, second fournisseur de gaz de la France (1), un aménagement substantiel de son contrat de

fourniture : les livraisons seront prolongées de dix ans jusqu'en 2003 et la formule de prix sera révisée, faisant ainsi tomber les tarifs.

Cet accord, qui devrait être mis en forme la semaine prochaine et signé au début de mars,

devrait débloquer les négociations engagées par ailleurs entre la France et l'Union soviétique pour revoir également à la baisse les conditions de vente du gaz soviétique et étaler les livraisons (Le Monde du 29 janvier).

Les Pays-Bas avaient ouvert depuis l'automne des négociations avec tous leurs clients pour prolonger les contrats de fourniture de gaz jusqu'à la fin du siècle. Cinq sociétés allemandes, dont Ruhrgas, une société belge (Distrigaz Belgique) ont déjà obtenu, en contrepartie de l'allongement de la durée de leurs contrats, des baisses de prix. Gaz de France s'est entendu avec Gasmid pour prolonger de dix ans le contrat signé en 1967 et qui venait à expiration en 1993. Les quantités livrées seront toutefois réduites, afin de tenir compte du rétrécissement prévu du réseau de distribution en France du gaz de Groningue — qui n'a pas le même pouvoir calorifique que les gaz soviétique, algérien ou français. Fondées sur la moyenne annuelle

des achats de la France en cours des dix années précédant 1993, elles ne devraient pas dépasser 5 milliards de mètres cubes par an, contre une moyenne de 7,4 milliards de mètres cubes pour le contrat précédent (185 milliards de mètres cubes sur vingt-cinq ans) et 6,5 milliards de mètres cubes actuellement.

La COGEMA approvisionne cent douze réacteurs nucléaires dans le monde

« Globalement, 1984 a été pour notre Compagnie une année très satisfaisante dans tous les domaines. » C'est en ces termes que M. François de Wiscoq, président, mardi 19 février, les résultats de la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) qu'il préside. Le chiffre d'affaires de la Compagnie — 10,2 milliards de francs — de même que celui de la société mère et de ses filiales — 17 milliards de francs — n'ont pratiquement pas augmenté par rapport à 1983 ; mais plus de 41 % des ventes du groupe (environ 7 milliards de francs) ont été réalisées hors de France : près du quart au Japon — premier client étranger de la société qui est pour sa part le premier fournisseur français de ce pays — 11 % aux Etats-Unis et le reste en Europe. Autre point positif, la Compagnie fournit actuellement en combustibles ou en services cent douze réacteurs nucléaires en fonctionnement ou en construction (dix de plus qu'en début de 1984) représentant le tiers de la puissance installée dans le monde.

Sur le plan financier, la marge brute d'autofinancement approchera 2,1 milliards de francs pour 1984, en progression de 20 % par rapport à l'année précédente, et le bénéfice devrait excéder 100 millions de francs. Quant à la principale filiale de la COGEMA, Eurodif, chargée de l'enrichissement de l'uranium, elle devrait également présenter un résultat positif en 1984.

Si les différentes branches de l'activité de la COGEMA — uranium naturel, enrichissement de l'uranium, fabrication des combustibles nucléaires et retraitement des combustibles irradiés — ont « accru

l'éventail de leur clientèle », selon les termes de M. de Wiscoq, c'est surtout dans le domaine de l'enrichissement que la COGEMA a marqué des points en 1984. Elle a notamment signé des contrats pour alimenter en combustible enrichi quatre réacteurs américains supplémentaires et deux réacteurs suisses. En outre, l'usine d'Eurodif (dans laquelle la COGEMA détient une participation consolidée de plus de 51 %, au côté de sociétés belges, espagnoles et italiennes), a vu sa production augmenter. Cette dernière couvre actuellement le tiers des besoins en combustible enrichi du monde occidental et elle pourrait en assurer 40 % en 1985.

Par ailleurs, le gisement d'uranium de Cigar Lake que les géologues de la Compagnie ont découvert à Waterbury Lake (Canada), à la fin de 1983, s'est, depuis, révélé « le meilleur gisement du monde ». Il renferme, en effet, 110 000 tonnes d'uranium présent dans le minerai à la teneur tout à fait exceptionnelle de 12 % (une teneur soixante à cent fois plus grande que dans la plupart des autres gisements), ainsi que 40 000 tonnes d'uranium à 4 %.

L'arrivée de nouveaux concurrents dans le domaine du retraitement des combustibles irradiés (allemands, voir japonais) n'affecte pas l'optimisme de M. de Wiscoq : « Les nouvelles usines auront une capacité moindre que celle de La Hague, actuellement en cours d'extension, précise-t-il. En outre, elle ne seront pas exploitées avant 1993 ou 1995, et d'ici là, les usines de la COGEMA seront amorties. »

ELISABETH GORDON.

Négociations avec les Soviétiques

Cet accord devrait être rapidement suivi d'un aménagement similaire entre les Pays-Bas et la SNAM italienne. Il tombe à pic pour Gaz de France, qui non seulement assure à long terme ses approvisionnements à un coût favorable, mais aborde dans de bonnes conditions les négociations avec les Soviétiques, troisième fournisseur de la France (1). Désireux de préserver ses marchés en Europe, l'URSS a en effet accepté de revoir, avec ses clients italiens, français et allemands, tous ses contrats de fourniture. Un accord vient semble-t-il d'être conclu avec la SNAM italienne, alignant les prix des anciens contrats (6,5 à 7 milliards de mètres cubes par an) sur les conditions consenties l'an passé lors de la signature d'un nouveau contrat de vente de gaz sibérien (à environ 3,75 dollars par million de BTU).

Vis-à-vis de la France, les Soviétiques attendaient de connaître les résultats des discussions engagées avec les Pays-Bas. Gaz de France souhaite obtenir trois aménagements substantiels : d'une part une révision des prix amenant les tarifs soviétiques dans la même zone (3,65 à 3,75 dollars par million de BTU) que les Néerlandais. D'autre part, un étalement des livraisons prévues au titre du contrat conclu en 1982

pour 25 ans (8 milliards de mètres cubes/an dès 1986) avec une montée en puissance plus lente en 1985 et 1986 notamment. Enfin, une « souplesse » plus importante dans les enlèvements prévus par les contrats anciens, qui ne permettent à Gaz de France de moduler ses achats sans pénalités que de 5 % (alors que le nouveau contrat autorise une variation de -20 % à +5 % par rapport aux quantités prévues).

La baisse prévisible des coûts d'approvisionnement en dollars de Gaz de France ne devrait toutefois pas se traduire par une diminution du prix aux consommateurs français. En effet, elle risque d'être en partie annulée par la hausse des cours du dollar (une augmentation de 1 F du dollar coûte 3,3 milliards de francs) et elle reste partielle, les prix du premier fournisseur de gaz de la France, l'Algérie, restant, en dépit d'une baisse prochaine de 1,5 % environ liée à la diminution des prix du pétrole brut, très supérieurs à ceux des gaz concurrents. La hausse récente des tarifs de Gaz de France (+ 4,5 % au 1^{er} janvier pour les usages domestiques ; et + 6 % pour les clients industriels) ne devrait donc pas suffire à équilibrer les comptes de l'établissement qui a perdu 9,6 milliards de francs depuis 1980.

VÉRONIQUE MAURIS.

(1) Les achats français de gaz ont été augmentés en 1984 à 29,8 % par l'Algérie, 23,9 % par les Pays-Bas, 15,9 % par l'URSS et 8,3 % par la Norvège, le gisement de Lacq couvrant encore 21,9 % des besoins. (2) 1 million de BTU (British Thermal Unit) = 25 mètres cubes et 0,025 tonnes d'équivalent pétrole.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LOUIS VUITTON

MAISON FONDÉE EN 1854

Le chiffre d'affaires consolidé 1984 s'établit à 1115 millions de francs, en augmentation de 34,3 % par rapport à celui de l'année 1983.

Treize magasins ont été ouverts en 1984, dont la plupart dans le courant du dernier trimestre. Après élimination des effets prix (4,2 %) et change (7,7 %), l'augmentation de volume a été de 19,6 % par rapport à 1983 (soit 11 % à nombre égal de magasins). Au cours de l'année, la Société a poursuivi sa politique de développement des ventes dans toutes ses zones géographiques d'activité, avec un accent particulier sur l'Amérique du Nord et l'Europe. Le programme de développement se poursuit en 1985 dans le même esprit.

V

SOCIÉTÉ NAVALE CHARGEURS DELMAS-VIELJEUX

Les actions de la Société navale Chargeurs Delmas-Vieljeux seront introduites à la cote du second marché de la Bourse de Paris le mardi 5 mars prochain. Un total de 277 000 titres représentant 15,2 % du capital sera proposé aux investisseurs selon la procédure de mise en vente. Le prix d'offre unitaire minimum sera de 325 F par titre.

Ce prix d'offre de 325 F par action représente par rapport aux données estimées 1984 : — 1,7 fois la MBA par action, — 5,2 fois le bénéfice courant par action.

Bien que les comptes 1984 ne soient pas encore définitivement arrêtés, la Société navale Chargeurs Delmas-Vieljeux devrait dégager un excédent brut d'exploitation en progression sur celui de l'exercice précédent et la MBA totale devrait être supérieure à 340 millions de F, contre 313 millions de F en 1983. Le bénéfice net comptable devrait ressortir à un niveau de 57 millions de F, soit 31 F par action, rendant possible un dividende de 20 F par action, contre 18 F en 1984.

Les actions introduites auront droit à ce dividende qui, sur la base du prix d'offre minimum, procurerait un rendement global de 9,2 %.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
246-72-23, poste 2412

CREDIT LYONNAIS

SITUATION AU 2 JANVIER 1985

La situation au 2 janvier 1985 s'établit à 785 309 millions contre 758 063 millions au 30 novembre 1984.

An passé, les comptes d'Instituts d'Emission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 38 501 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers à 510 575 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 255 444 millions de francs. A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers s'élèvent à 293 986 millions de francs, les Crédits à la Clientèle à 283 392 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la clientèle à 37 712 millions de francs.

Europartnaires : Banco di Roma, Banco Hispano Americano, Commerzbank.

BAYERISCHE VEREINSBANK S.A. (BV FRANCE)

Le 31 janvier 1985, le conseil d'administration s'est réuni pour arrêter les comptes de l'exercice 1984, au siège social de la maison mère, la Bayerische Vereinsbank AG, Munich.

La filiale française du groupe clôture son deuxième exercice social avec un total au bilan de 558,7 millions de francs (1983 : 388,3 millions de francs), et un bénéfice net après provisions, amortissements et impôts de 5 millions de francs (3,4 millions).

LES PEUGEOT
ne sont pas griffés

AFFAIRES

La difficile privatisation des abattoirs d'Amiens

De notre correspondant

Amiens. — La privatisation des abattoirs de la ville d'Amiens, dont le principe a été décidé il y a quelques mois (le Monde du 8 juin 1984) à l'unanimité du conseil municipal avec à sa tête M. René Lamps (PCF), n'est pas encore réalisée.

On trouve d'un côté l'acheteur potentiel, la SICADA (société d'intérêt collectif agricole de l'Amiénois), qui fait 65 % du tonnage des abattoirs et dont le patron, M. Jean-Pierre Heuséle, a toujours dit que, si l'affaire ne se faisait pas, il irait faire abattre ailleurs, notamment à Arras. On trouve d'un autre côté la société fermière de l'abattoir, la SINEXADA, qui regroupe les professionnels de la viande. Craignant d'être évincés d'abattoirs qui seraient devenus privés, ceux-ci ont porté l'affaire devant la justice, avant l'adjudication qui devait avoir lieu le 17 décembre 1984.

Selon les plaignants, les délibérations du conseil municipal violent notamment « les principes d'égalité des usagers devant le service public » et le décret du 15 juin 1961 réglementant les conditions d'exploitation des abattoirs ». La SINEXADA s'insurge aussi contre le fait que la ville ait mis aux enchères cinq millions de francs « un bien évalué par les domaines à quinze millions ».

A la municipalité, l'adjoint socialiste négociateur de l'affaire, M. René Anger, ne réfute pas ces chiffres mais souligne que l'adjudication est assortie pour l'acheteur de contraintes bien précises : création de cent emplois avec paiement à la ville de 50 000 francs par emploi non créé, reprise intégrale du personnel (soixante personnes), engagement de réaliser des travaux de modernisation d'un montant de quinze millions de francs, nécessité de garantir une production de 15 000 tonnes et de préserver toutes les activités se trouvant en aval de l'abattoir, comme le traitement des boyaux. « Quant au service public, ajoute M. Anger, il est assuré puisque le cahier des charges prévoit que les conditions d'accès à l'abattoir resteront celles d'un abattoir municipal ». Il affirme enfin que le décret de 1961 n'est pas violé « car

la vente de l'abattoir est prévue dans le contrat de plan ; or la loi de plan est plus forte que le décret ».

Le tribunal de grande instance d'Amiens n'a pas tranché sur le fond. Il a suspendu la procédure d'adjudication et renvoyé l'affaire devant le tribunal administratif qui aura à juger de la validité des délibérations du conseil municipal.

Les élus amiénois ont alors prolongé de trois mois le contrat d'affermage de la SINEXADA et ont esquissé un début de compromis. Dans ce nouveau schéma, la SINEXADA posséderait une minorité de blocage de 34 %, le reste étant détenu par la SICADA.

Reste à déterminer le statut de la future société. Sera-t-elle encore plus ou moins concession de la ville ou sera-t-elle complètement privée ? La question n'est pas tranchée. Curieusement, au sein du conseil municipal, ce sont les élus de la majorité qui sont pour la solution privée et les élus de l'opposition pour la solution publique. M. René Anger a qualifié la discussion à ce sujet de « débat théologique ». D'ailleurs les conseillers PR et RPR n'ont pas fait obstacle au vote préconisant la solution de compromis. Ils se sont contentés de ne pas participer au vote.

Fin janvier la SICADA a fait savoir dans un communiqué qu'elle ne saurait en aucun cas accepter un statut public pour les abattoirs : « Quand un partenaire économique, dans quelque branche que ce soit, réalise 60 % à 70 % de l'activité, il est normal qu'il ait, plus que tout autre, son mot à dire, indique-t-elle. La privatisation permet un investissement beaucoup plus rapide qui n'est pas supporté par les contribuables. Face aux évolutions techniques et technologiques de la filière viande, il devient indispensable de maîtriser les différents maillons de la chaîne pour garantir aux consommateurs la qualité finale du produit ».

La SICADA menace toujours d'aller faire abattre ailleurs si son développement ne peut se réaliser grâce aux abattoirs d'Amiens.

MICHEL CURIE.

LA RÉFORME DU CODE DE LA MUTUALITÉ

Une incitation au développement des mutuelles

Le jeudi 21 février, au conseil supérieur de la mutualité, M. Georges Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité, présentera les premiers éléments de la réforme du code de la mutualité annoncée au conseil des ministres du 14 novembre dernier : une réforme mutuelle, de caractère juridique, mais importante pour la nombreuse collectivité. Un projet de loi doit être soumis au Parlement lors de la session de printemps.

Les dispositions législatives nouvelles suivent, à très peu de choses près, les recommandations d'un groupe d'études, formé de représentants de l'administration et de la mutualité, réuni au début de l'année dernière sous la présidence d'un

conseiller d'Etat, M. Pierre Morisot. Elles visent à alléger les tutelles sur les mutuelles et à faciliter leur développement. Celles-ci disposeront explicitement de la pleine capacité civile. Elles pourront notamment acquérir, vendre des locaux ou des immeubles et, dans la limite d'un certain plafond, faire des emprunts sans autorisation préalable de l'administration : une simple déclaration suffira. De même les modifications de statut pourront être approuvées par accord tacite.

La loi reconnaît aussi la possibilité pour les mutuelles de créer des établissements ou des services sanitaires, médico-sociaux, sociaux ou culturels (cliniques, centres médi-

caux ou dentaires, pharmacies, centres d'optique, établissements pour jeunes, personnes âgées, convalescents ou handicapés, centres de vacances, de voyages, aides au logement...), de s'allier pour cela à des collectivités ou à des associations ou de jouer pour celles-ci le rôle de prestataires de services. Une façon de signifier la diversité des activités des mutuelles : on est bien au-delà des « œuvres sociales » de jadis. Comme en matière de tutelle administrative, il s'agit d'une législation et d'un élargissement de la pratique : selon le rapport Morisot, les mutuelles gèrent déjà, entre autres, plus de deux cents centres d'optique, autant de cabinets dentaires, soixante-dix pharmacies, une centaine de centres de vacances et de loisirs divers.

En échange, elles devront respecter certaines obligations notamment financières : s'affilier à un fonds de garantie, et pour les plus importantes (1), posséder des commissaires aux comptes.

Particulièrement attendues par les organisations mutualistes : les dispositions qui touchent aux relations — à la concurrence — avec les compagnies d'assurance. Comme celles-ci, les mutuelles auront explicitement le droit de faire de la « prévoyance collective », c'est-à-dire de proposer des contrats de groupe pour l'invalidité, le décès, la retraite, alors que l'adhésion à une mutuelle est normalement individuelle. Elles pourront même faire du démarchage, à condition de ne pas faire appel à des agents rémunérés.

Contrairement à ce que demande la Fédération nationale des mutuelles de travailleurs (FNMT), il n'est pas question de donner aux mutuelles le monopole des prestations complémentaires de la Sécurité sociale en cas de maladie. Mais un « code de bonne conduite » est actuellement en préparation, et la « loi » du code de la mutualité doit — logiquement — être complétée par une révision du code des assurances de façon que les appellations soient claires, le terme de « mutuelle » devant caractériser les groupements qui sont régis par le code de la mutualité.

GUY HERZLICH.

(1) On comptait en 1981 près de 700 mutuelles, mais 738 représentaient plus de la moitié des effectifs et versaient 95 % des prestations. Leur nombre, de surcroît, ne cesse de diminuer tandis que leur taille augmente.

La canne à pêche française menacée par les Japonais

(De notre correspondant)

Tours. — Le marché de la canne à pêche est menacé par la concurrence asiatique. Le numéro un en France, Garbolino, implanté à Sainte-Maure (Indre-et-Loire), en fait la triste expérience.

En septembre 1984, M. Michel Debré, ancien premier ministre, s'était inquiété officiellement de l'implantation en France d'un fabricant japonais. Dans sa bonne ville d'Amboise se trouve l'une des plus importantes sociétés françaises, Paxon et Michel. Aujourd'hui, il ne s'agit plus d'inquiétude : le Japon et même la Corée sont là et font pression.

Il y a un an, chez Garbolino, c'était l'euphorie. Installée en 1969 en Touraine, absorbée en 1975 par le groupe français Veillard-Migeon et C^o, l'entreprise ne cessait de croître. Ses effectifs étaient passés, en dix ans, de soixante à cent cinquante-deux salariés. Le leader du marché national produisait cent quatre-vingt mille cannes à pêche, dont un tiers à l'exportation, et proposait un produit haut de gamme fabriqué à partir de carbone et de bore, au prix de 5 000 francs l'unité.

Mais Debré, premier fabricant japonais, s'est installé à Rouen, créant cent emplois, et une société coréenne, Sistar, a implanté un entrepôt à Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire). Conséquence : le marché est envahi par des produits beaucoup moins chers et de moins bonne qualité. Mais, en période de crise, le prix prévaut souvent, et les pêcheurs mordu ont fini par mordre aux hameçons japonais et coréens.

Ajoutons à cette concurrence déloyale une saison médiocre ainsi qu'un temps déplorable, et l'on aura l'explication d'une chute des commandes de 18 % en 1984.

Garbolino vient donc de réduire son personnel : sept départs en préretraite et neuf licenciements. Pour M. Truffaut, directeur de l'entreprise, il n'est pas exclu que ce mouvement s'accroisse si les tentatives de diversification (mâts de planche à voile) ne se révèlent pas payantes. « On a créé cent emplois à Rouen, ajoute-t-il, mais on va en supprimer autant, sinon plus, ailleurs ».

ALEXIS BODDAERT.

DANS L'INDUSTRIE DE L'ARMEMENT

L'exportation représente 40 % de la production

Les industries de l'armement font vivre en France un total de 400 000 travailleurs, soit 1,3 % de la population active ou encore 5,6 % de l'effectif industriel national. Avec un chiffre d'affaires annuel supérieur à 86 milliards de francs, cette activité représente 2,5 % du produit intérieur brut marchand, et elle est en croissance régulière depuis la décennie 70, à un rythme de 5 à 6 % par an en volume. L'exportation se maintient à 40 % du chiffre d'affaires.

Ces évaluations figurent dans une étude que le ministère de la défense vient de consacrer à une série d'analyses des données économiques sur les dépenses militaires.

Dans l'industrie d'armement, l'emploi se répartit entre 300 000 travailleurs directement mobilisés par la fabrication des matériels et 100 000 autres impliqués dans les achats courants nécessaires à la construction des armements (matières premières et composants électroniques). Ces estimations ne représentent pas pour autant le total des emplois créés par l'activité de défense en France, qui s'élève à 1 112 000 si on ajoute aux effectifs de l'armement les effectifs, civils et militaires, sous les drapeaux et certains effectifs induits hors de l'armement.

Si l'on exclut les matériels des forces nucléaires qui restent interdits à l'exportation, note encore le ministère de la défense, c'est près de

40 % de la production française d'armement qui sort des frontières nationales. Ce qui représente 5 % de l'ensemble des exportations de la France et 17 % de ses exportations de biens d'équipement. La France occupe le troisième rang mondial, loin derrière les Etats-Unis et l'Union soviétique, constate encore l'étude du ministère.

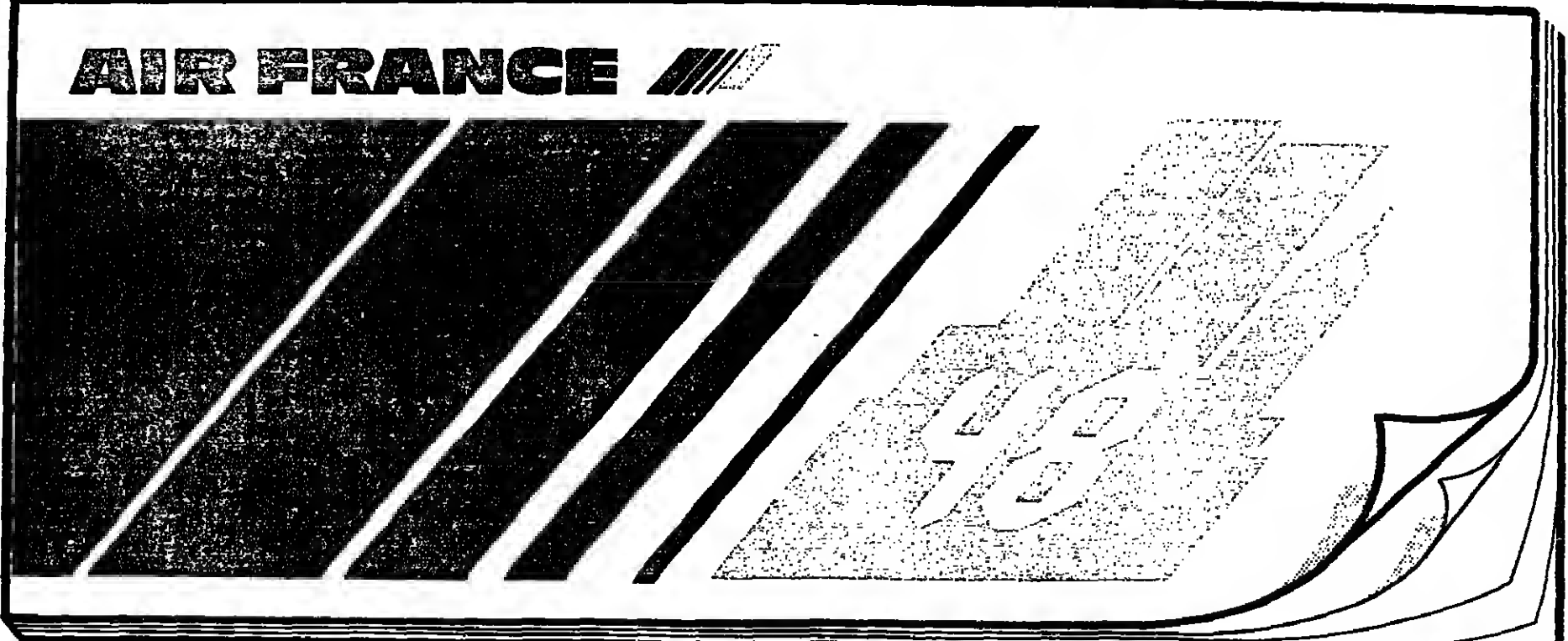
Cette analyse officielle fait état, enfin, de la place de la recherche de défense dans l'ensemble des dépenses de recherche et développement financées chaque année par l'Etat.

Sur les quelque 20 milliards de francs consacrés par le ministère de la défense au financement de la recherche et développement, 12 milliards (soit 60 %) profitent aux entreprises et représentent 22 % de leur financement en la matière, et les 8 milliards de francs restants (soit 40 %) bénéficient aux établissements publics, représentant 17 % de leur financement en ce domaine. L'Etat, constate le ministère de la défense, finance environ 66 % de la recherche en France et, à lui seul, le ministère de la défense, en fait 20 %.

Pour l'essentiel, les moyens de la recherche militaire vont à l'électronique (25 %), au nucléaire (21 %), aux engins (21 %) et à l'aéronautique (19 %). Le reste se répartit en faveur des armements classiques (munitions), des constructions et armes navales, et des véhicules terrestres.

Avec Air France, combien avez-vous de possibilités de gagner l'Amérique du Nord chaque semaine?

La réponse est dans le billet.



Un billet Air France pour l'Amérique du Nord, c'est 48 fréquences par semaine au départ de Paris vers New York, Washington, Houston, Chicago, Los Angeles, Anchorage, Montréal et Toronto. Un billet Air France, cela veut

dire : des exclusivités sur les Etats-Unis comme le premier vol pour New York (10h30), Los Angeles, Chicago et Houston sans escale, Washington en direct et bien sûr le Concorde avec son décor tout neuf et ses « nouveautés » gastronomiques.

L'Amérique avec Air France, c'est aussi, grâce aux accords avec les compagnies locales, le plus grand réseau intérieur américain au départ de Paris. Le billet Air France, c'est vraiment l'Amérique.

Le billet tous services

MARCHÉ

PARIS

19 février

Légère hausse

La Bourse a été marquée par la hausse de 0,15 % du CAC 40, le premier indice de la Bourse de Paris, à 1 129,9 points. Cette progression s'explique par la hausse de 0,25 % du SBF 120, le second indice, et par la baisse de 0,10 % du CAC 100, le troisième indice. Le marché a été marqué par la hausse de 0,15 % du CAC 40, le premier indice de la Bourse de Paris, à 1 129,9 points. Cette progression s'explique par la hausse de 0,25 % du SBF 120, le second indice, et par la baisse de 0,10 % du CAC 100, le troisième indice.

LA VIE

NEELOCK MARDEN. — L'ancien ministre de l'Intérieur, M. Neelock Marden, a été élu député de la circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 112,9 % des voix. Cette victoire s'explique par la hausse de 0,25 % du SBF 120, le second indice, et par la baisse de 0,10 % du CAC 100, le troisième indice.

INDICES QUOTIDIENS

INSEE base 100, 25 déc. 1984

Indice des prix à la consommation... 108,1

Indice des prix à la production... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

Indice des agents de change... 112,9

1500 من الدول

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

19 février

Légère hausse

A peu de chose près, la Bourse de Paris a regagné mardi le terrain perdu la veille avec une hausse de 0,15 % au coup de cloche final. Sensiblement réduit par rapport à la normale, le volume d'affaires reste cependant élevé pour cette période de vacances (285 millions de F traités) sur les valeurs françaises cotées au RM avec des chiffres d'affaires importants sur Presses de la Cité, BSN, Source Perrier, ELI-Aquitaine et Alcatel. Mieux : l'indice CAC a battu un nouveau record en s'inscrivant à 201,5.

En hausse de plus de 4 %, CGIP et Dassault se sont établis à leur plus haut niveau de l'année. Il est vrai que, pour cette dernière notamment, le marché est très détrempé à peine 5 % des actions Dassault étant à l'heure actuelle réparties dans le public. Parmi les autres titres en hausse, on relève DMC, Esso, Facom, Europel, Renault (participation), Primagaz.

A l'inverse, Roussel, Mumm, Ciments Français, Cofime, Navigation Mixte, L'Économiste des eaux perdent 1 % à 3 %. De son côté, SGB-SB perd près de 1 % alors que Saint-Gobain vient d'annoncer la prise en compte par le groupe des pertes très importantes (1 100 millions de francs) subies en 1984 par sa filiale, confi-mant ainsi ce que les boursiers accomplissent au sujet de cette entreprise, l'un des grands noms du bâtiment et des travaux publics. Sur le marché de l'or international, le cours de l'once a régressé à 302,90 dollars l'once (contre 304,95 la veille) dans la City. A Paris, le lingot a gagné 150 F à 98 100 F, tandis que le napoleon mettait 4 F à son actif à 577 F.

Par ailleurs, la société textile Devanlay, qui devait faire son apparition le 19 février, a vu son introduction reportée au 25 courant en raison de l'abondance des ordres d'achat : 10,69 millions d'actions au total alors que 120 000 titres Devanlay seulement étaient mis à la disposition du public.

NEW-YORK

Plutôt baissier

Wall Street a ouvert ses portes, mardi, après trois jours de fermeture, en raison du chômage observé, la veille, pour commémoration du Washington Birthday. Mais ce repos forcé n'a pas fourni au marché l'occasion de récupérer ses forces. Les courants d'affaires ont sensiblement diminué, et, comme bien souvent en période de vacances, la tendance a été irrégulière et plutôt orientée à la baisse.

Si l'indice des industrielles a perdu que 1,43 point à 1 280,58, le bilan de la journée a été franchement négatif. Sur 2 012 valeurs traitées, 905 se sont repliées, 653 ont monté et 454 n'ont pas varié.

Les professionnels ne paraissent pas surpris par cette relative nonchalance. A leur avis, le marché bute sur la barre psychologique des 1 300 et prend un peu de recul pour, un peu plus tard, être en position de repartir pour le franchir. Un « broker » disait qu'il ne serait pas étonné de voir la situation se poursuivre quelque temps, car « les titres d'effets qui se sont pour l'instant effacés, ne font plus office de courroie de sécurité ». « Les ingrédients d'une nouvelle hausse ne sont pas réunis », ajoutait un gérant de portefeuilles.

Pourtant, avant l'ouverture, le département du commerce avait annoncé que les mises en chantier de logements avaient augmenté de 14,9 % en janvier. Mais ce facteur n'a, semble-t-il, pas été déterminant pour susciter des initiatives. L'activité a porté sur 90,40 millions de titres, contre 106,47 millions vendus.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

WHEELLOCK MARDEN. - L'homme d'affaires de Singapour, M. Khoo Teoh Poo, fait mettre les enchères pour la prise de contrôle de Wheellock Marden, un des plus importants groupes de Hongkong, aménageant l'offre de rachat lancée, à la veille du week-end, par l'armateur local Y.K. Pao. La proposition de M. Khoo est supérieure de 6 % au prix de son rival de Hongkong.

La bataille avait commencé, jeudi 14 février, avec l'annonce de l'offre publique d'achat par M. Khoo, l'homme le plus riche de Singapour, qui s'est vu doubler deux jours plus tard par Sir Y.K. Pao, l'un des hommes les plus riches de Hongkong, avec une mise supérieure de 10 % à la sienne.

La société de M. Khoo, basée à Hongkong, Faiyung Co., a annoncé qu'elle offrait

7 dollars de Hongkong pour les actions A de Wheellock, contre les 6,60 dollars de Sir Y.K. Pao. La nouvelle offre fait monter le prix total des actions Wheellock à 2,4 milliards de dollars de Hongkong (307,6 millions de dollars US).

M. Khoo défend, selon ses propres déclarations, 23,5 % des droits de vote dans Wheellock Marden, tandis que Sir Y.K. Pao en contrôle 34 %.

COMPAGNIE GÉNÉRALE MARI-TIME. - La CGM vient de mettre en service deux nouvelles lignes commerciales régulières avec les États-Unis et le Canada, comportant des escales hebdomadaires à jours fixes dans le port du Havre.

DEVANLAY SA. - L'introduction, mardi 19 février, sur le second marché de la Bourse de Paris, des actions de la société Devanlay (Lacoste, Jil, Scandale, Timewear, Exchinger, Nursery, Oly, Polaris, etc.), a été reportée au 25 février, en raison du très grand succès rencontré par l'opération. 120 000 actions Devanlay étaient proposées au prix d'offre minimum de 470 F. Or les demandes d'achat (et non de ventes, comme indiqué par erreur dans le bulletin de Bourse du 19 février) ont porté sur 10,69 millions de titres. Pour la seconde tentative, la procédure de l'offre publique de vente a été choisie de façon à éviter un retour à des enchères qui rendraient la cotation impossible.

INDICES QUOTIDIENS
(indice base 100 - 20.000.1984)

Valeurs françaises	108,1
Valeurs étrangères	112,9

COTATION DES AGENTS DE CHANGE
(base 100 - 31.06.1981)

Indice général	208,9
19 fév.	201,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 20 février

10/3/4	10,3
10/3/4	10,3

COURS DU DOLLAR A TOKYO
1 dollar (en yen)

19 fév.	201,5
20 fév.	201,5

INDICES QUOTIDIENS
(indice base 100 - 20.000.1984)

Valeurs françaises	108,1
Valeurs étrangères	112,9

COTATION DES AGENTS DE CHANGE
(base 100 - 31.06.1981)

Indice général	208,9
19 fév.	201,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 20 février

10/3/4	10,3
10/3/4	10,3

COURS DU DOLLAR A TOKYO
1 dollar (en yen)

19 fév.	201,5
20 fév.	201,5

BOURSE DE PARIS

Comptant

19 FEVRIER

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
4,5 % 1972	1055	1041	+14
5 % 1972	1055	1041	+14
5,5 % 1972	1055	1041	+14
6 % 1972	1055	1041	+14
6,5 % 1972	1055	1041	+14
7 % 1972	1055	1041	+14
7,5 % 1972	1055	1041	+14
8 % 1972	1055	1041	+14
8,5 % 1972	1055	1041	+14
9 % 1972	1055	1041	+14
9,5 % 1972	1055	1041	+14
10 % 1972	1055	1041	+14
10,5 % 1972	1055	1041	+14
11 % 1972	1055	1041	+14
11,5 % 1972	1055	1041	+14
12 % 1972	1055	1041	+14
12,5 % 1972	1055	1041	+14
13 % 1972	1055	1041	+14
13,5 % 1972	1055	1041	+14
14 % 1972	1055	1041	+14
14,5 % 1972	1055	1041	+14
15 % 1972	1055	1041	+14
15,5 % 1972	1055	1041	+14
16 % 1972	1055	1041	+14
16,5 % 1972	1055	1041	+14
17 % 1972	1055	1041	+14
17,5 % 1972	1055	1041	+14
18 % 1972	1055	1041	+14
18,5 % 1972	1055	1041	+14
19 % 1972	1055	1041	+14
19,5 % 1972	1055	1041	+14
20 % 1972	1055	1041	+14
20,5 % 1972	1055	1041	+14
21 % 1972	1055	1041	+14
21,5 % 1972	1055	1041	+14
22 % 1972	1055	1041	+14
22,5 % 1972	1055	1041	+14
23 % 1972	1055	1041	+14
23,5 % 1972	1055	1041	+14
24 % 1972	1055	1041	+14
24,5 % 1972	1055	1041	+14
25 % 1972	1055	1041	+14
25,5 % 1972	1055	1041	+14
26 % 1972	1055	1041	+14
26,5 % 1972	1055	1041	+14
27 % 1972	1055	1041	+14
27,5 % 1972	1055	1041	+14
28 % 1972	1055	1041	+14
28,5 % 1972	1055	1041	+14
29 % 1972	1055	1041	+14
29,5 % 1972	1055	1041	+14
30 % 1972	1055	1041	+14
30,5 % 1972	1055	1041	+14
31 % 1972	1055	1041	+14
31,5 % 1972	1055	1041	+14
32 % 1972	1055	1041	+14
32,5 % 1972	1055	1041	+14
33 % 1972	1055	1041	+14
33,5 % 1972	1055	1041	+14
34 % 1972	1055	1041	+14
34,5 % 1972	1055	1041	+14
35 % 1972	1055	1041	+14
35,5 % 1972	1055	1041	+14
36 % 1972	1055	1041	+14
36,5 % 1972	1055	1041	+14
37 % 1972	1055	1041	+14
37,5 % 1972	1055	1041	+14
38 % 1972	1055	1041	+14
38,5 % 1972	1055	1041	+14
39 % 1972	1055	1041	+14
39,5 % 1972	1055	1041	+14
40 % 1972	1055	1041	+14
40,5 % 1972	1055	1041	+14
41 % 1972	1055	1041	+14
41,5 % 1972	1055	1041	+14
42 % 1972	1055	1041	+14
42,5 % 1972	1055	1041	+14
43 % 1972	1055	1041	+14
43,5 % 1972	1055	1041	+14
44 % 1972	1055	1041	+14
44,5 % 1972	1055	1041	+14
45 % 1972	1055	1041	+14
45,5 % 1972	1055	1041	+14
46 % 1972	1055	1041	+14
46,5 % 1972	1055	1041	+14
47 % 1972	1055	1041	+14
47,5 % 1972	1055	1041	+14
48 % 1972	1055	1041	+14
48,5 % 1972	1055	1041	+14
49 % 1972	1055	1041	+14
49,5 % 1972	1055	1041	+14
50 % 1972	1055	1041	+14
50,5 % 1972	1055	1041	+14
51 % 1972	1055	1041	+14
51,5 % 1972	1055	1041	+14
52 % 1972	1055	1041	+14
52,5 % 1972	1055	1041	+14
53 % 1972	1055	1041	+14
53,5 % 1972	1055	1041	+14
54 % 1972	1055	1041	+14
54,5 % 1972	1055	1041	+14
55 % 1972	1055	1041	+14
55,5 % 1972	1055	1041	+14
56 % 1972	1055	1041	+14
56,5 % 1972	1055	1041	+14
57 % 1972	1055	1041	+14
57,5 % 1972	1055	1041	+14
58 % 1972	1055	1041	+14
58,5 % 1972	1055	1041	+14
59 % 1972	1055	1041	+14
59,5 % 1972	1055	1041	+14
60 % 1972	1055	1041	+14
60,5 % 1972	1055	1041	+14
61 % 1972	1055	1041	+14
61,5 % 1972	1055	1041	+14
62 % 1972	1055	1041	+14
62,5 % 1972	1055	1041	+14
63 % 1972	1055	1041	+14
63,5 % 1972	1055	1041	+14
64 % 1972	1055	1041	+14
64,5 % 1972	1055	1041	+14
65 % 1972	1055	1041	+14
65,5 % 1972	1055	1041	+14
66 % 1972	1055	1041	+14
66,5 % 1972	1055	1041	+14
67 % 1972	1055	1041	+14
67,5 % 1972	1055	1041	+14
68 % 1972	1055	1041	+14
68,5 % 1972	1055	1041	+14
69 % 1972	1055	1041	+14
69,5 % 1972	1055	1041	+14
70 % 1972	1055	1041	+14
70,5 % 1972	1055	1041	+14
71 % 1972	1055	1041	+14
71,5 % 1972	1055	1041	+14
72 % 1972	1055	1041	+14
72,5 % 1972	1055	1041	+14
73 % 1972	1055	1041	+14
73,5 % 1972	1055	1041	+14
74 % 1972	1055	1041	+14
74,5 % 1972	1055	1041	+14
75 % 1972	1055	1041	+14
75,5 % 1972	1055	1041	+14
76 % 1972	1055	1041	+14
76,5 % 1972	1055	1041	+14
77 % 1972	1055	1041	+14
77,5 % 1972	1055	1041	+14
78 % 1972	1055	1041	+14
78,5 % 1972	1055	1041	+14
79 % 1972	1055	1041	+14
79,5 % 1972	1055	1041	+14
80 % 1972	1055	1041	+14
80,5 % 1972	1055	1041	+14
81 % 1972	1055	1041	+14
81,5 % 1972	1055	1041	+14
82 % 1972	1055	1041	+14
82,5 % 1972	1055	1041	+14
83 % 1972	1055	1041	+14
83,5 % 1972	1055	1041	+14
84 % 1972	1055	1041	+14
84,5 % 1972	1055	1041	+14
85 % 1972	1055	1041	+14
85,5 % 1972	1055	1041	+14
86 % 1972	1055	1041	+14
86,5 % 1972	1055	1041	+14
87 % 1972	1055	1041	+14
87,5 % 1972	1055	1041	+14
88 % 1972	1055	1041	+14
88,5 % 1972	1055	1041	+14
89 % 1972	1055	1041	+14
89,5 % 1972	1055	1041	+14
90 % 1972	1055	1041	+14
90,5 % 1972	1055	1041	+14
91 % 1972	1055	1041	+14
91,5 % 1972	1055	1041	+14
92 % 1972	1055	1041	+14
92,5 % 1972	1055	1041	+14
93 % 1972	1055	1041	+14
93,5 % 1972	1055	1041	+14
94 % 1972	1055	1041	+14
94,5 % 1972	1055	1041	+14
95 % 1972	1055	1041	+14
95,5 % 1972	1055	1041	+14
96 % 1972	1055	1041	+14
96,5 % 1972	1055	1041	+14
97 % 1972	1055	1041	+14
97,5 % 1972	1055	1041	+14
98 % 1972	1055	1041	+14
98,5 % 1972	1055	1041	+14
99 % 1972	1055	1041	+14
99,5 % 1972	1055	1041	+14
100 % 1972	1055	1041	+14

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
SECOND MARCHÉ			Hors-cote		
F.R.D.	1770	1821	Aleat	221	.....
Borson	348	348 50	Boite de	285	.....
M.M.E.	780	781	Colonne de Pl.	75 50	75
C.F. Elec.	304	302	C.E.M.	70	.....
Electric	304	302	Cashy	10	28
Electric G.T.A.	2000	2000	C. Sait. Saine	110 50	.....
Epstein	560	560	C. Sait.	502	500
Degrange	740	740	F.R.M. 80	70	3 50 a
Financière	220	220	La Mars	80	.....
Financière	220	220	Le	185	.....
M.B.	400	400	Proville Trous Est.	1 52	.....
C. Gen. Fin.	280 50	280 50	Papier	128	122 10
Reuter	331	335	Rouge	.....	.....
Boat	720	725	Région N.V.	135 10	124 10
Boat	1020	1020	Sait. Maitre C.	70	.....
on	331	318	S.P.M.	174	.....
G.P.M.	325	324	Tours et Malbroux	01	.....
Star	202	210 80 d	Total C.F.R.	43	.....
Star	776	780	Uthm	336	.....

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. LA RÉFORME DU MODE DE SCRUTIN : « Le bon découpage », par François Goguel et Jean-Marcel Joanneau ; « Les risques du rhododendron », par Olivier Duhamel.

10 : le Réveil indien en Amérique andine, d'Alain Labrousse.

ÉTRANGER

3. AFRIQUE
4. DIPLOMATIE
Un entretien avec le nouveau secrétaire général du Conseil de l'Europe.
4. PROCHE-ORIENT
4. AMÉRIQUES
5. EUROPE
6. ASIE
- CAMBODGE : la guerre, seule perspective ?

POLITIQUE

- 6-7. Les élections simultanées des députés et des conseils régionaux en 1988.
- POINT DE VUE : « Rien que la loi, toute la loi », par Michel Girard.
7. Nouméa : « La montée des extrêmes » (III), par Alain Rollot.

89 FM

à Paris

AM 6 « Le Monde »
232-14-14
Mercredi 20 février, 19 h 20

Élections régionales et législatives le même jour. Pourquoi ?

JEAN-MARIE COLOMBANI et THIERRY BRÉNIER répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs.
Débat animé par FRANÇOIS KOCH

SOCIÉTÉ

8. LIBRES OPINIONS : « La bouillotte et la locomotive », par Marek Halter.
17. ÉCHOS : Karpov demande à M. Campomanes de faire reprendre le match immédiatement.
18. SPORTS.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

9. Brésil, un film de Terry Gilliam.
10. Gustav Mahler, une exposition à Paris et un livre.
11. Rodin et ses œuvres inconnues.
12. SÉLECTION.
- EXPOSITIONS.

ÉCONOMIE

20. TÉLÉCOMMUNICATIONS.
21. ÉTRANGER.
22. AFFAIRES.

RADIO-TÉLÉVISION (16) INFORMATIONS « SERVICES » (18) :
- Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.
Annouces classées (19) :
Carnet (17) ; Programme des spectacles (12 à 16) ; Marchés financiers (23).

Le numéro de « Monde » daté 20 février 1985 a été tiré à 432 079 exemplaires

A B C D F G H

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Un des auteurs du sabotage de la mine de Thio appartiendrait à l'extrême droite

Nouméa. — La tension persiste dans la région de Thio après les incidents entre Mélanésiens et forces de l'ordre du dimanche 17 février. Mardi soir, une seconde maison a été détruite dans un incendie d'origine criminelle. Celle-ci appartenait à un employé de la société Le Nickel (SLN) qui venait de la remettre en état après un premier sabotage. Le choix de cette habitation incite à penser qu'il pourrait s'agir de représailles, le FLNKS (Front de libération nationale kanak socialiste) de Thio ayant clairement accusé la SLN d'avoir participé à l'organisation du pique-nique de dimanche dernier, ce que dément la direction de l'entreprise.

Toujours dans la nuit de mardi à mercredi, le transformateur électrique de Nakalé, à 14 kilomètres de Thio, alimentant l'ensemble du village et les installations minières des alentours a été partiellement détruit par une forte charge explosive déposée à l'intérieur grâce à un trou pratiqué dans le mur du local. La réparation a pu être effectuée en quelques heures.

De notre correspondant

Dans la même région, une fillette d'origine mélanésienne âgée de dix ans, a été gravement blessée à la tête mercredi matin par un jet de pierres. Elle a été transportée à Nouméa par hélicoptère et placée en réanimation, elle souffre d'un grave traumatisme crânien.

Dans l'affaire du sabotage des installations minières du camp des Sapins, à Thio, le 21 janvier (au lendemain de la visite présidentielle), la gendarmerie recherche toujours deux personnes, dont l'une a été identifiée. Il s'agit d'un repris de justice d'origine européenne connu des services de police, qui avait été condamné pour vol d'armes. Quant à l'homme arrêté et inculpé mardi, il est métropolitain et serait membre du Front national, bien qu'il ne soit pas inscrit à la section locale de Nouvelle-Calédonie du parti de M. Jean-Marie Le Pen.

De son côté, M. Nidouh Nalae-line, chef de file du LKS (Libé-

tion kanak et socialiste), a réaffirmé à son retour de métropole sa volonté d'engager le dialogue entre les Canaques, quels que soient les clivages politiques. Ceux-ci, a souligné M. Nalae-line, sont très atténués par les liens familiaux et communautaires qui unissent aux deux autres principaux chefs politiques que sont M. Ukeiwé et Tjibaou. Dans le cadre de la coutume, les rencontres entre les trois hommes sont assez fréquentes, a précisé le dirigeant du LKS, « mais il faudrait maintenant que M. Tjibaou et Ukeiwé, lorsqu'ils discutent ensemble, puissent engager leur parti... ».

Pour le conseiller territorial indépendantiste, l'obstacle principal au dialogue entre les différentes formations est constitué par les dirigeants européens du RPR et du RPCR. A propos du scrutin d'autodétermination, M. Nalae-line a estimé que la date fixée par le délégué du gouvernement est trop proche pour garantir un vote en faveur de l'indépendance et qu'il serait bon de la reculer.

FREDERIC FILLOUX.

Une radiographie de la trésorerie des hôpitaux français

Peut-on réduire les dépenses des hôpitaux publics sans nuire à la qualité des soins dispensés ? Telle est la principale question posée par l'actuelle politique de santé hospitalière, caractérisée, depuis deux ans, par l'application d'une série de contraintes budgétaires sévères. Question d'actualité aussi à l'heure où l'ensemble du parc hospitalier français fait l'apprentissage de la réforme dite du budget global et au moment précis où de nombreuses voix médicales s'élèvent — pas toujours sans arrière-pensée politique mais parfois avec de légitimes inquiétudes professionnelles — pour s'interroger sur les conséquences de l'actuel train de réformes sur le volume et la qualité des actes médicaux pratiqués à l'hôpital.

Une note de synthèse de quinze feuilles, publiée en décembre dernier par M. Stanislas Comès, inspecteur des finances, offre, pour la première fois, une véritable radiographie de la trésorerie des hôpitaux français et tente de traduire de manière chiffrée leur faculté d'adaptation aux contraintes budgétaires.

Cette note interne au ministère de l'économie, des finances et du budget et à celui des affaires sociales et de la solidarité est la conclusion d'une « mission d'enquête et de diagnostic en milieu hospitalier ». Signée de certains divergences de vues au sein de l'équipe gouvernementale, elle a associé l'inspection générale des affaires sociales et l'inspection générale des finances ainsi que — ce qui a suscité quelques « hant-lo-cour » chez certains hauts fonctionnaires — un cabinet privé (le cabinet de Bois, Diester et associés), chargé en quelque sorte de jouer les intermédiaires extérieurs.

En septembre et décembre 1984, les enquêteurs ont ainsi passé au crible de l'audit dix-neuf hôpitaux publics selon trois critères : comment les hôpitaux ont-ils fait face aux mesures prises pour ralentir le rythme d'augmentation des dépenses, en particulier depuis 1983 ? Quelle est leur situation financière ? Quel est l'état de leur trésorerie ?

Première constatation : les hôpitaux publics s'adaptent aux contraintes budgétaires qui leur sont imposées. Ils le font le plus souvent sans être dotés de nouveaux outils de surveillance et de contrôle (« l'informatisation en temps réel reste l'exception »). Parmi les méthodes retenues pour contenir la progression des dépenses, on observe : « la suppression ou la diminution des dotations aux réserves et provisions, parfois autorisées par la situation financière de l'hôpital ; la réduction des dépenses d'alimentation et d'entretien dont la progression est inférieure au taux directeur ; le recours aux remplacements de personnel ». Certaines directions d'hôpitaux font aussi preuve « d'imagination » en économisant l'énergie (Nancy, Dreux),

en fermant temporairement certains services ou en maltrisant « avec succès » la consommation de produits médicaux (Saint-Etienne).

La situation financière des établissements hospitaliers publics reste « globalement satisfaisante ». Peu endettés, selon les enquêteurs, les hôpitaux pourraient sans difficulté, à de rares exceptions près, obtenir un financement banalisé de leurs investissements. De la même manière, les enquêteurs concluent que la situation de trésorerie ne montre pas « de difficultés majeures ». Sur les dix-neuf hôpitaux audités, un seul (lequel ?) est dans une situation qualifiée de « difficile ». La rigueur des temps et la mise en place de la réforme du budget global ont amené les directeurs d'établissements hospitaliers à accélérer la facturation des recettes. Parallèlement, la dotation globale versée par mensualités a conduit à améliorer la situation de trésorerie de 40 % dans les centres hospitaliers régionaux.

Face à de telles modifications, les caisses primaires d'assurance maladie, premiers « clients » des hôpitaux, n'ont pas toujours été perçues comme ayant une attitude encourageante. Dans leurs conclusions, les enquêteurs notent que « d'importants progrès restent à accomplir dans la qualité et la rapidité de la remontée d'information vers les directeurs d'hôpitaux et la tutelle. Le système actuel se caractérise par l'abondance des données chiffrées produites par l'hôpital et ne facilite pas l'analyse de sa situation ».

En toute hypothèse, ces données n'inciteront pas le gouvernement à assouplir sa politique de rigueur caractérisée par un faible taux de progression des budgets (5,2 % pour 1985 avec un dépassement autorisé de 0,5 %) l'absence de toute création d'emplois et l'incitation au « redéploiement » de certaines activités hospitalières. Parallèlement, le diagnostic de cette mission d'enquête (qui ne comprenait aucun médecin parmi ses membres) confortera les responsables gouvernementaux dans leur volonté de voir se développer (comme c'est le cas actuellement en Aquitaine) de nouveaux systèmes comptables et d'informatisation permettant une compréhension plus fine de ce qui se passe dans les hôpitaux publics.

« Nous ne pouvons pas rester plusieurs années, confie-t-on au cabinet de M. Georges Dufoix, avec un système de budget global appliqué, tout compte fait, à une caisse noire : nous sommes persuadés qu'il y a des fuites dans le système. Des fuites qui ne profitent à personne, ni à la Sécurité sociale, ni aux médecins, ni aux assurés. » Reste que cette volonté — louable — de colmater les brèches, se heurte pour l'heure à une certaine hostilité (voire, dans d'autres cas, à une véritable démobilisation) du corps médical hospitalier. Un groupe professionnel tenu, de toute évidence,

trop éloigné des questions budgétaires qui le concernent au premier chef et inquiet — non sans raisons — du pouvoir grandissant qu'il voit confier à l'administration hospitalière.

JEAN-YVES NAU.

148 MORTS PRÈS DE BILBAO

La catastrophe du Boeing d'Iberia va relancer la controverse sur la sécurité des aéroports espagnols

De notre correspondant

Madrid. — Cent quarante-huit victimes, dont sept membres d'équipage : tel est le bilan définitif de la catastrophe aérienne qui s'est produite mardi matin 19 février près de Bilbao, lorsqu'un Boeing 727 de la compagnie Iberia en provenance de Madrid s'est écrasé contre une colline peu avant l'atterrissage (le Monde du 20 février). Il n'y a eu aucun survivant.

Les causes exactes de l'accident ne sont pas encore connues. Dans une conférence de presse donnée à Bilbao mardi soir, le président d'Iberia, M. Carlos Espinosa de los Monteros, a confirmé que l'appareil avait heurté une antenne de la télévision régionale basque située au sommet de la colline. Celle-ci, a-t-il précisé, se trouvait à une altitude de 300 mètres au-dessus de l'altitude à laquelle l'avion aurait normalement dû voler à ce moment. Selon le président du syndicat espagnol des pilotes, ni le mont Oiz ni l'antenne de télévision qui se trouvait au-dessus de la colline n'avaient été signalés sur les cartes d'approche des pilotes.

Il est encore impossible de déterminer si le Boeing se trouvait déjà en difficulté avant de heurter l'antenne. Il semble, en tout cas, qu'une brume épaisse recouvrait le sommet de la colline. Quant à l'appareil, en service depuis cinq ans, il avait normalement passé, selon la compagnie, tous les contrôles de routine requis. La « boîte noire » de l'avion, qui a déjà été retrouvée, devrait apporter des précisions sur les circonstances exactes de l'accident.

Les rumeurs qui avaient circulé faisant état d'un possible attentat ne semblent pas, à première vue, devoir être prises très au sérieux. M. Espinosa a confirmé qu'Iberia avait reçu une communication téléphonique anonyme affirmant qu'il s'agissait d'une action de l'ETA-militaire, mais il a précisé que la crédibilité de cet appel était très réduite.

Cette nouvelle catastrophe aérienne relancera certainement la polémique sur le niveau de sécurité des aéroports espagnols. Depuis 1970, dix accidents se sont produits à leur proximité ou dans l'espace aérien national, faisant au total mille cinq cent vingt-huit victimes.

Sur le vif

Jeans

J'ai mon amie Zaza, je l'aime bien, mais elle me tue. Depuis vingt-cinq ans que je la connais, elle n'arrête pas de s'agiter, de protester, de pétitionner, de guerroyer, de monter aux barricades. Pour tout et pour rien. Ou contre. Ça dépend des fois : le Vietnam, la vivisection, le viol, l'Afghanistan, le veau au hormones, le génocide des Arméniens, les bébés phoques, les Beurs, les piles acides et les Miniguites.

La, ça faisait plusieurs mois que je ne l'avais pas vue. Je me disais : bon, la bataille de l'avortement aux Etats-Unis, c'est gagné d'avance ; les Sakharov, d'accord, les Sov les traitant dans le bous, mais question santé ils ont l'air de tenir le coup... Elle doit souffrir un peu, Zaza, elle doit se sentir plus seule.

Pensez-tu ! Hier elle m'appelle. Elle a sa voix de mauvais jours, agressive, stridente, désagréable. Et elle me lance :

« T'es entendu à la radio, pour les jeans ? La marque Levi-Strauss ferme ses ateliers les uns après les autres en Europe et aux Etats-Unis. Ils ont déjà supprimé cinq cent soixante-dix emplois en Angleterre... »

« Ecoute, Zaza, tu m'excuseras, mais les chômeurs de Maggie Thatcher, moi, je ne peux pas me mobiliser pour ça... »

« Je m'en fous complètement de la mère Thatcher. Je ne te parle pas de ça. Tu comprends rien ou quoi ? Je te dis que les jeans c'est fini, qu'on arrête la production un peu partout. Terminé, les jeans. Ça n'intéresse plus que les gens des pays de l'Est... »

« Bon, et alors ? C'est pas tellement confortable, au fond, les jeans, faut se coucher par terre pour remonter la fermeture éclair ; ça rétrécit au lavage ; ça fait une jolie silhouette, d'accord, mais on est, quand même, risqué en survêt. Moi, j'ai trouvé des très chouettes dans une rue, tu sais, là près des Champs. Alors... »

« Justement... les tantes de jogging sont interdites dans la plupart des bureaux. Nous, à la BGV, on a saisi le comité d'entreprise et on alerte les médias. Ils vont voir ce qu'ils vont voir, les petits chefs avec leurs jeans à la con, leur veste en tweed et leur col ouvert sur un foulard... »

« Oh non, Zaza, plait ! Ça va pas recommencer ? On s'est déjà battu pour le pantalon, la mini jupe, les cheveux verts coupés à la punk et l'absence de soutien-gorge. Même que j'ai marché avec toi, mais j'étais pas d'accord. Tu ne voudrais tout de même pas qu'on remette ça pour le droit de venir travailler en survêtement. Et pourquoi pas en pyjama pendant que tu y es ? »

« J'y suis, justement. En plein. Le survêt, tu cours dedans, tu dors avec, il n'y a aucune raison pour que tu bosses sans... »

CLAUDE SARRAUTE.

te parle pas de ça. Tu comprends rien ou quoi ? Je te dis que les jeans c'est fini, qu'on arrête la production un peu partout. Terminé, les jeans. Ça n'intéresse plus que les gens des pays de l'Est.

« Bon, et alors ? C'est pas tellement confortable, au fond, les jeans, faut se coucher par terre pour remonter la fermeture éclair ; ça rétrécit au lavage ; ça fait une jolie silhouette, d'accord, mais on est, quand même, risqué en survêt. Moi, j'ai trouvé des très chouettes dans une rue, tu sais, là près des Champs. Alors... »

« Justement... les tantes de jogging sont interdites dans la plupart des bureaux. Nous, à la BGV, on a saisi le comité d'entreprise et on alerte les médias. Ils vont voir ce qu'ils vont voir, les petits chefs avec leurs jeans à la con, leur veste en tweed et leur col ouvert sur un foulard... »

« Oh non, Zaza, plait ! Ça va pas recommencer ? On s'est déjà battu pour le pantalon, la mini jupe, les cheveux verts coupés à la punk et l'absence de soutien-gorge. Même que j'ai marché avec toi, mais j'étais pas d'accord. Tu ne voudrais tout de même pas qu'on remette ça pour le droit de venir travailler en survêtement. Et pourquoi pas en pyjama pendant que tu y es ? »

« J'y suis, justement. En plein. Le survêt, tu cours dedans, tu dors avec, il n'y a aucune raison pour que tu bosses sans... »

CLAUDE SARRAUTE.

LE COMITÉ EXÉCUTIF DE L'OLP APPROUVE L'ACCORD HUSSEIN-ARAFAT

Le comité exécutif de l'OLP, réuni à Tunis, a approuvé l'accord conclu entre le Roi Hussein et M. Yasser Arafat portant sur le règlement du conflit israélo-arabe, a annoncé en fin de matinée le mercredi 20 février l'agence palestinienne WAFA.

La caution ainsi accordée par la plus haute instance de la centrale des fedayins constitue un premier succès pour M. Arafat, qui a été sévèrement critiqué à Damas par les organisations palestiniennes dissidentes. Celles-ci l'ont accusé d'avoir consenti au souverain hachémite deux concessions de taille, donnant à la fois le rôle et le principal objectif de l'OLP. Le contenu de l'accord Hussein-Arafat n'a toujours pas été révélé, mais ses adversaires soutiennent qu'il confère au gouvernement d'Amman le privilège de représenter les Palestiniens dans une éventuelle conférence internationale de la paix, d'une part, et de se prononcer, d'autre part, en faveur de la création, après le retrait israélien des territoires occupés, d'une confédération jordanéo-palestinienne, privant ainsi les Palestiniens du droit à l'autodétermination. Pour le moment, rien ne permet d'accréditer la thèse des organisations dissidentes de l'OLP.

Le débat sera sans doute clarifié à l'issue de la session, actuellement en cours, du comité central du Fath, où les censeurs de M. Yasser Arafat sont plus nombreux qu'au sein du comité exécutif de l'OLP. C'est seulement après l'éventuelle approbation de l'accord d'Amman par la direction du Fath que l'on pourra considérer que M. Arafat aura gagné la première manche de la partie qu'il a engagée pour relancer le processus de paix au Proche-Orient.

E. R.

« Vers un dépôt de Bilal de l'imprimerie de la presse... » M. Bruno Bertz, PDG de la Tribune de l'économie et de l'Agence économique et financière (AGEFI), a annoncé, mardi 19 février, que le conseil d'administration de l'imprimerie de la presse, avait décidé à l'unanimité de l'autoriser à effectuer un dépôt de bilan.

Ce dépôt de bilan, qui permettra d'appuyer la gestion de l'imprimerie, aura pour but d'engager, sans licenciements, un plan de redressement et de relance, de l'ordre de 25 millions de francs, de cette imprimerie de 300 salariés.

Bond à Sidney.

Paris-Sydney en deux escales.

Le vieux Lord Henan m'assena une bourrade à faire vaciller la statue de la Liberté. « Bon voyage », dit-il. J'étais chargé d'une mission délicate au pays des kangourous. En deux sauts de puce, j'allais être à Sidney et Dieu seul savait ce qui m'y attendait. J'avais bien le temps d'y penser. Dans l'encadrement de la porte une hôtesse venait d'apparaître. Elle me souriait...

Thai

THAI INTERNATIONAL, 123 Champs-Élysées, 75008 PARIS. Tél. (1) 50 40 00 00. Paris-Péroux 6 40 00 00. Paris-Péroux 6 40 00 00.

السيد بن الامر